

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

PRATIQUE DÉVELOPPEMENTALISTE ET LÉGITIMATION DU POUVOIR
DES ÉLITES DOMINANTES EN COLOMBIE
(2002-2010)

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
MANUEL CÁRDENAS ACOSTA

DÉCEMBRE 2011

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

AVANT-PROPOS

Nous avons choisi d'étudier la place de l'idéologie dominante en Colombie afin de comprendre le processus de légitimation du pouvoir en place. En fait, lors de nos années de militance, nos camarades et d'autres collègues étudiantes et étudiants nous posaient souvent des questions sur la « passivité » des Colombiennes et des Colombiens face à un système si hiérarchique, si exploiteur et si répressif. Ils ne comprenaient pas non plus « l'acceptation » du peuple colombien d'une politique guerrière comme celle proposée par Álvaro Uribe Vélez. Certains s'étonnaient de la popularité et de l'acceptation du président Uribe par les couches populaires pourtant victimes des politiques du Président.

Notre propre questionnement nous poussait également à entamer une maîtrise avec mémoire, dans le but premier de comprendre la situation colombienne à partir de l'ascension au pouvoir d'Álvaro Uribe Vélez et de sa politique développementaliste et guerrière. Nous voulions surtout comprendre la passivité de la population colombienne et la politique colombienne.

Bien entendu, mis à part sa dimension polémique, notre étude est une analyse d'un sujet jusqu'ici peu étudié. La plupart des chercheurs se concentrent, en effet, sur les sujets qui touchent aux aspects violents du conflit, à ses voies de solution, au trafic de drogues et à la guérilla, des thèmes tous très pertinents. Nous voulions, de notre côté, donner un aperçu un peu plus complet de la situation.

Dans la réalisation de notre mémoire de maîtrise, nous avons bénéficié de l'appui de certaines personnes que nous tenons à remercier.

En premier lieu, nous remercions toute notre famille, en Colombie, pour son appui et sa confiance. Nos amies et amis là-bas qui ont toujours cru à notre projet.

Nous remercions M. Daniel Holly, notre directeur de recherche, pour sa confiance, sa patience, ses corrections, ses exigences, ses conseils et sa compréhension. M. Lawrence Olivier a toute notre gratitude pour ses conseils, ses encouragements, ses corrections. Ses conseils méthodologiques, entre autres choses, ont été déterminants pour l'aboutissement de cette recherche. M. Jean-François Payette nous a toujours prodigué un soutien indéfectible même lorsque nous avons pensé nous arrêter à mi-chemin. Qu'il soit remercié ici.

Nous tenons à remercier les collègues du Café étudiant Hubert-Aquin pour leur appui. Leur soutien logistique a été très important pour nos recherches. Nous voudrions particulièrement mentionner Stéphanie Mayer, Jérôme Cotte et Philippe Lepage, qui ont contribué à l'aboutissement de cette étude en en faisant la première correction.

Un remerciement spécial pour Marie Lefebvre, qui a bien voulu corriger le document dans son ensemble avant le dépôt final.

Nous témoignons de la gratitude pour toutes celles et tous ceux que nous ne nommons pas car la liste serait longue, mais qui tout au cours de ces longues années de recherche et de rédaction, ont tenu à nous encourager. Leur appui et leur accompagnement dans les moments difficiles furent déterminants dans notre cheminement.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX	vii
RÉSUMÉ	viii
INTRODUCTION	1
Cadre théorique et principaux concepts	4
Superstructure : le rôle de l'idéologie et de la légitimité dans le fonctionnement du pouvoir	5
Fonction sociale de l'idéologie : faire passer les intérêts d'une élite comme étant ceux de la société dans son ensemble	6
Légitimité ou comment l'idéologie dominante normalise la domination politique des élites dominantes	8
Le développement : une promesse qui sert à asseoir la domination	9
CHAPITRE I L'ÉTAT COMMUNAUTAIRE ET LA STRATÉGIE DÉVELOPPEMENTALISTE : MOYENS DE RENFORCER LE POUVOIR ÉCONOMIQUE DES BOURGEOISIES DOMINANTES	16
Introduction	16
1.1. Les grands objectifs des plans de développement	19
1.1.1 Le plan pour la période 2002-2006	20

1.1.2	Le plan pour la période 2006-2010	23
1.2	Les tendances politiques sous-jacentes aux plans au plans de développement et leurs application	31
1.2.1	Une orientation marquée des plans : la valorisation du secteur privé	31
1.2.2.	Les dispositions prises pour atteindre les objectifs	36
1.3	Les résultats économiques des huit années du gouvernement	41
1.3.1	L'enrichissement croissant des plus nantis	43
1.3.2	La pauvreté toujours aussi importante au sein des masses	53
	Conclusion	65
CHAPITRE II	L'ACTION POLITIQUE DE L'ÉTAT COMMUNAUTAIRE : LÉGITIMATION D'UNE IDÉOLOGIE GUERRIÈRE ET UNIDIMENSIONNELLE	70
	Introduction	70
2.1	Contexte historique	73
2.1.1	L'État, la stratégie paramilitaire et l'imposition d'une branche sociale émergente	81
2.1.2	La Sécurité démocratique comme pilier central de l'État communautaire	91

2.2. Superstructure de l'état communautaire	113
2.2.1 Cohésion sociale ou discours globalisant	114
2.2.2 Éducation, famille et communauté	119
CONCLUSION	126
BIBLIOGRAPHIE	131

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
1.1. Évolution du PIB colombien pour la période 2000-2009.....	54
1.2 Taux de variations du PIB par secteur économique 2001-2009	58
1.3 Croissance moyenne du PIB par secteur économique 2002-2009	60
1.4 Évolution du taux de chômage et du travail informel pour la période 2001-2009	63
1.5 Investissements directs étrangers en Colombie et investissements étrangers faits ailleurs par les élites colombiennes pour la période 2001-2009	68
2.1 Résultats des élections présidentielles de 2002	94

RÉSUMÉ

L'étude du modèle d'État dominant en Colombie et de l'idéologie de légitimation au fondement de ce dernier est l'objet de cette recherche. La recherche couvre la période de la présidence d'Álvaro Uribe Vélez, au cours des deux mandats de son gouvernement, soit de 2002 à 2010. Deux aspects du programme de gouvernement du président colombien nous intéressent particulièrement : son projet d'État communautaire et son pendant; la politique de sécurité démocratique. Nous nous sommes penché surtout sur les plans de développement mis en forme et appliqués pendant cette présidence.

À l'analyse, et c'est là l'objet de la première partie, il apparaît que l'État communautaire et son approche développementaliste sont des mécanismes destinés spécifiquement à promouvoir les intérêts des classes dominantes et à asseoir leur pouvoir sur les classes dominées. Notre hypothèse est que la mise en place de cet État communautaire ne vise rien d'autre que l'intensification de l'accumulation capitaliste et la consolidation de la mainmise de la bourgeoisie sur l'appareil d'État en s'appuyant, entre autres choses, sur une stratégie militaire/guerrière pour résoudre la contestation révolutionnaire des FARC et de l'ELN.

La deuxième partie, centrée sur l'analyse de la superstructure de l'État communautaire, met en évidence le rôle du *paramilitarisme* dans la construction et la consolidation de cet État communautaire. La politique de sécurité démocratique, expression de cette stratégie, apparaît ainsi comme l'instrument d'éradication de la guérilla et d'autres types de contestations politiques de la domination de classe en Colombie et à ce titre, elle tend à s'imposer comme l'unique voie de sortie de l'affrontement armé. Utilisant un langage pseudo démocratique et une approche populiste, cette politique de sécurité démocratique est bien au service des classes dominantes.

Les élites économiques, il n'y a pas de doute, se sont incontestablement enrichies entre 2002 et 2010, tout en renforçant leur emprise sur l'État. Parallèlement, la situation des classes défavorisées est très loin de s'être améliorée et ces dernières, cibles par excellence de cette politique, laissent bien voir dans leur comportement le triomphe de l'idéologie dominante.

Mots clés : Colombie, Álvaro Uribe Vélez, État communautaire, sécurité démocratique, idéologie, lutte de classes, légitimation, pouvoir.

INTRODUCTION

La dynamique sociale, politique, économique et culturelle propre à la Colombie est caractérisée par un conflit armé qui sévit dans le pays depuis une cinquantaine d'années. Ceci est le résultat des relations sociales nécessairement contradictoires dans un système d'exploitation de classes. En effet, la société colombienne est marquée d'une part par les couches les plus aisées, dont les gros propriétaires terriens, les financiers, les industriels, les commerçants, etc., et d'autre part, par les couches sociales qui ne possèdent que leurs bras et leur force de travail comme moyens de production. Ces couches sociales sont composées des paysans, des salariés, des artisans, etc.¹ Par conséquent, les uns disposent d'une part importante des moyens disponibles pour leur épanouissement personnel, économique et politique tandis que les autres doivent toujours se battre pour leur seule survie au quotidien. Les uns peuvent compter sur leurs relations privilégiées avec les administrateurs de l'État et les autres ont recours également à l'État en espérant le minimum requis en termes de conditions matérielles d'existence.

Ainsi, le conflit actuel en Colombie tient ses racines dans les luttes armées qui ont opposé les partis Libéral et Conservateur au début des années 1900. Ces confrontations visaient la conservation ou la conquête du pouvoir politique et économique. Issue de cette lutte partisane, une partie des « guérillas »² – formée par les Libéraux pour se défendre de la politique d'anéantissement des Conservateurs –, s'est transformée dans les années 1960 en organisations révolutionnaires paysannes

¹ Dans la classe dominée, nous trouvons une couche ouvrière qualifiée – travailleurs des usines face – aux autres couches moins instruites, par exemple les paysans et les pauvres (Boukharine, 1977).

² « Guérillas » réfère aux groupes organisés et armés qui s'opposent à l'État.

prônant la réforme agraire contre l'*establecimiento*. En parallèle de ces confrontations, les gros propriétaires terriens ont augmenté leurs possessions.

Les activités des groupes de guérilleros³ révolutionnaires s'inscrivent dans un contexte international marqué par le triomphe de la révolution cubaine et le développement de la Guerre froide. Depuis, de nouvelles organisations de guérillas se sont formées et les anciennes se sont transformées et fortifiées. Également, la politique contre-insurrectionnelle de l'État colombien s'est intensifiée en essayant diverses tactiques allant des « dialogues de paix » jusqu'à la politique de la terreur contre les supposés supporteurs des guérilleros. Nous parlons des exécutions extra judiciaires commises directement par l'appareil répressif étatique ou par le biais des groupes paramilitaires ou de « nettoyage social ». En même temps, l'idéologie étatique se renforce pour délégitimer la lutte armée et la contestation sociale, pour justifier la situation économique, politique et sociale de déséquilibre des couches les moins favorisées comme étant une conséquence des guérilleros qui empêchent le développement du pays. Il n'est pas étonnant dès lors qu'une passivité non négligeable s'installe chez beaucoup de gens, les portant à se désintéresser du conflit et des conséquences politiques et sociales qui en découlent.

C'est dans ce contexte que le candidat à la présidence Álvaro Uribe Vélez, aux élections de 2002, soumet comme programme la construction d'un État communautaire axé sur une politique de Sécurité démocratique ayant comme objectif central la déroute militaire de la guérilla ainsi que la résolution des problèmes sociaux colombiens. Pour ce faire, il soutenait que la victoire de l'État sur les guérilleros, qu'il nomme narcoterroristes, devrait aller de pair avec une politique visant à attirer de nouveaux investisseurs qui permettront le développement économique du pays. La cohésion sociale est donc primordiale, selon ses dires, afin de réussir les objectifs dits

³ « Guérilleros » réfère à chaque individu qui fait parti des « guérillas ».

communautaires de son programme. Contrairement à ses promesses électorales, une fois ses mandats terminés (2002-2010), nous ne pouvons que constater la dégradation des conditions matérielles d'existence des classes dominées, tandis que les classes dominantes se sont davantage enrichies et leurs pouvoirs économique et politique ont augmenté. Néanmoins, le président Uribe a toujours joui d'une opinion publique favorable sans égale dans l'histoire colombienne. Nous pensons que l'idéologie qu'il a habilement véhiculée y est pour quelque chose. Son style plutôt populiste, un parfait usage des médias mettant de l'avant un langage *populaire* ont permis de brouiller les rapports de domination et d'exploitation en Colombie.

Uribe est arrivé à imposer l'idée d'un État communautaire, c'est-à-dire la consolidation de la confiance des investisseurs, la cohésion sociale et la construction de la *démocratie* par la sécurité. La sécurité est posée dans son programme comme valeur fondamentale devenant un instrument indispensable pour la paix et pour le développement du pays. Il y a ici tout un programme politique qui est proposé sur la base de la sécurité (sécurité dite démocratique) et du rôle de l'État. Ce programme politique promet la croissance économique et la cohésion sociale.

Pour mener l'analyse du rôle de l'idéologie dans le programme politique d'Uribe, le cadre théorique que nous utiliserons est un composé de courants portant sur les pouvoirs politique, économique et social et leurs mécanismes idéologiques de domination et de contrôle, ainsi que les conséquences sociétales de cette domination. Ce choix nous permettra d'analyser les rapports de domination et de contrôle de la société colombienne, la passivité et le conformisme de celle-ci, mais aussi la contestation faite par une autre partie de la population, que ce soit par la voie des armes, de la lutte sociale ou de la politique partisane. L'approche choisie est le marxisme, qui étudie les rapports de domination et d'exploitation structurelle tout en suivant l'observation historique des effets sociaux, économiques et politiques du mode de production. Quant aux mécanismes idéologiques utilisés pour le contrôle

social et politique, nous utiliserons, en plus de l'approche marxiste, les apports du courant néogramscien et l'école de Francfort. L'approche marxiste offre un cadre pertinent pour le cas colombien où la présidence dans le cadre de son programme de l'État communautaire opprime une partie de la population en lui faisant accepter la domination politique. Le marxisme permet de dévoiler le caractère utilitaire de l'idéologie pour les classes dominantes.

Cadre théorique et principaux concepts

Dans cette étude, nous cherchons à comprendre comment l'idéologie véhiculée par les programmes de l'État communautaire et de la Sécurité démocratique ont permis au gouvernement d'Álvaro Uribe Vélez (2002 à 2010) de légitimer ses politiques économiques, politiques, militaires et sociales. Nous répondrons à cette question à la lumière du cadre théorique marxiste, ou du matérialisme historique,⁴ en tenant tout particulièrement compte du concept d'idéologie que nous mettrons en exergue pour analyser l'utilisation qu'en ont fait les classes dominantes lors des mandats présidentiels d'Álvaro Uribe Vélez (2002 – 2010). La construction de l'État communautaire et ses trois axes principaux, à savoir, la sécurité démocratique, l'encouragement aux investisseurs et la cohésion sociale, a exacerbé les rapports d'exploitation des bourgeoisies contre les salariés dans toutes les branches de l'économie nationale colombienne. Cela a permis aux élites nationales de conserver leurs prérogatives économiques et politiques, consolidant leur capacité de contrôle social sur l'ensemble de la société. L'exclusion inhérente au pouvoir politique et économique est dissimulée grâce au brouillage idéologique engendré par les postulats développementaliste et de la Sécurité démocratique contenus dans les plans de

⁴ Par **matérialisme historique**, nous entendons l'étude du développement de la lutte de classes et du mode de production, ainsi que l'étude de l'idéologie et de l'organisation sociale et politique d'une société dans une période historique déterminée.

développement de deux mandats du président Álvaro Uribe. L'idéologie dominante au service des intérêts des élites au pouvoir masque la vraie nature du conflit colombien. Ce dernier résulte des exclusions historiques et de la contestation du pouvoir en place.

Superstructure : le rôle de l'idéologie et de la légitimité dans le fonctionnement du pouvoir

Nous nous attarderons sur un concept important du marxisme, celui de superstructure. Dans la version la plus *classique*, la structure politique, incluant les branches législative, exécutive et juridique et la structure idéologique conforment ce que le marxisme appelle la superstructure. La base, ou l'infrastructure, est le mode de production dominant dans une période historique donnée. Celui-ci change au fur et à mesure que la lutte de classes fait basculer un mode de production à un autre, comme ce fut le cas du féodalisme vers le capitalisme. Pour que ce mode de production perdure, les classes dominantes s'appuient sur un ensemble de mesures, de lois, d'idées, de coutumes, etc. pour aider l'infrastructure à soutenir l'édifice social. Le concept de superstructure, comme beaucoup de concepts marxistes, est polémique. Sans entrer dans le débat, nous entendons par **superstructure**, à la suite de Marx et Engels : l'ensemble des *institutions juridico-politiques et les « formes de la conscience sociale » qui correspondent à une infrastructure déterminée* (Harnecker, 1974 : 77). Ceci ne veut pas dire que la superstructure est mécaniquement influencée par l'infrastructure, ou vice-versa. Bien au contraire, le rapport entre l'infrastructure et la superstructure est un rapport dynamique, d'influence mutuelle, dans lequel, à un moment donné, il peut y avoir dominance de l'un ou l'autre de ses composants, selon le développement de la lutte de classes. Tous deux forment un ensemble pour tisser et reproduire une organisation sociale donnée.

Dans le cas colombien, l'idéologie développementaliste, prônée par le président Álvaro Uribe, peut très bien être considérée comme la dimension la plus importante de l'État communautaire. Comme nous le verrons au cours de l'exposé, la mise en place de cette vision du développement, destiné à consolider l'emprise du mode de production dominant, exige de réformer prioritairement les règles sociales de production pour favoriser davantage les bourgeoisies de l'agro-industrie, de la finance et de l'industrie minière. Le tout sur fond d'une réforme du système d'éducation et des instances juridiques et politiques en appui à cette vision idéologique, en présentant surtout celle-ci comme contribution au bénéfice de la collectivité. Tout le discours vise essentiellement la légitimation du système mis en place.

Fonction sociale de l'idéologie : faire passer les intérêts d'une élite comme étant ceux de la société dans son ensemble

Étant donné que nous centrerons notre réflexion sur le contenu idéologique des programmes gouvernementaux susmentionnés, tant du point de vue économique que politique, militaire et social, il est convenable de définir ce que nous entendons par idéologie. L'idéologie est, certes, une notion assez polémique, mais notre objectif n'est pas de participer au débat théorique sur l'idéologie, mais plutôt de comprendre le sens particulier qu'elle a en Colombie au cours de la période à l'étude, ainsi que ses mécanismes de reproduction au sein de la société toute entière et de son utilité pour les classes dominantes. Nous partons de la définition marxiste selon laquelle *l'idéologie dominante est celle de la classe dominante* (Marx et Engels, 1982).

Dans une société divisée en classes, comme celle de la Colombie, l'idéologie dominante est issue de rapports d'exploitation. Les propriétaires de moyens de production contrôlent aussi le gros du pouvoir de l'État, donc la structure politique.

Autant la classe politique au pouvoir que les élites du pouvoir économique parviennent à présenter leurs intérêts de classe comme universels. C'est par exemple le cas lorsque le président Álvaro Uribe propose la création d'un État communautaire comme un objectif développementaliste et comme le moyen pour enrayer les problèmes politiques de la Colombie. Il en appelle pour ce faire au soutien de la classe politique,⁵ une classe qui représente et défend les intérêts des classes dominantes, et légitime le système en place. Mais, fait fondamental, elle le fait au nom de la société dans son ensemble.

Il n'est pas exagéré dès lors d'affirmer que l'ensemble des classes dominantes, politiques et économiques, appuient les propositions du président et participent à la construction et à la consolidation de l'État. Convaincues elles-mêmes du bien-fondé de l'État communautaire et de la politique de Sécurité démocratique qui guide l'action de l'État, les classes dominantes sont convaincues que la politique de développement industriel de la Colombie en association avec les investissements directs étrangers est *la* voie pour sortir le pays du borbier où il s'enfonce depuis plus de cinquante ans d'une part, et permettre la création d'emploi et la réduction de la pauvreté d'autre part. Lara Coleman n'a pas tort de postuler, par exemple, que le gouvernement d'Álvaro Uribe a forgé un discours du développement à travers la construction binaire « sauvage » et « civilisé ». Le référent de la « civilisation » est la bourgeoisie et le projet néolibéral de développement. Pour elle, le sauvage est caractérisé par le manque de développement et donc par la pauvreté et la violence. L'État communautaire se présente, selon l'analyse de Coleman, comme le père capable d'assurer la sécurité et le développement (économique et démocratique) qui manque à une population « sauvage » « irrationnelle » (Coleman, 2007). La croissance économique serait sensée profiter à tout le monde. Ce discours réussit à gagner la société toute entière grâce aux médias de masse, à l'éducation, à la religion,

⁵ Qui, mis à part les partis de gauche, particulièrement le Polo démocratique alternatif, représente les intérêts des politiciens qui agissent en faveur des élites dominantes.

aux mœurs, aux coutumes, à la culture et à la famille, autant de mécanismes qui véhiculent le message idéologique dominant. Les classes dominées internalisent les idées et les intérêts des classes dominantes comme étant les leurs, ce qui renforce la cohésion sociale et légitime les pouvoirs en place. C'est l'ensemble de la société qui est entraîné dans ce mouvement.

Légitimité ou comment l'idéologie dominante normalise la domination politique des élites dominantes

Le concept de légitimité est très important pour un système politique. Il reflète la mise en place d'une idéologie capable de souder la société et de minimiser les tensions qui peuvent découler des rapports d'exploitation et de domination. Si le message idéologique est bien structuré et correctement véhiculé au sein de la société, ou du moins, dans une grande partie de cette société, les classes dominantes peuvent mener leurs politiques sans trop craindre la chute du système lui-même. Plus la légitimité est grande, plus les classes dominantes peuvent pousser leur domination et leur exploitation sur les classes dominées. Plus la légitimité est importante, moins l'usage de la force sera nécessaire pour maintenir la cohésion sociale. Selon Poulantzas, il faut entendre par **légitimité** : « [...] des structures et institutions politiques leur rapport à l'idéologie dominante dans une formation : plus particulièrement, la légitimité recouvre l'impact spécifiquement politique de l'idéologie dominante » [...] Autrement dit, « le mode suivant lequel les structures politiques sont acceptées par les agents d'un système » (Poulantzas, 1971 : 43).

Ainsi, par exemple, l'État communautaire est avant tout un État qui prône le recours à la force militaire pour mettre fin au conflit politique. Cette décision est conforme à une tradition d'usage de la violence présente depuis les débuts de la Colombie comme république indépendante et qui donne ses caractéristiques au conflit

actuel. Dans le cas qui nous occupe, cette politique historique de l'État colombien et des classes dominantes a été récréée et amplifiée par le président Álvaro Uribe qui a profité de l'échec des négociations entre le gouvernement sortant (Andrés Pastrana 1998 – 2002) et la guérilla des FARC. Ces revers dans les négociations ont été amplement exploités par les tenants de la voie militaire via les médias de masse dès la première campagne présidentielle, ayant en Álvaro Uribe Vélez le porte-parole de l'heure.

Notons que les promesses de création d'emploi, de réduction de la pauvreté et de la misère, de l'accès à l'éducation, entre autres mesures sociales, ont contribué à renforcer la légitimité du gouvernement d'Álvaro Uribe. Grâce à l'ancrage de ces messages idéologiques au sein de la population, le président a su compter sur une base de légitimité importante pour bien mener ses politiques, qui étaient pourtant contre les intérêts des classes dominées Il y a mieux.

Le développement : une promesse qui sert à asseoir la domination

L'affirmation du président Álvaro Uribe avance toujours l'idée que l'État communautaire permettrait le développement de la Colombie, au bénéfice de tous, il est nécessaire définir le concept de développement pour mieux saisir le projet présidentiel. Ayant comme modèle les pays industrialisés, la théorie du développement, selon Gérard Bensussan et Georges Labica (1999), prône l'augmentation croissante du PIB comme le moyen de *neutraliser la croissance démographique* dans les pays en voie de développement. Le **développement** peut alors se définir :

(...) comme le passage graduel d'une économie de subsistance à une économie industrielle grâce à la modernisation progressive (indifférenciation/acculturation) d'une société traditionnelle. C'est dans ce cadre idéologique qu'un État technocratique doserait les mesures administratives (fiscalité, planification) et canaliserait l'aide et les crédits étrangers que certains considèrent comme la seule solution efficace... (Bensussan et Labica, 1999 : 308).

À la lumière de cette définition, l'État communautaire prend tout son sens. Il est supposé modeler les systèmes économique, juridique, fiscal, de travail et de sécurité sociale pour permettre l'afflux principalement d'investissements directs étrangers, tout en encourageant les investissements des bourgeoisies nationales. Le tout avec pour objectif officiel de développer la Colombie afin d'améliorer les conditions de vie des citoyens. Mais tel que nous le démontrerons dans le premier chapitre, le vrai sens de ces mesures est d'ancrer le pouvoir économique et politique des bourgeoisies nationales dominantes, en lien avec les bourgeoisies internationales dominantes, pour garder la Colombie comme source de matières premières et comme débouché pour les marchandises et services dans la division internationale du travail. Le développement dont il est question dans ces programmes et surtout dans leur application est le développement des formes d'exploitation et d'expropriation de plus en plus profondes. On comprend alors le rôle de la « violence d'État » dans la mise en œuvre de cette politique. Cette violence d'État apparaît comme un mécanisme d'appropriation économique et de domination par la force.

Bien que le mot violence soit très ample, nous nous concentrerons sur la violence, ou la contrainte physique, exercée par l'État contre ceux qui contestent la domination et l'exploitation. Lorsque la légitimité du système est contestée par une partie de la population, que se soit par les armes, comme c'est le cas de groupes de guérilla, ou par les revendications sociales et politiques par les mouvements sociaux, l'État peut compter sur l'usage de la force légitime pour contrer ceux qui osent défier les règles par lesquelles l'État encadre ces protestations afin de remplir l'une de ses

fonctions : maintenir la domination politique. **La force légitime** est entendue comme étant la constitutionnalisation de la contrainte physique pour préserver l'ordre établi. La violence ainsi entendue joue un rôle politique. Dans le cas colombien, la violence de l'État, soit celle, légitime, des appareils répressifs ou celle exercée par ses forces paraétatiques, comme les paramilitaires, est toujours utilisée pour mater les revendications des classes dominées. Depuis l'arrivée du président Álvaro Uribe et de sa politique de Sécurité démocratique, le composant répressif (particulièrement celui développé par les Forces armées en alliance avec le paramilitarisme) est légitimé et élevé au rang de politique d'État. Nous nous pencherons sur ce sujet au deuxième chapitre. Mais la violence peut être utilisée aussi à des fins économiques, notamment pour pousser l'accumulation foncière au maximum. Cela a été le cas en Colombie, particulièrement à partir des années 1980, quand les paramilitaires et les narcotrafiquants ont opéré la contre-réforme-agraire la plus importante qu'a connue le pays. En Colombie la violence a un rôle central quand il s'agit de contrer la contestation sociale.

Tout en sachant qu'ils existent plusieurs théories et classes de violence, nous prendrons en compte seulement deux composants importants pour notre analyse, soit la violence comme moyen de lutte politique et la violence comme approche économique. Par **violence politique**, nous entendons l'usage de la force physique exercée par les appareils répressifs de l'État et ses forces alliées pour contrer la contestation révolutionnaire et sociale. Pour justifier l'usage de la force, les élites dominantes utilisent la légitimité de l'État et légifèrent contre les *ennemis* politiques du système. La **violence économique**, très liée à la précédente, est l'appropriation violente de terres, principalement par la force de paramilitaires et de la bourgeoisie foncière, au détriment de la petite paysannerie. Comme nous le verrons au cours du deuxième chapitre, l'État communautaire, avec son pilier de Sécurité démocratique, consolide la grande propriété foncière acquise souvent de manière illégale par les organisations paramilitaires.

À partir de notre cadre théorique et des principaux concepts, l'objectif de cette recherche est d'analyser le rôle de l'idéologie comme médium permettant, d'une part, de servir les intérêts des classes dominantes afin d'accroître leurs pouvoirs économiques et politiques et, d'autre part, de contrôler toute possibilité d'organisation populaire. La thèse qui sera défendue est la suivante : « La construction de l'État communautaire colombien avec ses trois axes principaux : la sécurité démocratique, l'encouragement aux investisseurs et la cohésion sociale, a permis d'exacerber les rapports d'exploitation des bourgeoisies économiques contre les salariés et cela dans toutes les branches de l'économie nationale colombienne. Ainsi, les élites nationales conservent les pouvoirs économiques et politiques, consolidant leur capacité de contrôle social sur l'ensemble de la société. Ce maquillage politique et économique des classes dominantes est dissimulé grâce au brouillage idéologique engendré par la proposition développementaliste et la Sécurité démocratique contenues dans les plans et qui permet de masquer la vraie nature du conflit colombien : la lutte des classes.

Pour ce faire, une attention particulière sera portée à l'analyse de l'État communautaire et la Sécurité démocratique – le programme politique du président Álvaro Uribe – comme instrument idéologique des classes dominantes. L'intérêt sera de démontrer : 1) Comment elle légitime la politique économique qu'il cherche à implanter et 2) Comment elle légitime les actions entreprises dans le champ politique et militaire.

Afin de réaliser notre étude, nous utiliserons la méthode du matérialisme historique, issue du marxisme. Celui-ci servira de grille d'intelligibilité des textes qui sont des publications officielles du gouvernement : le Plan National du développement 2002-2006 : vers un État communautaire (*Plan Nacional de Desarrollo 2002-2006, Hacia un Estado Comunitario*); le Plan national du développement 2006-2010 : Développement pour tous (*Plan Nacional de Desarrollo*

2006-2010 : *Desarrollo para todos*); la Politique de défense et sécurité démocratique (*Política de Defensa y Seguridad Democrática*) et le Manifeste démocratique: les 100 points d'Uribe (*Manifiesto Democrático: los 100 puntos de Uribe*).⁶ Les deux premiers textes, conformément à la constitution, sont des projets de loi soumis par le gouvernement au Congrès, il s'agit du programme du gouvernement. Nous ferons une analyse documentaire de ces textes en mettant l'accent sur les propositions concrètes d'action, afin de voir comment elles sont légitimées et quels sont les effets souhaités. Cette recherche se concentrera sur un espace de temps précis, soit la présidence d'Álvaro Uribe Vélez, d'août 2002 à août 2010. Nous tenons à souligner que la définition des concepts que nous avons fait ci-dessus, sera complétée dans le cadre de l'analyse.

Le principal objectif de ce mémoire est d'aller au-delà du discours qui prétend que le conflit actuel est dû à l'appétit de pouvoir économique et politique d'une poignée de combattants révolutionnaires. Cette analyse assez commune écarte l'importance des rapports de domination et d'exploitation dans la société colombienne. Enfin, ce mémoire permettra de faire une analyse différente de celles déjà faites jusqu'à présent sur le conflit colombien, car la plupart se centre sur les conséquences et non sur la non pertinence de la lutte armée, faisant porter le fardeau de tous les problèmes du pays aux guérilleros.

Cette étude aura deux chapitres. Dans la première partie, nous étudierons le brouillage idéologique utilisé par le président Uribe afin d'atteindre les objectifs économiques de son approche développementaliste, soit la recherche du développement économique du pays par le biais de l'appel aux nouveaux investisseurs, l'amélioration de l'infrastructure, l'exploitation de ressources naturelles, la massification bancaire et la stimulation de l'agro-industrie, le tout en

⁶ Voir bibliographie.

réformant l'État pour fournir les conditions idéales aux bourgeoisies dominantes dans leur quête de l'accumulation capitaliste en Colombie. Pour ce faire, nous nous pencherons sur le contenu économique des plans de développement dans l'ensemble des relations sociales engendrées par le mode de production dominant. Ainsi, nous pourrions étudier l'idéologie économique véhiculée, dont le message est de faire profiter les Colombiens des résultats du développement économique comme moyen pour combattre la pauvreté, mais en vérité, celui-ci ne cherche qu'à consolider l'emprise des élites économiques des moyens de production, tout en cachant l'importance de la lutte des classes. Pour bien saisir ces relations et les intérêts de classes qui s'y rapportent, nous utiliserons la théorie marxiste et la méthode du matérialisme historique, afin de mieux saisir les relations de domination et d'exploitation issues du mode de production capitaliste, même dans un pays en développement comme la Colombie.

Dans le deuxième chapitre, nous décortiquerons le masquage idéologique réussi dans les propositions sociales, politiques et culturelles contenues dans les plans mêmes du développement et de la Sécurité démocratique. Ceci nous amènera à comprendre, d'une part, l'effet légitimateur auprès des masses face à ces politiques et d'autre part, la passivité de la population, malgré le mécontentement assez généralisé d'une bonne partie des couches dominées. Nous verrons donc le rôle joué par les médias, les organisations sociales, les idéologues, l'éducation et la famille dans la légitimation et la reproduction de l'idéologie dominante. Nous verrons que par le biais du discours, autant dans le contenu que dans la forme de présentation des mœurs et des coutumes de l'État communautaire, se cache une forme d'unanimité de l'idéologie dominante. Cela permet, par le fait même, de délégitimer la contestation politique comme étant liée aux guérillas, alors non démocratique, et encore moins communautaire. Nous entendons par unanimité la quête pour rallier le plus de monde possible au discours dominant en anéantissant le plus possible ceux qui ont une approche politique différente dans l'analyse des relations sociétales. Plus

l'idéologie dominante est répandue et acceptée, plus le système dominant se légitime et donc plus le contrôle social et politique se resserre sur l'ensemble de la population.

CHAPITRE I

L'ÉTAT COMMUNAUTAIRE ET LA STRATÉGIE DÉVELOPPEMENTALISTE : MOYENS DE RENFORCER LE POUVOIR ÉCONOMIQUE DES BOURGEOISIES DOMINANTES.

Introduction

Lorsqu'on parle de l'idéologie en général, en tant que *système de valeurs ou de pensée acceptée comme un fait établi ou comme une vérité par un groupe donné* (Sargent, 1987), on a tendance à penser tout de suite aux régimes dictatoriaux. Bien que les idéologies puissent avoir un contenu positif, leur utilisation la plus courante sert à délégitimer des adversaires politiques. Mais l'idéologie est bien plus que son acception péjorative.⁷ Comme la plupart des concepts en sciences sociales, l'idéologie reste un sujet polémique. Dans la littérature marxiste, *l'idéologie dominante est celle de la classe dominante* (Marx et Engels, 1982). Celle-ci est en lien direct avec les rapports sociaux issus du mode de production capitaliste ou autres (esclavagiste, féodal, etc.). En effet, les idées, les représentations et les valeurs qu'on y trouve sont celles de la classe qui contrôle les moyens de production. Alors, l'idéologie a aussi pour effet *de servir les intérêts de ceux qui les invoquent pour justifier leurs actions, mais elle doit gagner le respect des personnes dont l'adhésion est recherchée* (Lagueux, 2005). Cette domination sert à légitimer les rapports de production et d'exploitation pour arriver au but ultime : l'accumulation du capital et

⁷ Pour Cloutier (1983 : 244) « L'originalité de Gramsci réside dans sa formulation d'une définition neutre et extensive de l'idéologique — le champ idéologique comprend les représentations implicites et explicites, et ces représentations ne sont pas par définition déformantes, occultantes ni réactionnaires. »

ainsi la reproduction du système capitaliste dominant. Il s'agit donc de la logique selon laquelle les liens entre idéologie et production économique est établie dans une perspective marxiste.

Dans le cadre de ce mémoire, nous nous intéresserons à l'idéologie développementaliste des plans de développement du président colombien Álvaro Uribe Vélez. Quatre questions sont au centre de notre réflexion : *Quel est le contenu de cette idéologie développementaliste ? ; Quels mécanismes permettent sa mise en place ? ; Quels moyens sont utilisés pour sa diffusion ?* Et finalement, *Qui sont les bénéficiaires de cette idéologie ?*.

Inspiré par Gramsci, Cloutier définit l'idéologie comme « une conception du monde accompagnée d'une norme de conduite conforme » (Cloutier, 1983 : 246). Nous analyserons le lien entre l'idéologie et l'économie à travers le modèle de développement économique de la Colombie de 2002 à 2010. Cela permettra de comprendre, au moins partiellement, comment un gouvernement représentant les intérêts d'une classe minoritaire et dominante peut jouir d'une popularité sans précédent.⁸

Nous mettrons en évidence l'idéologie véhiculée par l'entremise du programme économique du président Álvaro Uribe Vélez pendant les huit années de son mandat, qui a pris fin le 7 août 2010. Nous analyserons pour cela les documents suivants : le « Manifeste démocratique », qui a été élaboré lors de la campagne présidentielle de 2002; le document « Politique de défense et sécurité démocratique » (PDSD) ; le programme du gouvernement du premier mandat intitulé « Plan national du développement 2002-2006, vers un État communautaire » (PND 2002-2006) ; et le « Plan national du développement 2006-2010 qui est énoncé : État communautaire

⁸ Bien entendu, la légitimité présidentielle a d'autres sources, telles le populisme, le discours de confrontation contre la guérilla. Ces sujets seront abordés au deuxième chapitre.

Développement pour tous » (PND 2006-2010) . Fort du contenu de ces documents, **nous avançons l'hypothèse que**, dans une importante mesure, grâce à l'idéologie développementaliste et modernisatrice contenue dans les discours et les plans économiques, la classe dominante bénéficie de la légitimité nécessaire pour accroître ses profits permettant une plus grande accumulation de capital. Par le fait même, cette idéologie conforte la domination des classes possédantes et le contrôle social et politique des classes dominées, vu la domination de l'appareil étatique colombien par les classes dominantes (Escobar 2004; Coleman 2007). Pour prouver ce que nous avançons, nous utiliserons le cadre théorique marxiste.

Nous analyserons, dans un premier temps, les énoncés économiques du programme du gouvernement, notamment ceux qui concernent la sécurité et le développement, afin de démontrer qu'ils visent à légitimer la concentration croissante de la richesse et de la propriété dans la société colombienne. Puis, nous verrons comment l'État communautaire se construit du point de vue économique, analysant l'objectif de la croissance économique qui vise théoriquement le bien-être de tous les colombiens. Dans le plan gouvernemental pour la période 2002-2006, l'État communautaire signifie : « Un État participatif qui intègre la population dans la réalisation des objectifs sociaux. Un État qui gère avec efficacité et austérité les ressources publiques. Et un État décentralisé qui privilégie l'autonomie régionale avec transparence, responsabilité politique et participation communautaire. »⁹ (PND, 2002-2006 : 15) En ce qui concerne le plan pour 2006-2010, la définition retenue affirme que « Ce Plan conçoit l'État communautaire comme l'instrument adéquat pour

⁹ Traduction libre de: "Un Estado participativo que involucre a la ciudadanía en la consecución de los fines sociales. Un Estado gerencial que invierta con eficiencia y austeridad los recursos públicos. Y un Estado descentralizado que privilegie la autonomía regional con transparencia, responsabilidad política y participación comunitaria." (PND 2002-2006: 15)

développer le concept constitutionnel de l'État social de droit, et pour réaliser les fins économiques ci-haut mentionnées. »¹⁰ (PND, 2006-2010 : 18).

1.1 Les grands objectifs des plans de développement

Les plans de développement sont des documents fondamentaux étant donné qu'en vertu du paragraphe 1 de l'article 341 de la Constitution nationale colombienne, chaque gouvernement doit présenter, pour approbation du Congrès, un plan national de développement pendant les six premiers mois de la période présidentielle. Le président Álvaro Uribe Vélez a été élu pour une première période, qui va de 2002 à 2006. Puis, à la suite d'un amendement de la Constitution pour permettre la réélection immédiate du président Uribe, il fut réélu pour un deuxième mandat couvrant les années 2006 à 2010. Que ressort-il de ces deux mandats?

¹⁰ Traduction libre de: "Este plan concibe el Estado Comunitario como el instrumento adecuado para desarrollar el concepto constitucional del Estado Social de Derecho y para lograr los fines económicos mencionados." (PND 2006-2010 : 18). « L'État a, au moins, trois rôles économiques fondamentaux. Le premier, celui de créer le climat adéquat pour une croissance économique durable [...]. Le deuxième, celui de générer les conditions nécessaires pour qu'une conception élargie du développement parachève la croissance. Dans cet aspect en particulier, l'État doit être garant de l'équité sociale, en s'assurant que les bénéfiques de la croissance profitent à toute la population. Et troisièmement, l'État doit être un promoteur; c'est-à-dire qu'il doit initier le développement d'activités ou de projets prometteurs auxquels, au début, le secteur privé ne voudra pas s'intégrer. Cela ne signifie pas que l'État se convertit en un entrepreneur; il s'agit de jeter les bases pour initier le développement de l'activité. »(État communautaire 2006-2010 : 18). Traduction libre de: "El Plan concibe el Estado Comunitario como el instrumento adecuado para dar desarrollo al concepto constitucional del Estado Social de Derecho, y para lograr los fines económicos atrás mencionados" "El Estado tiene, al menos, tres papeles económicos fundamentales. El primero es proveer el ambiente adecuado para un crecimiento económico sostenible (...) El segundo es generar las condiciones necesarias para que una concepción amplia de desarrollo complemente al crecimiento. En este aspecto en particular, el Estado debe ser el veedor de la equidad social, asegurándose de que los beneficios del crecimiento irrigen a toda la población. Y tercero, el Estado debe ser promotor; es decir, debe iniciar el desarrollo de actividades o proyectos promisorios en los cuales, al principio, el sector privado no quiera involucrarse. Esto no significa que el Estado se vuelva empresario; se trata de sentar las bases para iniciar el desarrollo de la actividad." (PND 2006-2010: 18)

1.1.1 Le plan pour la période 2002-2006

Dans le programme de 2002-2006, il est possible d'identifier deux grands objectifs sur le plan économique. Le premier est présenté ainsi : « Stimuler la croissance économique durable et la création d'emploi dans un climat de stabilité macroéconomique et de prix garantissant le maintien de la dette publique et un accès adéquat de l'économie colombienne aux marchés financiers et de biens et services internationaux. »¹¹ (PND, 2002-2006 : 2)

Il est intéressant de souligner que la préoccupation initiale de ce premier objectif est la croissance économique. Il est possible d'en déduire que cela vise en premier lieu les milieux d'affaires, traditionnellement la première cible de l'action gouvernementale dans les pays capitalistes. Plus la dynamique économique est grande, plus grands sont les profits et plus satisfaits sont les hommes d'affaires.

Aussi, la stabilité macroéconomique est essentielle pour la bonne marche des affaires. Et cela suppose la mise au point de politiques rigoureuses axées autour des grands agrégats économiques du pays : un budget équilibré, une adéquate maîtrise de l'inflation, une politique monétaire stable, un régime fiscal restreint, un PIB croissant, une politique d'encouragement aux investissements, un haut niveau de consommation, ainsi qu'une politique de bas prix et un contrôle des finances publiques. Il faut éviter le risque d'inflation à cause de ses effets sur de la dette publique, ce qui pourrait forcer les dirigeants à recourir à la pratique de déficit budgétaire ou encore à faire baisser la demande intérieure. Ce sont là autant d'éléments indispensables au mouvement général des affaires susceptibles de rassurer les possesseurs des capitaux.

¹¹ Traduction libre de: "Impulsar el crecimiento económico sostenible y la generación de empleo bajo un ambiente de estabilidad macroeconómica y de precios, garantizando la sostenibilidad de la deuda pública y un adecuado acceso de la economía colombiana en los mercados financieros y de bienes y servicios internacionales." (PND 2002-2006: 2)

Autre fait important, cette politique, reconnaissons-le, sert à renforcer l'insertion de la Colombie dans l'économie mondiale en ouvrant davantage les frontières colombiennes aux capitaux étrangers et aux multinationales. Cet appel aux bourgeoisies financières et marchandes mondiales ne peut qu'accroître leur emprise sur les ressources du pays, tout en leur donnant une participation au marché intérieur de la quatrième économie latino-américaine. Mais *un accès adéquat de l'économie colombienne aux marchés financiers et de biens et services internationaux*,¹² veut aussi dire, en contrepartie, la recherche de nouveaux débouchés pour les marchandises et les capitaux des bourgeoisies nationales, afin de leur faire profiter de la manne du marché mondial. La signature de plusieurs accords de libre échange bilatéraux, comme ceux avec les États-Unis et le Canada, entre autres, illustre bien cette politique.

Au titre du deuxième et dernier objectif, le gouvernement se propose de : « Construire une équité sociale en améliorant la distribution des revenus et la croissance économique. On cherchera la consolidation d'un pays de propriétaires, qui en même temps engage l'État dans un investissement social efficace et dans la protection des secteurs les plus vulnérables de la société. »¹³ (PND, 2002-2006 : 2)

L'État communautaire se veut un État social promoteur d'une meilleure distribution des revenus. On peut en douter. En effet, si on suit la logique capitaliste, la politique économique définie dans le plan même, dans les faits, à un appauvrissement des masses. Il revient alors à l'État la tâche d'administrer la pauvreté toujours croissante. On peut remarquer que l'objectif ne parle pas d'une distribution équitable des revenus, mais plutôt d'une amélioration dans la distribution.

¹² Voir note 9, page 10

¹³ Traduction libre de: "Construir equidad social, mejorando la distribución del ingreso y el crecimiento económico. Se buscará la consolidación de un país de propietarios, que al mismo tiempo vincule al Estado en el gasto social eficiente y en la protección a los sectores mas vulnerables de la sociedad." (PND: 2002-2006, p. 2)

On peut supposer qu'il ne s'agit pas d'éradication de la pauvreté et que la misère continuera d'être le lot de la majorité de la population.

En revanche, l'autre fin de cet objectif du plan vise l'accès à la propriété. Il s'agit sans plus de faire du pays un pays de propriétaires, consolidant du même coup le capitalisme colombien via la promotion de la propriété privée. Toutefois, on ne peut écarter le côté démagogique de cette politique, vu la faiblesse du revenu des masses, l'accès à la propriété dépendant généralement du revenu familial. On ne saurait, dans cette perspective, ne pas souligner la contribution de ces projets à la consolidation de la paix sociale. Ces « engagements » ne peuvent que diminuer l'appel des mouvements révolutionnaires et rallier la population au pouvoir en place. D'ailleurs, fait significatif, cet objectif est en réalité conforme à l'article 58 de la Constitution nationale colombienne, qui garantit la propriété privée et les autres droits acquis. Par ailleurs, il est intéressant de remarquer que ce deuxième objectif ne parle pas de faciliter l'accès à la propriété, mais plutôt de *consolidation*. Il ne fait pas de doute que cela permet en fait de consolider la propriété de ceux qui possèdent déjà des biens et des capitaux, leur permettant ainsi de poursuivre leur accumulation sans crainte d'une redistribution équitable au sein de la société.

Il en découle que c'est le rôle de l'État communautaire de venir en aide aux masses populaires laissées de côté par le système. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre le dernier élément contenu dans le deuxième grand objectif économique du plan de développement 2002-2006. L'État est ainsi garant de la dépense sociale et de l'aide aux secteurs pauvres. Ce soutien à la population vise surtout à éviter une révolte généralisée qui pourrait entraîner des milliers de pauvres dans une révolution sociale mettant en danger le capitalisme en Colombie.

Dès lors il n'est pas étonnant que les investissements faits par les classes aisées lors du premier mandat présidentiel qui, rappelons-le, va de 2002 à 2006, ont

profité de la mise en place de l'État communautaire et de la Sécurité démocratique qui en découlait. Il faut noter, en outre, qu'elles ont bénéficié des privatisations de secteurs clés très rentables comme l'électricité, les télécommunications, la santé (fermeture des hôpitaux publics au bénéfice des hôpitaux privés, ou encore formation de compagnies, nationales et étrangères, pour commercialiser et offrir les services de santé). Les exemples de tels développements abondent. Selon le journal El Tiempo, les multinationales ont réinvesti en Colombie 1 772 millions de dollars en 2006. Notons, entre autres, l'achat par la firme espagnole TELEFONICA de 50% de TELECOM, compagnie emblématique des télécommunications nationales. De son côté, ASHMORE a acheté 43% de PROMIGAS et MILLICON 50% de COLOMBIA MOVIL,¹⁴ etc. Le secteur financier a également profité des privatisations des institutions financières publiques, telle la BANCAFÉ,¹⁵ la Banque de Cafetiers de la Colombie, etc. Dans la perspective du deuxième mandat, l'essentiel est de consolider ces acquis en créant des opportunités favorables à de nouveaux investissements et en promouvant l'exportation des marchandises, des produits agricoles et des matières premières au bénéfice des capitaux investis dans ces secteurs pour les classes dominantes nationales.

1.1.2. Le plan 2006-2010

Le plan distingue deux catégories d'objectifs : des objectifs fondamentaux et des objectifs essentiels. Les premiers visent la consolidation des acquis¹⁶ du plan

¹⁴ Pereira, Edilma, Lozano Rolando. Multinacionales en Colombia reinvertieron 1.772 millones de dólares en el país en el 2006. Redacción Económica, El Tiempo, 3 de abril de 2007. Disponible en ligne : <http://www.eltiempo.com/economia/2007-04-04/ARTICULO-PRI>

¹⁵ Privatisé en 2006 et achetée par la banque DAVIVENDA. Source : Revista Cambio, disponible en ligne : <http://www.cambio.com.co/portadacambio/714-ARTICULO-PRI>

¹⁶ Malheureusement, le texte est avare sur les acquis dont il parle. Nous croyons qu'il fait référence notamment à la croissance économique réussie, à l'augmentation du PIB, à l'afflux des investissements

2002-2006, tout en mettant l'emphase et les priorités sur deux objectifs fondamentaux : « Maintenir la croissance économique obtenue récemment et la bonifier avec une notion élargie du développement »¹⁷ (PND, 2006-2010 : p. 2).

Tous les secteurs économiques bénéficieront des nouvelles politiques mises en place par le gouvernement d'Álvaro Uribe. Les réalisations du plan ont valu de très nombreuses félicitations au Président, notamment de la part des dirigeants des organismes patronaux et des présidents-directeurs des principales compagnies. Ces derniers n'arrêtaient pas de vanter le leadership de cet « homme prodigieux » qui, en plus, avait réussi à faire échec à la guérilla et, par le fait même, à améliorer le climat général des affaires. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre que le maintien de la croissance économique passe en premier lieu par les objectifs dits fondamentaux. Il y a mieux.

Le deuxième élément des objectifs fondamentaux laisse voir une compréhension plus large du développement, vu le souci exprimé pour l'aspect social du développement présenté dans le plan comme moyen pour construire une société plus juste. La croissance économique ne saurait, selon les stratégies du gouvernement, remplir son rôle que « dans un contexte de politiques sociales solides et de sécurité démocratique »¹⁸ (PND, 2006-2010 : 1). Qu'on ne s'y trompe pas, toutefois. Cette préoccupation, en fait, parce qu'idéologique, est un leurre, car la mise en œuvre de solides politiques sociales devrait se traduire par une véritable redistribution des richesses visant une réelle équité sociale au-delà des discours démagogiques et des

étrangers ainsi qu'aux nombreux coups militaires contre la guérilla et la politique de « négociation » avec les groupes paramilitaires, comme étant les plus visibles.

¹⁷ Traduction libre de: "Mantener el crecimiento económico alcanzado recientemente y complementarlos con una noción más amplia de desarrollo." (PND 2006-2010: 2)

¹⁸ Traduction libre de: "(...) un contexto de sólidas políticas sociales y de seguridad democrática." (PND 2006-2010: 1)

buts idéologiques. Nous doutons fort que ce soit un objectif réel. L'approfondissement de la pauvreté et de la misère, nous le démontrerons au moment de faire le point sur les résultats économiques et sociaux de la présidence d'Uribe.

Enfin, en ce qui a trait à l'élément de la sécurité démocratique dont nous discuterons au deuxième chapitre, nous tenons pour le moment à souligner que la politique de sécurité démocratique est un pilier central de l'État communautaire. Elle est l'élément clé et le plus vendeur des plans de développement. En effet, en réussissant à mobiliser la population derrière cet objectif, cela ne pouvait que contribuer à la réduction des appuis civils à la guérilla. Dans cette perspective, il est essentiel de tenir compte des effets des arrestations des combattants, de l'assassinat des cadres (grâce notamment à une politique efficace d'infiltration) ainsi que de la politique de propagande massive d'appel à la désertion des *guérillos* sur la guérilla des FARC et du ELN. À cela s'ajoute l'impact de la nouvelle stratégie de combat de l'armée colombienne et l'aide en ressources humaines, économiques et techniques des États-Unis.

Quant aux objectifs dits essentiels, ils sont au nombre de sept. Vu leur grand nombre, nous ne considérerons que les points les plus importants. Le premier dépeint les caractéristiques de l'État communautaire, avec comme toile de fond le bien commun et le bénéfice pour l'action étatique. La théorie marxiste nous a appris que l'État est un instrument utilisé par les classes dominantes pour leur propre intérêt. Dans ce sens, parler de bien commun et du bénéfice pour tous de l'action de l'État doit inévitablement être associé à l'idéologie dominante qui cherche la légitimation des rapports de classe. L'État doit certes remédier partiellement aux carences des conditions matérielles d'existence des dominés, faute de quoi il risquerait l'effondrement probable suite à une révolte généralisée, au cas où les masses décident de participer de façon active à la lutte de classes, car à ce moment-là, les classes dominées commenceraient « à agir non pas contre un tel ou tel patron mais contre la

classe des capitalistes *tout entière* et contre le gouvernement qui la soutient. » (Lénine, rapporté par Harnecker, 1974 : 187) (Les mots en italique le sont dans le texte original).

Le deuxième objectif traite de la Sécurité démocratique. Il établit une corrélation entre sécurité, contrôle du territoire, narcotrafic et crime. Si l'État parvenait à les contrôler, il serait en mesure de garantir la sécurité citoyenne et solutionner les problèmes liés au déplacement de la population, à la protection des droits humains, à la réconciliation et à l'inclusion des territoires dans une stratégie globale ayant comme but la structure et la promotion d'un modèle de paix. Dans un pays pris avec un long conflit armé, caractérisé par une organisation sociale avec un profond fossé entre riches et pauvres, parler de sécurité et de paix est payant en termes politiques et idéologiques, car c'est le rêve inespéré des Colombiens. C'est pourquoi la majorité de tous les prédécesseurs du président Uribe mettaient presque toujours l'emphase sur la recherche de la paix. Par ailleurs, nous croyons que ce qui distingue Uribe de ces prédécesseurs est justement le fait qu'il a développé le moyen – la Politique de sécurité démocratique – comme pilier structurant tout son programme. Il semble donc délaissier dans ses discours le but ultime de la paix en priorisant la sécurité démocratique.

Le troisième objectif essentiel a trait aux aspects sociaux. Il y est question entre autres de promotion de l'emploi, de réduction de la pauvreté, de sécurité sociale, d'éducation, de l'accès aux services financiers, du développement urbain, du logement, de l'eau potable, de l'électricité, du transport, de l'accès à l'informatique, des déplacés, des handicapés, des mères monoparentales, des enfants, des vieillards, des sans-abri, des afro-colombiens, des autochtones, etc. En réalité, cet « objectif » ne fait que mentionner les déficiences et les manques dans tous les aspects sociaux, mais il est assez avare dans l'élaboration de solutions. Mis à part les mots déjà dits, la fin du paragraphe s'annonce ainsi : « En réalisant des programmes spéciaux de

sensibilisation pour la promotion de l'emploi et la formation des structures productives au sein de ces populations »¹⁹ (PND, 2006-2010 : 1-2). Par ces populations, on doit comprendre les laissés pour compte. Ce paragraphe maintient un tel flou en termes de stratégies politiques qu'il semble sous-tendre un élément idéologique visant la légitimation du système en place tout en développant un mécanisme démagogique en faveur de l'image du président.

Axé sur la croissance économique, le quatrième objectif vise notamment : le développement de la science, de la technologie et de l'innovation, sur fond de renforcement du secteur privé. Et, pour compléter le tout, l'accent est mis sur la formation et le développement des infrastructures. Le rapport à la croissance économique est on ne peut plus évident.

Il est possible de constater que le centre des préoccupations de cet article, de presque tout le plan en fait, demeure la croissance économique, qui profite majoritairement au secteur privé. D'ailleurs, l'article ne le cache pas lorsqu'il parle du *renforcement patronal*. La priorité mise sur le secteur agraire est compréhensible, dans le sens où le président lui-même est issu de ce milieu. Sa famille possède une grosse ferme dédiée à l'élevage des taureaux *de caste*.²⁰ De plus, tout le secteur agricole, spécialement les gros propriétaires terriens et les gros éleveurs de bétail, ont été parmi les plus gros bailleurs de fonds pour les paramilitaires. En outre, étant donné que des millions d'habitants réussissent à peine à survivre, dans un pays assez hiérarchisé, nous ne voyons pas comment ces millions d'êtres humains pourront tirer un bénéfice quelconque de l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de communication. C'est avec difficulté qu'ils finissent l'école primaire ou encore l'école secondaire, les cycles supérieures restent pour eux utopiques, d'autant plus

¹⁹ Traduction libre de: "Realizando programas especiales de sensibilización para la promoción de empleo y la generación de unidades productivas de estas poblaciones." (PND 2006-2010: 1-2)

²⁰ De qualité supérieure

que même avec un diplôme de premier cycle, beaucoup de gens restent au chômage. Sans oublier qu'à la campagne, il y en a encore beaucoup d'endroits qui n'ont pas accès ni à l'électricité, ni à l'eau potable.

Quant au cinquième objectif, il aborde rapidement l'environnement en affirmant que le développement durable sera soutenu en articulant les dimensions économique, sociale et environnementale. Il stipule ainsi une gestion du risque préventive, mais qui semble clairement paradoxale. En effet, étant donné que le secteur minier, notamment l'extraction d'or et du charbon, l'industrie pétrolière, ainsi que l'encouragement du secteur agricole au niveau de l'agro-industrie sont des secteurs économiques qui attirent de plus en plus d'investisseurs nationaux et internationaux, nous ne voyons pas comment le président réalisera cet objectif. En fait, il est inutile de rappeler que l'exploitation de ces ressources est justement très polluante, spécialement celle du charbon, dont la Colombie est l'un des principaux pays exportateurs.

De plus, dans la foulée de la lutte contre le narcotrafic, le gouvernement a poussé davantage la fumigation des terres servant, entre autres, à la culture illégale de la feuille de coca et à l'implantation des laboratoires pour la transformation de la *pasta* de cocaïne. Le problème est qu'en aspergeant le défoliant sur ces terres, non seulement les cultures légales sont affectées, mais les paysans et leurs familles souffrent également des effets des toxiques utilisées. De plus, les narcotrafiquants cherchent de nouveaux territoires pour leurs activités, ouvrant de plus en plus de routes dans la forêt profonde et même dans les parcs naturels nationaux. Ajoutées à la campagne de fumigation, l'Amazonie colombienne et même les réserves nationales ne sont plus protégées, malgré les cris d'alarme des peuples autochtones, des communautés noires et des groupes écologiques. Or, parler de la bonne gestion environnementale est devenu aujourd'hui une mode, même si dans une bonne partie des cas, il ne s'agit que de mots écrits sur un document. Rien de plus.

Le sixième objectif essentiel réfère à la définition de l'État colombien. Il s'agit de penser un « meilleur » État au service du citoyen dans lequel se consolident le modèle démocratique et les mécanismes de participation ainsi que se restructure et se fortifie l'administration de la justice. De plus, l'intervention de l'État se manifeste par des fonctions de planification, de promotion, de régulation, de contrôle et de participation dans des activités entrepreneuriales et dans un cadre d'efficacité et de transparence. Cette définition de l'État réfère à une amélioration de la qualité et de l'efficacité du contrôle fiscal et de la gestion des ressources.

Il est assez frappant de constater que le modèle actuel de l'État colombien, celui qui permet entre autres : l'exploitation des classes dominées par la classe dominante ; une hiérarchisation marquée entre les riches et les pauvres ; la répression envers les exclus, n'est aucunement remis en cause dans le cadre de ce sixième objectif. Au contraire, celui-ci affirme vouloir *consolider* le modèle actuel dit démocratique, ce qui représente de mener en filigrane une campagne de surveillance et d'espionnage des parlementaires et des sénateurs de gauche, des magistrats des Hautes Cours²¹ du système judiciaire ainsi que des journalistes qui osent aller au-delà de la version officielle. Ces personnes sous surveillance ont comme caractéristique commune la critique du style autoritaire du président. De la même manière, le président diabolise les défenseurs des droits humains, les syndicalistes, les leaders et les activistes populaires, les avocats qui prennent la défense des poursuivis politiques, etc., en faisant un lien à peine voilé entre eux et les groupes de guérilla. C'est comme une sorte de justification des attentas mortels dont plusieurs d'entre eux ont été victimes. Les forces de l'État ont exécuté plusieurs de ces actions. D'autres ont été faites par les paramilitaires avec la complicité des militaires et des policiers colombiens. Tout cela est très bien documenté par les ONGs nationales, p.e. Sembrar,

²¹ En Colombie, on appelle *las Altas Cortes*, les Hautes Cours, le sommet de la hiérarchie de l'appareil juridique composé de la Cour constitutionnelle, de la Cour suprême de Justice, du Conseil d'État et du Conseil supérieur de la judicature.

la Red de Hermandad y Solidaridad, el Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo, Justicia y Paz, entre autres; et étrangères comme Amnistie internationale, Kairos, etc. Certains médias, principalement les magazines *Semana* et *Cambio*, ont aussi documenté ces actions et ces liens.

En fin, le septième objectif du plan contient trois éléments importants. D'abord, il traite des aspects sociaux, faisant référence à la grossesse des femmes mères colombiennes, à la protection des enfants, à l'égalité entre les genres, à la protection de la jeunesse et aux programmes pour les groupes ethniques. Ensuite, il aborde la décentralisation, la promotion de la connaissance et l'innovation technologique pour la transformation productive et sociale du pays, ce qui passe par la promotion des sports, des loisirs et de l'activité physique comme instrument de la paix. Finalement, il parle d'un schéma des politiques pour harmoniser le développement économique avec la dynamique démographique, de la promotion de l'économie solidaire et d'appui à l'intégration économique latino-américaine, sud-américaine et andine.

Nous recensons trois lectures possibles de ces éléments du septième objectif. Premièrement, la reproduction perpétuelle de l'armée de réserve, soit les chômeurs de plus en plus nombreux qui, pour subvenir à leurs besoins primaires, doivent être disposés à vendre leur force de travail aux capitalistes afin que ceux-ci puissent combler les besoins de la main d'œuvre dont a besoin le système pour sa propre survie, tout en s'assurant des conditions minimales requises pour garder cette main d'œuvre en condition physique et mentale apte au travail. Deuxièmement, profiter de l'innovation technologique et de la connaissance pour accroître la productivité du pays, ce qui profite avant tout aux possesseurs des moyens de production et des capitaux. Troisièmement, des débouchés pour les capitaux et les marchandises des bourgeoisies nationales sont assurés en participant à l'intégration économique dans différents blocs du continent américain.

À cette étape-ci, il est maintenant possible de conclure que les plans de développement, en concentrant l'action économique de l'État communautaire sur le développement et la croissance économique, ont été profitables pour les classes dominantes. En effet, celles-ci ont pu bénéficier d'une sécurité accrue, notamment à la campagne, ainsi que d'un cadre légal, car ces plans sont des lois en bonne et due forme, propices pour les investissements. Par le fait même, la centralisation des moyens de production, dont les capitaux sont entre les mains de peu de personnes, a renforcé les pouvoirs des classes dominantes au détriment des classes dominées, qui ont vu leur nombre croître et leurs conditions matérielles d'existence se dégrader. Donc, l'État communautaire, par l'entremise de son idéologie développementaliste, a renforcé la position des classes dominantes au sein de la structure de classes nationale, tout en profitant de la légitimité pour le faire, comme l'un des effets dévastateurs de cette idéologie développementaliste.

1.2. Les tendances politiques sous-jacentes aux plans de développement et leurs applications

1.2.1. Une orientation marquée des plans : la valorisation du secteur privé

Dans le plan de développement 2002-2006, le gouvernement colombien met cartes sur table quant à la participation du secteur privé national et international à la croissance économique du pays. Pour participer aux bénéfices de l'action de l'État communautaire et :

Pour rendre la croissance durable à long terme, le gouvernement apportera une série de changements normatifs, régulateurs et institutionnels orientés de manière à favoriser la participation privée dans les secteurs de l'infrastructure, des mines et des services publics. Ces changements non

seulement amèneront plus d'investissements (nationaux et étrangers), mais ils permettront de surmonter les retards de l'infrastructure stratégique qui, de nos jours, constituent un obstacle pour la croissance économique. De la même manière, le gouvernement continuera de sécuriser les bases d'une insertion ordonnée de l'économie nationale dans l'économie mondiale et donnera un élan sans précédent à la formation du capital humain à tous les niveaux. Étant donné les restrictions fiscales, le succès de la politique de croissance repose sur l'encouragement de la participation privée dans des secteurs stratégiques, sur l'augmentation de l'impact des investissements publics et sur l'élimination des obstacles bureaucratiques et des autres freins à l'initiative privée.²² (PND, 2002-2006 : 95)

Le message est sans équivoque : l'État communautaire fera tout pour promouvoir les intérêts des milieux des affaires et la sécurité démocratique, cet objectif de l'État colombien, devra y contribuer. Aussi, n'est-il pas étonnant que tout soit fait pour attirer les investissements tant nationaux qu'internationaux, d'où cette politique de réforme des codes d'investissement et des procédures bureaucratiques? Le cadre est ainsi défini pour l'augmentation des profits.

Cette politique est une marque du deuxième mandat du Président Uribe. Ne proclame-t-il pas que *le secteur privé a un rôle central dans le développement* [et que] *La génération de la richesse est fondamentalement une responsabilité du secteur privé.*²³ (PND, 2006-2010 : 17) L'État colombien laisse agir librement les intérêts

²² Traduction libre de: "Para hacer sostenible el crecimiento en el largo plazo, el Gobierno llevará a cabo una serie de cambios normativos, regulatorios e institucionales orientados a propiciar la participación privada en los sectores de infraestructura, minería y servicios públicos. Estos cambios no sólo atraerán mayores inversiones (nacionales y extranjeras), sino que permitirán superar los rezagos en infraestructura estratégica que, hoy por hoy, constituyen un obstáculo para el crecimiento económico. Así mismo, el Gobierno seguirá sentando las bases para una inserción ordenada de la economía nacional en la economía mundial y dará un impulso sin precedentes a la formación de capital humano en todos los niveles. Dadas las restricciones fiscales, el énfasis de la política de crecimiento descansa en estimular la participación privada en sectores estratégicos, aumentar el impacto de las inversiones públicas y eliminar las trabas burocráticas y otros impedimentos a la iniciativa privada". (PND 2002-2006: 95)

²³ Traduction libre de: "El sector privado tiene un papel central en el crecimiento. [...] la tarea de generación de riqueza es fundamentalmente una responsabilidad del sector privado". (PND 2006-2010:17)

privés, en définissant un cadre normatif²⁴ sur lequel se développent ces interactions. À l'appui de cette stratégie, il entend jeter les bases d'un développement durable, assurer la croissance économique par une conception élargie du développement et agir comme un promoteur lorsque le secteur privé hésite à investir dans une activité économique qui présente des risques. Le tout en garantissant la cohésion sociale et l'équité. L'État communautaire se présente comme un arbitre, pas comme un envahisseur de l'activité privée, « l'État ayant pour but de perpétuer la domination du capital, l'esclavage du travail. » (Marx, 1994 : 40) Les propriétaires des moyens de production peuvent bien accroître leurs profits grâce à la plus-value tirée des forces salariées.

C'est donc l'État qui assure les conditions nécessaires à la bonne marche des affaires. Pour ce faire, il contrôle le droit de grève, fixe un salaire minimum, utilise également un système d'impôts régressif par le biais d'incitatifs fiscaux aux entreprises telles que les subventions directes à coup de milliards de pesos aux gros agriculteurs, ou encore, en multipliant la création des *zonas francas*.²⁵

Par ailleurs, l'État est chargé d'équilibrer un peu la balance sociale par le biais de programmes sociaux, par exemple l'ouverture d'un système de santé pour ceux qui ne peuvent pas se payer une assurance, ainsi que des subventions directes, par le biais de montants d'argent donnés pour la mise de fonds à l'achat d'une première maison

²⁴ Le cadre normatif auquel nous faisons référence est composé de les diverses lois créées ou modifiées afin d'attirer plus d'investissements, nationaux et étrangers. Nous donnerons plus de détails un peu plus loin.

²⁵ Les *zonas francas* sont des territoires qui sont déclarés ainsi pour favoriser l'implantation des entreprises productrices et de services, nationales et étrangères, qui, en s'installant là, bénéficient des investissements soit libres d'impôts ou à des taux alléchants. Le but premier est la création d'emplois et l'amélioration technologique des entreprises. Même si au début l'idée est de promouvoir la création de nouvelles compagnies, il est de plus en plus fréquent que celles qui existent déjà en profitent pour installer des succursales dans ces zones afin de tirer profit des incitatifs fiscaux. De plus, d'autres lois ont été réformées pour réduire ou éliminer des avantages salariaux. Nous le verrons dans le point 2.2

pour les salariés ou pour ceux qui travaillent à leur compte et qui ne peuvent accéder au crédit de la banque. Dernièrement, on a instauré un système de subventions aux taux d'intérêts pour l'achat d'une première maison, le tout pour éviter les dangers d'une explosion sociale issue des iniquités économiques, sans oublier, bien sûr, que les entrepreneurs de la construction et les banques bénéficient grandement de ces programmes en augmentant leur clientèle.

Un élément clé dans les documents est le lien établi entre les objectifs et les engagements avec la sécurité, l'économie et l'intérêt national. D'ailleurs, à la page 7 du document *Politique de défense et sécurité démocratique*, on peut lire :

L'empire de la loi est aussi garantie de développement et de prospérité économique. À chaque fois qu'il y a un enlèvement, la confiance des investisseurs en est profondément affectée, les capitaux se dispersent et les sources d'emploi s'envolent. Lorsque la Sécurité démocratique développe une politique pour éliminer les enlèvements [des personnes], elle agit en défense du peuple et des garanties sociales de base.²⁶ (PDSD, 2003 : 7)

Dans cet extrait, il y a une corrélation établie entre les bien-fondés de la Sécurité démocratique et le développement économique. Il y a donc ici une référence dissimulée à la séquestration de personnes appartenant en majorité à l'une des couches aisées – dont les éleveurs de bétail –, sous le couvert d'une défense du peuple en général. Le message à saisir est clair : il faut que l'on combatte l'enlèvement qui peut arriver à n'importe qui, et, par le fait même, les investissements seront protégés, ce qui amène à un plus grand développement économique, ce qui est dans l'intérêt national.

²⁶ Traduction libre de: "El imperio de la ley es también garantía de desarrollo y prosperidad económica. Cada vez que hay un secuestro se afecta profundamente la confianza de los inversionistas, se dispersan los capitales y se pierden fuentes de empleo. Cuando la Seguridad Democrática desarrolla una política para eliminar el secuestro, está defendiendo al pueblo y las garantías sociales básicas". (PDSD, 2003: 7)

Nous avons tenté de mettre en lumière le fait que l'État communautaire, par le biais des programmes économiques du gouvernement, facilite la reproduction du mode de production capitaliste et, donc, la consolidation des classes dominantes. En effet, les capitalistes peuvent profiter d'un marché qui compte environ 45.7 millions d'habitants en 2009, soit le 25^e État dans le rang mondial en termes de population,²⁷ même si nombre d'entre eux ne disposent pas d'un pouvoir d'achat important. Cependant, leurs besoins réels ou créés fournissent au marché intérieur une bonne base pour les produits et services offerts par les compagnies. De plus, avec les débouchés extérieurs engendrés par les exportations ou les investissements directs à l'étranger, les capitalistes nationaux peuvent faire circuler davantage les capitaux et augmenter les profits en consolidant l'accumulation de ceux-ci dans une poignée de mains. En contrepartie, le marché intérieur et l'accès aux ressources sont davantage ouverts aux bourgeoisies financières et marchandes mondiales. L'idée du développement sert avant tout à faire fructifier l'argent en améliorant les infrastructures, en augmentant la productivité et en tirant profit des ressources pour que les entrepreneurs puissent investir leurs capitaux.

En ce sens, la croissance économique a deux effets importants. D'une part, elle offre aux capitalistes un meilleur et plus profitable marché intérieur en améliorant le pouvoir d'achat des salariés, en formant mieux la main-d'œuvre et en augmentant l'armée de réserve pour la production. D'autre part, elle consolide l'idéologie qui sert à légitimer les rapports d'exploitation et de domination des diverses couches des classes dominantes qui, par le fait même, réussissent à accroître leurs richesses en biens et en argent, au détriment des classes dominées. Pour ce faire, on vend l'illusion de la création massive d'emplois et de l'amélioration des conditions d'existence des dominés afin de légitimer le modèle économique dominant. Le rôle de l'idéologie est

²⁷ World Economic Forum, *The Global Competitiveness Report 2010-2011*: 360.

alors de cacher la domination fondée sur les classes et l'exploitation du salariat, tel que postulé par le marxisme.

1.2.2. Les dispositions prises pour atteindre les objectifs

Il est clair que l'État colombien et ses couches dominantes suivent la dynamique néolibérale entamée par les bourgeoisies dominantes dans la division internationale du travail, dont les pays en développement fournissent les ressources naturelles, les matières premières, la main-d'œuvre bon marché et les débouchés dont a besoin l'économie mondiale, mais aussi une branche managériale très bien formée, chargée de gérer les investissements faits dans le cadre national par les bourgeoisies mondiales. En ce sens, les réformes requises pour consolider l'État communautaire se mettent en place, dont une loi pour modifier davantage les relations de travail au détriment des travailleurs.

À ce sujet, il est important de faire référence à la loi 789 de 2002 qui atteint certains droits acquis, comme le droit de se faire payer trois fois le salaire ordinaire lorsque le travailleur est appelé à travailler les journées fériées. Maintenant, selon le numéral 26 de la dite loi, la prime pour le travail en journée fériée est de 75% du salaire ordinaire. Avant la loi 789, la prime du soir se payait dès 18h. Maintenant, elle n'est reconnue qu'à compter de 22h et ce, jusqu'à 6h, d'après l'article 25 de la même loi. Ces lois visent à alléger les charges fiscales. Ce sont les lois 863 de 2003 qui, entre autres, permettent de déduire, selon l'article 68, 30% des investissements effectifs en actifs fixes productifs aux fins d'impôts sur la rente. Cette déduction est bonifiée de 40%, selon l'article 8 de loi 1111 de 2006. Donc, cette dernière loi augmente davantage l'allégement fiscal, qui passe de 30% à 40% pour l'achat des biens de capital des corporations nationales et étrangères (Ávila-León, 2008 : 32). La même loi, à l'article 12, réduit de 35% à 33% le tarif sur la rente imposable. Il y a

aussi les contrats de stabilité juridique pour garantir, pendant deux décennies, leurs investissements afin que des gouvernements futurs n'imposent pas leurs faramineux profits. Tout cela grâce à la loi 963 de 2005. Cette loi garantit aux investisseurs signataires des contrats de stabilité juridique que, pendant la durée du contrat, maximale de 20 ans, les taux d'imposition valides à la signature ne peuvent pas être modifiés pendant la durée du contrat. En adoptant ces diverses lois, le gouvernement encourage la circulation du capital productif et financier, dans un cadre légal peu contraignant. Par le fait même, en faisant baisser les coûts de production et de fonctionnement, par le biais des allègements fiscaux et de l'amointrissement des salaires, les capitalistes peuvent compter sur une plus grande plus-value qui contribuera à l'accumulation du capital.

Il nous semble pertinent de faire remarquer que la Colombie a entamé, dès le début des années 1990, un virage néolibéral. Pour ce faire, en 1991, dans le cadre de la réforme de la constitution, des lois ont été mises à jour, constituant un cadre normatif davantage favorable aux bourgeoisies internationales, qui ont ainsi accru leur pouvoir sur les bourgeoisies nationales. Ainsi, l'article 58 garantit la propriété privée et les droits acquis, l'article 61 protège la propriété intellectuelle et l'article 333 offre une plus grande liberté à l'activité économique et à l'initiative privée, ayant comme limites le bien commun,²⁸ la libre concurrence avec responsabilités, pour ne nommer que les plus significatives. Mais la dynamique du mode de production capitaliste impose une mise à jour ponctuelle des lois afin de consolider ou de protéger les intérêts des bourgeoisies dominantes des économies mondiales et nationales. Bien sûr, ces lois servent aussi à réguler les conflits qui, nécessairement, découlent de ces rapports de domination et d'exploitation.

²⁸ Constitución Política de Colombia. 1996: Editorial Temis. Bogotá. La nouvelle constitution est valide depuis le 4 juillet 1991.

En ce sens, l'État communautaire a son lot de normes pour institutionnaliser ou modifier le cadre juridique et économique favorable au développement des affaires, dont nous venons d'en signaler quelques-unes, au fur et à mesure que les relations sociales se développent avec la consolidation du mode de production capitaliste. En Colombie, il existe encore une partie de la production agraire qui peut être considérée comme étant à un stade précapitaliste, c'est-à-dire que les moyens de production, majoritairement la terre, appartiennent à ceux qui les possèdent et ils travaillent cette terre essentiellement à des fins de subsistance, familiale dans le cas de quelques petits propriétaires, ou de la collectivité dans le cas des autochtones ou des communautés afro-descendantes. Ailleurs, autant à la campagne qu'en ville, c'est le mode de production capitaliste en développement qui s'impose. Capitaliste dans le sens marxiste du terme, c'est-à-dire que les moyens de production, dont le capital, appartiennent à un petit nombre de bourgeois qui ne les travaillent pas directement. Au contraire, pour faire fructifier davantage leurs richesses accumulées, les bourgeois dominantes ont recours à la grande masse de dominés qui n'ont d'autre moyen à vendre – comme l'a très bien démontré Karl Marx dans *Le Capital* – que sa force de travail. Cela est l'origine des relations sociales de production en constante contradiction.

Ces réformes ont permis à la Colombie de bien se positionner dans l'économie mondiale. En effet, selon un communiqué publié par la Banque mondiale le 4 novembre 2010, la Colombie a été, pour la troisième fois consécutive, reconnue comme l'un des pays réformateurs les plus constants au niveau mondial. Ce qui veut dire que la Colombie se place parmi les vingt-cinq économies mondiales qui ont le plus majoré le cadre entrepreneurial en cinq ans. Pour l'Amérique latine, la Colombie se retrouve en tête. De plus, la Colombie se place au trente-neuvième rang mondial

du *Doing Business*²⁹ et occupe la troisième place en Amérique latine, après le Mexique et le Pérou, en ce qui a trait à la facilité dans le pays pour y faire des affaires. La Colombie est donc un très bon élève du capitalisme mondial dominant.

Ainsi, pour maintenir la domination et l'exploitation, les classes dominantes réussissent à s'emparer du pouvoir de l'État. Par le fait même, l'État est appelé à mettre en place des mesures sociales dans le but d'alléger partiellement les conditions matérielles d'existence des masses afin de légitimer l'état des choses actuel et, par le fait même, éviter – ou à tout le moins retarder – la révolte. Dans cet ordre d'idées, en laissant croire que l'État communautaire agit simplement comme un arbitre dans la société et que son devoir est de promouvoir le développement et la croissance économique, les plans de développement ne font que masquer la domination et l'exploitation de classes. Ce rôle de camouflage idéologique est évident dans les propos du président colombien : « Nous avons besoin des paysans et des entrepreneurs. Fraternité dans la possession de la terre, sans féodalisme ni lutte de classes. »³⁰

En analysant ces propos, nous pouvons attirer l'attention sur deux aspects importants. Dans un premier lieu, les prescrits constitutionnels et les dispositions légales offrent aux diverses branches capitalistes le cadre légal sur lequel elles peuvent compter dans l'ancrage du capitalisme en Colombie, tout en légitimant le système dominant par le biais des programmes sociaux et de l'effet idéologique du discours dominant. Dans un deuxième lieu, en adaptant les lois du travail, ainsi que les lois fiscales et commerciales afin de faire baisser les coûts d'opération des

²⁹ Communiqué de la Banque mondiale, « Colombia es el país en América Latina que más ha reformado en los últimos cinco años », 4 novembre 2010. En ligne : <http://www.mincomercio.gov.co/eContent/documentos/Prensa/2010-BancoMundial.pdf>

³⁰ Traduction libre: "Necesitamos a los campesinos y a los empresarios. Fraternidad en la tenencia de tierras, sin feudalismo ni lucha de clases." Point 63 du manifeste démocratique, repris dans le plan de gouvernement de mai 6 de 2002, page 76.

diverses branches de l'économie nationale, il devient possible de gonfler les profits de l'État, ce qui contribue donc à augmenter la plus-value du patronat et à accentuer ainsi l'accumulation capitaliste. Alors, en concentrant de plus en plus les capitaux et les moyens de production chez une poignée de capitalistes, ayant comme conséquence l'appauvrissement des masses, l'État renforce la domination de classes.

Par ailleurs, il est intéressant de noter que le discours dominant veut placer tous les maux de la Colombie sur l'insécurité, et donc sur le *terrorisme*. En fait, selon le président, il faudrait vaincre militairement l'action de la guérilla, en combattant aussi par tous les moyens possibles ceux qui la supportent, comme manière de régler les problèmes colombiens. Si bien que le conflit armé se développa en grande partie à la campagne. Les bourgeoisies industrielle, financière et commerciale ne se sont pas senties affectées. C'est surtout dans les années 1990, lorsque les groupes guérilleros ont intensifié leur lutte en ville aussi, que les élites d'affaires se sont senties touchées par le conflit. Toutefois, les effets négatifs ont été moindres. Bien au contraire, leurs affaires allaient toujours en croissant. Il y a donc, suivant Camilo Echandía, une situation paradoxale : *nous avons une situation de conflit qui, en fin de compte, aboutit en des signes positifs de l'activité économique*. L'auteur soutient que :

[...] l'incidence de la violence sur l'économie n'a pas atteint le niveau maximum, bien qu'en général l'économie a réussi à avancer, malgré ce fléau, en fournissant un bon exemple de la manière dont les situations de conflit sont finalement compatibles avec des signes positifs de l'activité économique, sans que le fonctionnement global du système ne soit affecté par ces circonstances. (Echandía : 1-2)^{31 32}

³¹ Malheureusement, l'année de la publication n'apparaît pas dans le document. Nous l'avons consulté le 4 juillet 2005. Disponible en ligne : <http://www.lablaa.org/blaavirtual/cointer/echandia.htm>,

³² Traduction libre de: "[...] la incidencia de la violencia en la economía no ha llegado al máximo nivel, sino que en general la economía ha logrado avanzar, a pesar de este flagelo, proporcionando un buen ejemplo de como las situaciones de conflicto resultan siendo compatibles con signos positivos de la actividad económica, sin que el funcionamiento global del sistema llegue a verse afectado por estas circunstancias." (Echandía : 1-2)

En guise de conclusion, il est possible de synthétiser la situation de la façon suivante : les énoncés économiques de l'État communautaire dégagent une idéologie développementaliste, basée sur les gains sécuritaires acquis par la Sécurité démocratique, permettant la croissance économique et une certaine cohésion sociale nécessaire à l'accroissement des investissements privés, nationaux et internationaux. En ce sens, toutes les couches des classes dominantes s'identifient à l'État communautaire, qui est avant tout un État non interventionniste et qui garantit par le biais de la superstructure juridique, politique et culturelle la sécurité des investissements et, par le fait même, la légitimation des rapports de domination et d'exploitation des couches dominées.

1.3. Les résultats économiques des huit années du gouvernement

Le développement de l'État communautaire n'a fait qu'accentuer la concentration des richesses et de la propriété privée, à la suite du lent passage du mode de production féodale vers le mode de production capitaliste qui a commencé à se développer au cours des dernières décennies. Karl Marx l'a très bien expliqué dans *Le Capital*, le livre I : le capitaliste étant propriétaire des moyens de production, les salariés n'ont d'autre moyen que de vendre leur force de travail afin de se procurer les biens matériels d'existence. Par le fait même, la force de travail devient une marchandise, seule chose que les salariés détiennent et peuvent vendre aux capitalistes pour subsister. Mais cela ne peut s'expliquer et se comprendre que si l'on fait appel au cours de l'histoire.

C'est donc grâce au parcours historique du mode de production que nous pouvons comprendre le développement des forces productrices, de la possession des moyens de production et des relations sociales qui en découlent. Dans le cas colombien, le féodalisme cède petit à petit sa place au mode de production capitaliste

naissant, comme étant le résultat du passage de certains propriétaires fonciers de la campagne vers les milieux commercial et industriel. Mais il y a également le développement du commerce et de l'industrie qui a doté de plus de capitaux, et donc de pouvoir, les bourgeoisies des grandes villes, engendrant une concentration des capitaux et des moyens de production. Pour leur part, les forces salariales, étant de plus en plus nombreuses, n'ont d'autre choix que de vendre leur force de travail aux capitalistes, qui sont, au final, ceux qui mettent en place ces conditions pour le milieu de l'emploi. Nous faisons appel à Karl Marx pour mieux expliquer ce passage historique :

Un tel rapport n'a aucun fondement naturel, et ce n'est pas non plus un rapport social commun à toutes les périodes de l'histoire. Il est évidemment le résultat d'un développement historique préliminaire, le produit d'un grand nombre de révolutions économiques, issu de la destruction de toute une série de vieilles formes de production sociale.
(Marx, 1977 : 130)

Alors, pour légitimer l'État communautaire, qui ne fait qu'ouvrir davantage la voie au capitalisme et à son modèle néolibéral, le président colombien a recours à toute une panoplie de discours et de mesures démagogiques, comme la promesse de création d'emplois et la lutte contre la pauvreté et la misère, entre autres. Ces promesses et le discours dominant font paraître les intérêts économiques des classes dominantes comme de l'intérêt général, autrement dit, comme représentant les intérêts nationaux. Par exemple, lorsque le président place la politique de Sécurité démocratique au centre des actions gouvernementales – les conditions permettant une prospérité économique pour lutter contre la pauvreté, dit-on –, il est possible de comprendre qu'il cherche en réalité à offrir la sécurité nécessaire pour que les investisseurs et les entrepreneurs continuent à créer de la richesse, le tout en dépit de la détérioration du marché du travail et des piètres conditions de survie des pauvres. L'emploi et les mesures sociales deviennent de plus en plus un enjeu de taille face

aux conditions dégradantes dans la vie de tous les jours pour cette *armée de réserve*, de plus en plus nombreuse et constituée par les chômeurs en ville qui sont rejoints par les paysans pourchassés violemment de leurs terres. Le capitalisme étant un système essentiellement égoïste, ce sont les intérêts de ceux qui possèdent les moyens de production qui demeurent prioritaires.

1.3.1. L'enrichissement croissant des plus nantis

Dans l'État communautaire sont présentes les couches dominantes de la bourgeoisie, tels les grands propriétaires agricoles, la finance, l'industrie, le commerce, les infrastructures, les investisseurs étrangers, etc. Ainsi, les classes dominées sont en dehors des bénéficiaires de l'État communautaire, sauf en ce qui concerne les programmes sociaux proposés qui les touchent directement, lesquels ne se réalisent que partiellement. Par exemple, le plan énonce ce que le gouvernement compte faire pour réussir la croissance : « le rétablissement de la sécurité et l'ajustement des finances de l'État »³³ (PND, 2002-2006 : 19). À cela il faut ajouter l'adoption ou la réforme des lois au bénéfice des capitalistes. En effet, par le biais des allègements fiscaux, de la réduction des coûts de la main-d'œuvre, de l'augmentation des dépenses de l'État, de l'endettement et des mesures de sécurité pour les affaires, les bourgeoisies dominantes sont indéniablement les premières bénéficiaires de l'État communautaire. Quant aux classes dominées, ce sont plutôt des discours et la mise en place de certaines mesures démagogiques, visant l'allègement des déséquilibres économiques, qui ont pour but ultime de gagner la légitimité de la population envers l'État communautaire.

³³ Traduction libre de: "La recuperación de la seguridad y el ajuste de las finanzas del Estado." (PND: 2002-2006 : 19)

Il est certain que pour gouverner avec le moins d'attaches possibles, il faut rallier les diverses couches de la classe dominante en faveur de l'État communautaire. Justement, le président prend bien soin d'inclure toutes les couches de la classe dominante comme étant les premières bénéficiaires dans la réalisation des plans de développement. En effet, nous y trouvons, en premier lieu, les propriétaires terriens, les éleveurs de bétail, les agriculteurs et l'agro-industrie. Ensuite, il y a les industries nationales et étrangères chargées de l'exploitation de ressources hydriques, pétrolières, gazières et minières. Il s'y retrouve aussi l'industrie de la construction, notamment pour les infrastructures et les habitations, ainsi que les transporteurs. Finalement, les milieux de la finance, les communications et les services spéciaux en santé y trouvent également profit.

Il est donc possible de se questionner sur la pertinence d'établir un lien entre les différents buts poursuivis par les plans de développement et les bénéfices encourus pour les couches dominantes. Eh bien, nous croyons que c'est à partir de cette convergence que l'idéologie dominante trouve le moyen de se répandre efficacement, à l'instar de Guillén qui affirme que :

[...] sans un système de valeurs qui surgi[t] des *structures associatives*³⁴ capables de donner un appui massif aux décisions du pouvoir politique, la prospection du développement économique et social n'aboutit qu'en utopies incapables de conduire l'action collective envers des buts et des objectifs efficacement poursuivis (Guillén, 1996 : 509).³⁵

Or, pour réussir, il faut d'abord avoir la légitimité et l'appui des classes dominantes visant à mettre en place la superstructure nécessaire, soit le cadre

³⁴ En italique dans le texte original

³⁵ Traduction libre de: "Sin un sistema de valores que surja de *estructuras asociativas* capaces de dar apoyo masivo a las decisiones del poder público, la prospección del desarrollo económico y social se cristaliza en meras utopías incapaces de conducir la acción colectiva hacia metas y objetivos eficazmente perseguidos". (Guillén, 1996: 509)

institutionnel, politique et juridique pour permettre la réalisation des objectifs. En ce sens, il est essentiel que les pouvoirs économiques, notamment les gros conglomérats, les médias de masse, les intellectuels et les majorités parlementaires, s'accordent afin de transmettre un message cohérent sur les bien-fondés de l'État communautaire et de la Sécurité démocratique – cela allant dans le sens de l'intérêt national. Cela ne veut pas dire qu'il y a un scénario que tout le monde doit mémoriser et jouer. Au contraire, il peut y avoir des luttes à l'intérieur des couches dominantes, mais celles-ci ne remettront pas en cause l'existence du système dominant. Cependant, en ayant chacun sa place et ses intérêts mis de l'avant, il est de leur propre intérêt de donner leur aval et de reproduire le discours dominant en utilisant tous les moyens disponibles.

Parmi ces moyens, il est pertinent de mentionner les déclarations faites aux journalistes par les dirigeants des principales associations patronales, surtout celles qui ont plus de poids économique et politique, donc qui jouissent de crédibilité, telles que : l'ANDI (Association nationale d'industriels), l'ANIF (Association nationale des institutions financières), la FEDEGAN (Fédération nationale des éleveurs de bétail), la SAC (Société des agriculteurs de la Colombie), la FEDERACAFÉ (Fédération nationale de cultivateurs de café de la Colombie), la FENALCO (Fédération nationale de commerçants de la Colombie), la FASECOLDA (Fédération nationale des compagnies d'assurances de la Colombie), etc. Depuis 1993, ces organisations se sont regroupées sous une même instance qui a pour tâche principale d'agir en tant que porte-parole. Ce regroupement se nomme *El Consejo Gremial Nacional* (Le Conseil grémial national). Ces organismes ont un vrai poids au sein de l'État colombien. C'est entre autres ce qu'a reconnu le président de FASECOLDA – chroniqueur dans un journal économique *Portafolio*. Dans l'une de ses publications, il a écrit, faisant référence au Conseil grémial national : « Bien que certains considèrent que le rôle du patronat est mineur, à un point qu'il a été qualifié de « tigres de papier », la réalité est que [ces organismes] jouent un rôle important dans la formulation des politiques

publiques »³⁶ (Junguito, 2008 : 1).³⁷ Bien que ces organismes soient antérieurs à l'État communautaire, nous considérons important d'en faire la mention, afin de montrer non seulement le poids économique et politique qu'ils ont, mais également le rôle remarquable qu'ils ont dans la diffusion et la légitimation du discours dominant, d'autant plus que le président Álvaro Uribe a pu compter sur leur appui presque inconditionnel et unifié comme jamais un autre président n'a pu le faire.

De plus, ces organismes, notamment du secteur financier, ont créé des centres d'investigation économique, tels que FEDESARROLLO (Fondation pour l'éducation supérieure et le développement) et l'Association bancaire. Dans les régions, d'autres organismes semblables existent aussi, par exemple PROANTIOQUIA,³⁸ où siègent les plus hauts dirigeants économiques du Département d'Antioquia. Il est donc possible d'en déduire que les groupes économiques et financiers ne contrôlent pas seulement l'économie, mais « qui prétendent orienter l'investigation économique, l'éducation et la culture. »³⁹ (Silva, 1977 : 309) Ces groupes d'investigation donnent les outils techniques nécessaires aux intellectuels, eux qui vont également supporter le bien-fondé de l'État communautaire et de sa pièce maîtresse : la Sécurité démocratique. À ce soutien des groupes économiques et financiers se conjuguent le charisme du président et son utilisation bénéfique des médias de masse afin d'asseoir un discours dominant légitimé et internalisé par les classes dominées. En fait, une

³⁶ Traduction libre: "Aunque algunos consideran que el rol de los gremios es menor, al punto que han sido calificados como 'Tigres de Papel', la realidad es que juegan un rol importante en la formulación de las políticas públicas" (Junguito, 2008: 1)

³⁷ Journal économique Portafolio, disponible en ligne : <http://www.portafolio.com.co/opinion/columnistas.ARTICULO-PR>

³⁸ Pro : en faveur; Antioquia, c'est le nom du département où l'organisme est situé.

³⁹ Traduction libre de: "(...) que pretenden orientar la investigación económica, la educación y la cultura". (Silva, 1977: 309)

bonne partie d'entre elles vont accorder une grande valeur à ces discours dominants, et ce, dans l'intérêt des classes dominantes.

Il est important de souligner que dans la structure économique colombienne, les conglomérats jouissent d'un poids non négligeable au sein de l'État. Cela est un phénomène qui s'observe en ville. Ainsi, un petit nombre de groupes économiques⁴⁰ domine largement le pouvoir financier, industriel, de services, de communications, etc. Par exemple, le *Groupe Santo Domingo* a d'importants investissements dans l'industrie de la bière, les communications (il possède entre autres une chaîne de télévision), les finances et les assurances. Le *Groupe Empresarial Antioqueño* est actuellement le plus puissant au pays. Il concentre ses activités autour d'un petit nombre de secteurs : les assurances, la finance, les aliments, l'électricité et le ciment. Il contrôle totalement ou partiellement 180 compagnies. Il y a aussi *l'Organisation Ardilla Lule*, dont les investissements sont liés aux communications, incluant une chaîne de radio et de télévision, l'industrie des boissons gazeuses, les finances, etc. Il y a également M. Luis Carlos Sarmiento Angulo, qui, à lui seul, représente un groupe dont les investissements sont concentrés dans la finance. Il contrôle 30% de la banque colombienne. Il y a d'autres groupes, plus petits, qui ont aussi un poids économique important et dont l'influence politique est marquée soit au niveau local, régional ou national.

Il est important de clarifier qu'aucun de ces gros groupes existe en tant qu'entité juridique, sauf quelques-uns de petite taille. La dénomination de groupe est permise par le biais de recherches faites par des journalistes, des chroniqueurs ou des chercheurs économiques qui établissent des liens entre les compagnies que chacun

⁴⁰ Ces informations ont été recueillies au sein des journaux colombiens, notamment ceux qui se spécialisent en économie, comme *Portafolio* et *La República* ainsi que les magazines hebdomadaires comme *Semana*, *Cambio* et *Dinero*. Ces journaux sont tous accessibles en ligne : www.portafolio.com.co, www.larepublica.com.co, www.semana.com, www.cambio.com et www.dinero.com.

contrôle, en termes de possession actionnaire. Une conséquence de cette importante concentration des capitaux et des moyens de production est la monopolisation croissante de l'économie colombienne. Il ne s'agit pas d'une monopolisation dans le sens d'unique à produire ou offrir un service, mais plutôt dans le sens donné par Silva, qui entend par situation monopolistique : « lorsqu'un groupe de producteurs se rapprochent pour se partager un marché ou encore avec l'idée de fixer des prix. »⁴¹ (Silva, 1977 : 304). L'auteur cite pour exemple la production du sucre, qui était contrôlée par une vingtaine de producteurs regroupés dans ASOCAÑA (Association des producteurs de la canne à sucre). Présentement, les secteurs les plus concentrés, mais pas les seuls, sont : les finances, le ciment, la bière, les boissons gazeuses, les assurances, la transformation des aliments, le commerce au détail et les médias.

Nous estimons que la Colombie peut se considérer comme un pays en voie de développement sur la sphère capitaliste. Les industries des technologies et des techniques ne sont que celles de base et les secteurs de matières premières, ainsi que le secteur agricole, occupent une place importante dans le système économique. L'activité économique et l'administration politique se font sur les principes capitalistes, dont entre autres la propriété privée des moyens de production, l'exploitation et la domination d'une classe sur une autre, l'État comme garant des intérêts des plus puissants et prônant la démocratie comme valeur politique par excellence, etc. D'abord, les matières premières, les terres et, bien entendu, les capitaux sont dans les mains privées. Ensuite, à l'échelle du pays, la paysannerie, à la campagne, et le salariat, en ville, produisent des biens matériels ou agricoles bien au-delà des besoins de subsistance. En fait, autant les paysans que les travailleurs sont obligés de vendre les surplus de production pour les uns, et la force de travail pour les autres, afin de pourvoir aux besoins matériels de leur existence. Cela va de pair avec une concentration croissante de capitaux et des moyens de production en peu de

⁴¹ Traduction libre de: "varios productores que se unen para repartirse un mercado o fijar un precio" (Silva, 1977: 304)

mais ainsi qu'une centralisation dans les quatre plus importantes villes du pays, ce qui avait déjà été signalé par Karl Marx dans *Le Capital* comme étant l'un des caractères de l'accumulation capitaliste. Engels aborde également cette idée, telle qu'elle est rapportée par Lénine :

[...] qu'aussi démocratique soit-il, tout État où existe la propriété privée de la terre et des moyens de production, où règne le capital, est un État capitaliste, une machine aux mains des capitalistes pour maintenir dans la soumission la classe ouvrière et la paysannerie pauvre. Le suffrage universel, l'Assemblée constituante, le Parlement, ne sont que la forme, une sorte de lettre de change, qui ne changent rien au fond (Lénine, 1966 : 20-21).

En Colombie, les groupes économiques sont alors les premiers bénéficiaires de l'État communautaire et de la Sécurité démocratique. La Sécurité démocratique, entendue comme étant la pierre angulaire de l'État, offre les conditions de sécurité nécessaires aux investisseurs et aux entrepreneurs permettant l'investissement d'immenses fortunes de façon profitable. De plus, ils peuvent jouir des faveurs de l'État, soit en étant nommés au cabinet ministériel ou dans la haute fonction publique, ou en les favorisant avec des mesures pour protéger les investissements. D'ailleurs, le magazine *Semana* a publié une note dans laquelle il fait apparaître les noms des grands bailleurs de fonds de la première campagne présidentielle de M. Álvaro Uribe ainsi que les faveurs qu'ils ont reçues par la suite, dont le titre est « Ils ont gagné avec Uribe ». ⁴² Il est donc compréhensible qu'ils soient tous favorables à la consolidation de l'État communautaire et qu'ils parlent dans les médias des bienfaits de la Sécurité démocratique. Il ne faut pas oublier, non plus, suivant les explications de Karl Marx, les énormes avantages économiques tirés des travaux publics au bénéfice de cette branche de la bourgeoisie, ainsi que les avantages que retirent les banques du déficit

⁴² Traduction libre de: Ellos ganaron con Uribe. En ligne: http://semana.terra.com.co/wf_lmpimirArticulo.aspx?IdArt=94294&Ver=r9LvK7RM9y

public qui pousse le gouvernement aux emprunts nationaux et internationaux, le tout avec l'augmentation de la corruption, la concussion, etc. (Marx, 1994 : 10)

Quant à la campagne, là aussi la concentration de la propriété foncière s'est consolidée dans les mains des éleveurs de bétail et de propriétaires terriens, favorisant ainsi les mégaprojets de l'agro-industrie et l'extraction de ressources minières et pétrolières. Il faut signaler que les secteurs minier, pétrolier et agroindustriel internationaux ont beaucoup bénéficié de la mise en place de l'État communautaire, engendrant une augmentation de l'investissement direct étranger dans ces secteurs, comme nous le verrons dans l'un des tableaux un peu plus loin. Secteurs qui sont loin d'ajouter au développement industriel du pays, mais qui, par contre, augmentent de façon exponentielle le pillage des ressources dont dispose la Colombie.

Dans la quête de légitimation du système, il est indispensable de ne pas trop parler des intérêts particuliers, mais plutôt des intérêts nationaux. Deux exemples nous montrent bien la symbiose qui se fait entre les intérêts économiques des secteurs des classes dominantes et celui de la nation, dans la construction et la diffusion de l'idéologie dominante, dont le facteur sécurité est central. Le 25 novembre 2004, à la ville de Carthagène, se tenait le XXIX Congrès national des éleveurs de bétail, auquel le président de la république assistait.⁴³ Le président de l'organisme, FEDEGAN, lors de son discours d'ouverture, faisait, entre autres, le lien dont nous venons de parler. Il faisait référence aux intérêts particuliers des éleveurs de bétail, mais aussi à la récupération de la campagne colombienne, et cela, pour le bien-être de la Colombie toute entière :

⁴³ Il est habituel que le président soit invité aux congrès annuels que font les organisations patronales les plus puissantes. Sa présence est symbole de prestige. À défaut du président, c'est le ministre respectif qui y assiste.

Nous travaillons pour une Colombie équitable et prospère et pour la sauvegarde de la campagne, bien entendu, mais notre objectif premier, nos préoccupations au quotidien, ce n'est pas ni ne doit être autre chose que le bien-être de vous tous, les éleveurs de bétail de la Colombie. En d'autres mots : si l'éleveur va bien – et voilà notre responsabilité – la campagne, conséquemment, ira bien; et si la campagne va bien, la Colombie reprendra grâce à nous le chemin de la paix et du développement durable sur fond de progrès social.⁴⁴

Quelques années plus tard, dans la même ville, le 10 août 2007, à l'ouverture de l'Assemblée de l'ANDI, soit la Fédération nationale des industriels, le président colombien remerciait tout le patronat comme étant le représentant de l'intérêt national :

Je veux reconnaître la contribution des milieux d'affaires de la Colombie. [...] Pour leur capacité à représenter l'intérêt national. [...] Dès la moitié des années 1980, lorsque nous menions au Congrès de la République des réformes qui ont exigé beaucoup de débats idéologiques et politiques, dans un souci de démocratie, j'ai signalé que la représentation des intérêts réels de la Nation, qui était d'une certaine manière délaissée par les partis politiques, était graduellement reprise par des organismes comme l'ANDI.^{45 46}

⁴⁴ Traduction libre de: "Trabajamos por una Colombia equitativa y próspera y por el rescate del campo, claro está; pero nuestro objetivo cercano, el día a día de nuestras preocupaciones, no es ni debe ser otro que el bienestar de todos ustedes, ganaderos de Colombia. En otras palabras: si al ganadero le va bien – y esa es nuestra responsabilidad- al campo le irá bien por añadidura; y si al campo le va bien, Colombia retomará con nuestro aporte el camino de la paz y el desarrollo sostenido con progreso social". (Lafaurie Rivera, José Félix, président Fedegan) Disponible en ligne: www.fedegan.org

⁴⁵ Disponible en ligne : www.presidence.gov.co/sne-discours

⁴⁶ Traduction libre de: "Quiero hacerles un reconocimiento a los gremios de Colombia. Son sui géneris. Por su capacidad de representar el interés nacional, mucho más allá de los cortos intereses de sectores de la producción o de los servicios. Desde la mitad de los años ochenta, cuando adelantábamos en el Congreso de la República reformas que exigieron mucho debate ideológico y político, para preocupación de la democracia advertí que la representación de los intereses reales de la Nación, que en alguna forma estaban abandonando los partidos, era crecientemente asumida esa representación por gremios como la Andi". (Uribe Vélez Alvaro, discours prononcé le 10 août 2007) disponible en ligne: www.presidence.gov.co/sne-discours

Le gouvernement a signé un « accord de paix » avec les paramilitaires, dont une bonne partie sont formellement « démobilisés » depuis. Nous traiterons ce processus au deuxième chapitre. Ici, ce qui nous intéresse, c'est le besoin pour l'État de trouver des moyens économiques de les occuper. Pour les autres, les industriels, les commerçants et le secteur des services sont priés d'ouvrir des places pour ces paramilitaires démobilisés, afin de résoudre le problème de l'intégration légale des paramilitaires, en liant la réinsertion de ceux-ci avec la sécurité publique. Tels étaient le constat et la demande du président de FEDEGAN, déjà cité plus haut :

Nous nous approchons de l'ère du post-conflit et il est nécessaire que nous nous préparions en conséquence puisque la démobilisation est une décision de celui qui s'était soulevé contre l'ordre établi; mais la réinsertion est un processus social qui ne dépend pas seulement de la volonté de celui qui se réincorpore, mais bien de la société même qui doit le recevoir à nouveau comme l'un des siens. La Campagne devra assumer une grande partie de la réinsertion et nous ne croyons pas que le problème réside dans la capacité de générer 10 mille ou 15 mille emplois; le vrai problème est dans la capacité de pardon social du pays et d'inclusion économique pour construire le tissu social. La loi et la justice joueront leur rôle; la société doit quant à elle pardonner à ceux à qui la justice a déjà pardonné. La société doit accepter – et la société, c'est nous-mêmes – ces Colombiens comme voisins, comme employés, comme membres d'une communauté. C'est pour cela que nous proposons des stratégies pour une démobilisation réussie, la première, par des projets pour petits producteurs, supportés par les forteresses et l'institution de l'industrie de l'élevage. Nous sommes déjà en train de former des groupes de réinsertion sociale dans nos *Escuelas de Mayordomía*, des Écoles de majordomie, dans un premier pas pour leur offrir plus tard une opportunité et un projet de vie.⁴⁷ (Lafaurie, 2004 : 7)

⁴⁷ Traduction libre de: "Nos acercamos a la era del posconflicto y es necesario prepararnos para ello, pues la desmovilización es una decisión de quien se había levantado contra el orden establecido; pero la reinserción es un proceso social que depende no sólo de la voluntad de quien se reincorpora, sino de la sociedad misma que debe recibirlo nueva-mente(sic) como uno de sus miembros. El campo deberá asumir gran parte de la reinserción, y no creemos que el problema radique en la capacidad de generar 10 o 15 mil empleos; el verdadero problema está en la capacidad de perdón social del país, y de inclusión económica para construir tejido social. La ley y la justicia harán su parte; a la sociedad le corresponde perdonar a quienes la justicia ha perdonado. La sociedad debe asumir – y la sociedad somos nosotros- a estos colombianos como vecinos, como empleados, como miembros de una comunidad. Por ello estamos proponiendo estrategias para una desmovilización exitosa, la primera, a

La citation est longue, mais, d'après nous, elle est essentielle pour mieux comprendre les subtilités des intérêts particuliers qui passent en fin de compte pour de l'intérêt général. Il est important de se rappeler que parmi les groupes d'intérêts qui ont créé les paramilitaires et qui en ont bénéficié grandement, ce sont justement les grands propriétaires fonciers, dont les éleveurs de bétail. Nous reviendrons sur ce point au deuxième chapitre. Afin de clore cette partie, il ne nous reste qu'à faire remarquer que s'il y a bel et bien eu une croissance économique plutôt importante, le développement du pays reste toujours à faire. En effet, la Colombie continue sa dépendance technologique et technique face aux puissances dominantes, elle est sous l'emprise des bourgeoisies financières mondiales pour ses grandes œuvres publiques; l'infrastructure du pays est arriérée; le taux d'épargne est extrêmement bas; le pays est avant tout un fournisseur de ressources premières; il n'y a pas de grande industrie; la pauvreté touche de plus en plus de gens et son degré est plus profond. Bref, la Colombie, en dépit de l'idéologie développementaliste construite et véhiculée par le président et les secteurs qui l'appuyaient, est un pays toujours en voie de développement.

1.3.2. La pauvreté toujours aussi importante au sein des masses

Malgré le fait que la croissance économique devrait représenter une bonne nouvelle pour la Colombie, elle s'avère ne pas être profitable pour les masses. Alors, la promesse de leur faire profiter de la performance de l'État communautaire reste, pour les dominés, dans la dimension idéologique. À l'opposé, la richesse créée est allée chez les plus nantis. Nous allons donc prouver que l'État communautaire n'a fait

partir de proyectos para pequeños productores, soportados en las fortalezas y la institucionalidad ganadera. Ya estamos capacitando grupos de reinsertados en nuestras Escuelas de Mayordomía, como un primer paso para brindarles luego una oportunidad y un proyecto de vida". (Lafaurie Rivera, José Félix, président de FEDEGAN – la Fédération des éleveurs de bétail de Colombie, discours prononcé le 25 novembre 2004). Disponible en ligne : www.fedegan.org)

qu'accentuer la pauvreté, non seulement en termes de nombre, mais aussi en l'approfondissant. Pour commencer, nous allons voir qu'il y a effectivement eu une croissance économique depuis la montée au pouvoir du président Uribe, tel qu'il l'avait promis. Pour ce faire, nous allons faire un suivi du PIB entre les années 2000 et 2009.

Tableau 1.1
ÉVOLUTION DU PIB COLOMBIEN POUR LA PÉRIODE 2000-2009

PIB COLOMBIEN⁴⁸ (En billions de pesos colombiens)		
Année	PIB	Variation annuelle
2000	196 373 851	2,92
2001	200 657 109	2,2
2002	205 591 281	2,5
2003	215 073 655	4,6
2004	225 104 157	4,7
2005	237 982 297	5,7
2006	254 505 598	6,9
2007	273 710 257	7,5
2008	280 369 033	2,4
2009	281 367 310	0,4

Source : le Département national des statistiques, DANE www.dane.gov.co

La croissance est soutenue entre les années 2002 et 2007. Elle chute ensuite en 2008 et 2009, conséquence de la crise financière. De 2002 à 2003, la variation

⁴⁸ Ces chiffres ont été pris à partir du site Internet de l'Organisme des statistiques nationales de la Colombie, soit *le Departamento Nacional de Estadísticas*, DANE (Le Département national des statistiques, DANE). L'organisme présente les données de 2007, 2008 et 2009 comme étant provisoires. Disponible en ligne : www.dane.gov.co

positive a été spectaculaire, augmentant de 2,1 points en termes de pourcentage. Par la suite, de 2003 à 2004, on note un ralentissement, mais, entre 2004 et 2005, la croissance est de 1% pour atteindre 1,2% entre 2005 et 2006. Ensuite, entre 2006 et 2007, l'amélioration a été de 0,6%, atteignant le chiffre d'augmentation le plus haut du XXI^e siècle. Par contre, entre 2007 et 2008, l'augmentation n'a été que de 2,4%, en faisant la comparaison en pesos constants,⁴⁹ mais en comparant les pourcentages entre 2007 et 2008, la variation annuelle du PIB a chuté de 5,10%. Enfin, entre 2008 et 2009, encore une fois la croissance est, en termes de pesos constants, de 0,4%, ce qui veut dire qu'en comparant les pourcentages des deux années, pour la dernière, la chute est de deux points. Il faut néanmoins se rappeler que, depuis 2008, le système capitaliste mondial est entré en crise, la pire depuis la Grande Dépression, aux dires des économistes mondiaux.

L'économie a donc crû en termes réels. Cependant, la promesse que tout le peuple colombien profiterait de cette croissance n'a pas été tenue, même pas en termes de création d'emplois. D'ailleurs, María Teresa Ronderos, journaliste pour le magazine *Semana*,⁵⁰ dans l'article intitulé « Pourquoi la Colombie ne sort pas du club des pauvres? »,⁵¹ se demande pourquoi la pauvreté et la misère n'ont pas diminué en Colombie comme ailleurs en Amérique latine. Elle dit qu'entre 2003 et 2008, la Colombie a eu une croissance économique jamais enregistrée, en moyenne de 5.5% du PIB⁵² par année, ce qui a donné une meilleure performance face aux pays souvent

⁴⁹ Les données sont fournies par le bureau des statistiques et sont en pesos constants de l'année 2000.

⁵⁰ L'article dont il est question ici est disponible en ligne : <http://www.semana.com/wf/ImprimirArticulo.aspx?IdArt=136288>

⁵¹ Traduction libre de ¿Por qué Colombia no sale del club de los pobres?

⁵² Nous avons effectué le même calcul et nous arrivons à un chiffre similaire, mais pas le même. Nous avons ajouté les croissances entre les années 2003 et 2008, soit 31,80, et puis nous avons divisé par les six années de la comparaison, ce qui donne 5,3%. Il y a donc une petite différence entre la source trouvée et notre calcul de 0,2%.

cités comme exemple, soit le Brésil, le Chili et le Mexique. D'après la publication, la pauvreté a diminué de 51% à 46%, soit seulement cinq points d'amélioration. En ce qui concerne l'indigence, le chiffre est presque le même que celui de 2002, soit 18%. Les comparaisons se font entre 2002 et 2009, malgré l'augmentation du budget pour les dépenses sociales.

Dans le secteur rural, la situation, en fait, est pire pour les paysans qui restent après les déplacements. Ici, la pauvreté est de 65%. La chercheuse Ana María Ibáñez du groupe de recherche *Cede*, de l'Université des Andes, à Bogotá, citée dans le même article de *Semana* (op. cit.), a trouvé que l'inégalité s'est approfondie au cours des dernières années. Pour le montrer, elle prend en compte l'indice de Gini⁵³ de concentration de la propriété qui a augmenté jusqu'à 0.875 depuis 2005. Ce qui veut dire que la terre est tellement concentrée en Colombie que cela place ce pays en deuxième position dans toute l'Amérique latine, derrière le Paraguay.

D'ailleurs, dans le rapport mondial sur le développement humain de 2009, publié par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), dans le tableau *Économie et inégalité*, la Colombie se classe au poste 77.⁵⁴ Pour son analyse, le PNUD prend les chiffres de 2007, année de la croissance la plus élevée du PIB. À la lumière des chiffres publiés, nous pouvons dégager des données très intéressantes pour notre analyse : en termes de revenus, les 10% des plus pauvres ne touchent que 0,8% des revenus. À l'opposé, les 10% les plus fortunés profitent de 45.9% des revenus. Le PNUD met aussi en corrélation les revenus ou les dépenses de la catégorie la plus riche et celle de la plus pauvre pour un résultat de 60,4. Quant à l'indice de Gini, celui-ci est de 58,5. Alors, l'inégalité globale entre les riches et les

⁵³ L'indice de Gini se situe entre 0 et 100, 0 étant l'indicateur d'une égalité parfaite et 100 une inégalité absolue. (PNUD)

⁵⁴ (PNUD, 2009 : 214) Disponible en ligne : http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2009_FR_Complete.pdf

pauvres est de presque 60%. Rien d'étonnant, puisque le système capitaliste, même en développement, comme en Colombie, tend à concentrer l'accumulation du capital et des moyens de production entre peu de mains et cet écart s'accroît graduellement en fonction de son développement.

Maintenant, nous allons regarder les variations du PIB en termes de pourcentages des principaux secteurs économiques. La source de ces données est le même organisme officiel colombien de statistiques, soit le Département national des statistiques, le DANE.

Tableau 1.2 :
TAUX DE VARIATIONS DU PIB PAR SECTEUR ÉCONOMIQUE 2001-2009

SECTEUR ÉCONOMIQUE	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Agricole, sylviculture, chasse et pêche	0,5	5,3	3,2	1,8	2,4	3,9	3,9	2,6	1,0
Exploitation de mines et de carrières	-7,2	-2,4	0,9	-0,9	1,7	3,2	2,9	7,3	11,3
Industrie manufacturière	1,6	1,0	7,3	5,3	5,4	6,8	9,5	-1,8	-6,3
Électricité, gaz et eau	5,0	1,0	3,3	2,9	3,0	3,1	3,7	1,2	1,2
Construction	1,6	3,2	14,7	13,4	12,8	13,5	11,5	-0,3	12,8
Commerce, réparation, restaurants et hôtels	3,4	2,9	5,8	6,0	7,3	8,7	8,7	1,7	-2,9
Transport, stockage et communication	4,7	2,5	5,2	5,0	8,7	9,2	11,0	4,0	-1,2
Finances, assurances, immeubles et services aux entreprises	5,1	6,1	5,7	3,9	5,5	6,7	7,3	5,6	3,1
Services sociaux, communaux et personnels	1,8	-0,6	0,2	3,6	4,6	5,7	4,7	2,1	1,3

Source : Département national des statistiques, DANE

À la lecture de ces données, il est possible de faire plusieurs constats quant aux différents secteurs de l'économie colombienne. Le secteur agricole, sylviculture, chasse et pêche a toujours été positif. Le pourcentage le plus petit a été en 2001, avec 0,5 et le meilleur en 2002, avec 5,3. La croissance a été plutôt soutenue, avec une baisse à partir de 2008. L'exploitation des mines et des carrières donne des taux négatifs pour les deux premières années et en 2004, en 2003 et à partir de 2005, il est en croissance, sauf en 2007, où il y a eu une petite réduction. La pire année a été 2001, avec une croissance négative au PIB de 7,2. Par contre, 2009 a été la meilleure

année, avec un 11,3%. Quant à l'industrie manufacturière, en 2002, il y a eu une réduction par rapport à 2001, mais, à partir de 2003, la croissance a été remarquable, sauf pour les années 2008 et 2009, avec des pourcentages négatifs de -1,8 et -6,3. La meilleure année a été 2007, avec une croissance de 9,5%. Le secteur de l'électricité, gaz et eau n'a pas connu d'années négatives pendant la période étudiée. Sa plus petite croissance a été en 2002, avec 1,0%; tandis que sa meilleure année est survenue en 2001, avec une croissance de 3,3. Le secteur de la construction est celui qui a profité de la plus grande croissance, avec une seule année négative, soit en 2008, avec -0,3, et l'année la plus performante a été celle de 2003, avec une croissance de 14,7%. En ce qui concerne le secteur commerce, réparation, restaurants et hôtels, la seule année négative a été 2009, avec un -2,9. Ses meilleures années ont été 2006 et 2007, avec une croissance de 8,7% chaque fois. Le secteur transport, stockage et communication a lui aussi connu sa seule année négative en 2009, avec un -1,2. L'année la plus remarquable en termes de croissance a été 2007, avec un 11,0%. Le secteur des finances, assurances, immeubles et services aux entreprises n'a pas connu de chiffres négatifs au PIB. Sa meilleure année a été 2007, avec une croissance de 7,3%. Enfin, le secteur des services sociaux, communaux et personnels n'a connu qu'une seule année négative, soit en 2002, avec un -0,6; la meilleure année a été 2006, avec un 5,7% de croissance.

Nous avons dégagé la croissance moyenne de chaque secteur, en ajoutant les chiffres annuels et en les divisant par les années étudiées, soit 8. Voici le résultat :

Tableau 1.3 :
CROISSANCE MOYENNE DU PIB PAR SECTEUR ÉCONOMIQUE (2002-2009)

Secteur économique	Croissance moyenne du PIB
Agricole, forêts, chasse et pêche	3,02
Exploitation de mines et de carrières	3,00
Industrie manufacturière	3,40
Électricité, gaz et eau	2,43
Construction	10,20
Commerce, réparation, restaurants et hôtels	4,78
Transport, stockage et communication	5,55
Finances, assurances, immeubles et services aux entreprises	5,49
Services sociaux, communaux et personnels	2,70

Source : Département national des statistiques, DANE www.dane.gov.co

Nous avons fait le calcul à partir de 2002, année de la prise du pouvoir du président Uribe. La moyenne, pour les huit années, donne un résultat extraordinaire de 10,20 pour la construction, le secteur qui a le plus bénéficié du mouvement de l'économie. En deuxième lieu, on trouve le secteur de transport, stockage et communication, avec une moyenne de 5,55. Le secteur finances, assurances, immeubles et services aux entreprises n'est pas loin, avec une croissance annuelle moyenne de 5,49. Par la suite, il y a le secteur commerce, réparation, restaurants et hôtels, avec un 4,78. Suit l'industrie manufacturière, avec un 3,40. Ensuite, les secteurs agricoles, des forêts, chasse et pêche et de l'exploitation de mines et de carrières offre une croissance moyenne de 3,0 par année. Après, on y trouve le secteur des services sociaux, communaux et personnels, avec un 2,70 d'augmentation du

PIB. En dernier lieu, le secteur qui a le moins performé en termes d'augmentation du PIB total est le secteur électricité, gaz et eau, avec une amélioration moyenne de 2,43.

Tous les secteurs présentent de bonnes augmentations, malgré les effets de la crise financière mondiale de 2008. Cependant, comme nous l'avons constaté les affaires sont de plus en plus concentrées en peu de mains et la population générale colombienne ne profite pas de la création de la richesse. Pourtant, le président avait promis le contraire. Ici, nous pouvons prendre l'idée de Bettelheim, lui qui développe le concept de propriété capitaliste. Pour l'auteur, lorsque la propriété privée s'accumule entre les mains d'un individu, elle devient propriété capitaliste qui va lui donner des sources de revenus sans travail. Cette accumulation capitaliste passe de l'étape individuelle au social, en termes des sociétés par actions, de groupes, cartels, etc. Enfin, pour l'auteur, *la propriété capitaliste des uns suppose la non propriété des autres*. (Bettelheim, 1946 : 42)

D'ailleurs, nous croyons important de rappeler la définition d'accumulation donnée par Karl Marx, puisque c'est un terme qui revient souvent dans notre analyse. Mais, auparavant, il faut nous rapporter à la définition marxiste de la plus-value. Marx dit que la plus-value est la valeur prolongée au-delà d'un certain point (Mark, 1977 : 148). En d'autres mots, lorsque le capitaliste vend la marchandise une fois transformée par la force de travail, ce qui augmente la valeur d'échange de la dite marchandise au-delà des coûts des matières premières et *du travail socialement nécessaire pour la produire*, ce surplus de valeur transformé en argent, qui ne revient pas au travailleur, même si c'est lui qui a rajouté de la valeur à la marchandise, constitue la plus-value. Ainsi, l'accumulation est la transformation de la plus-value en capital. Marx ajoute que :

[...] de par son contenu véritable, le procès de reproduction sur une échelle élargie, qu'il s'agisse d'un agrandissement extensif par suite de la construction de nouvelles fabriques venant s'ajouter aux anciennes, ou d'un agrandissement intensif de l'exploitation à l'échelle existante (Marx, 1977 : 281).

Nous pensons qu'en Colombie se présente le deuxième cas de la reproduction élargie, soit l'intensification de l'exploitation, car la construction et l'agrandissement de fabriques étant peu ou pas remarquables, ce sont les appels à la productivité et à la dégradation des conditions du travail qui s'imposent pour la production marchande. Ce qui expliquerait, en partie, l'augmentation du chômage, en lien opposé avec l'augmentation de profits et de l'accumulation de capital.

D'ailleurs, en ce qui concerne la création d'emploi, nous avons recueilli les statistiques officielles. Nous les avons trouvées, annualisées, sur le site Internet de la Banque centrale colombienne, soit *El Banco de la República*, la Banque de la république. Voici les données du chômage et le pourcentage de la part du secteur informel :

Tableau 1.4 :
ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE ET DU TRAVAIL INFORMEL POUR
LA PÉRIODE 2001-2009

Année	% de chômage	% de travail informel
2001	13,5	60,5
2002	15,6	61,3
2003	12,3	60,60
2004	12,1	58,6
2005	10,4	58,7
2006	11,8	58,5
2007	9,9	56,6 ⁵⁵
2008	10,8	57,4 ⁵⁶
2009	12,0 ⁵⁷	58,3 ⁵⁸

Sources : Banque centrale colombienne : www.banrep.gov.co

Chambre de commerce de Bogotá : <http://camara.ccb.org.co>

Journal économique Portafolio : www.portafolio.com.co

En regardant les chiffres du taux de chômage, nous constatons qu'entre 2001 et 2002, il y a eu une augmentation de 2,10%, mais qu'entre 2002 et 2003, la réduction a été de 3,30%. Entre 2003 et 2004, l'amélioration a été de seulement 0,2%.

⁵⁵ Jusqu'ici, les chiffres proviennent toujours de la Banque centrale de la Colombie.

⁵⁶ Source : La Chambre de commerce de Bogotá.
Disponible en ligne <http://camara.ccb.org.co/contenido/contenido.aspx?conID=4847&catID=1>

⁵⁷ Nous avons fait le calcul, car pour 2009, la source n'était que mensuelle. Alors nous avons ajouté les taux des douze mois et puis divisé le total par douze.

⁵⁸ Source : Journal économique *Portafolio*.
Disponible en ligne : http://www.portafolio.com.co/economia/economiahoy_ARTICULO-WEB-NOTA_INTERIOR_PORTA-7272307.html

Par contre, entre 2004 et 2005, la réduction du chômage a été de 1,70%. Cependant, entre 2005 et 2006, le chômage regagne du terrain en 1,40%. À l’opposé, entre 2006 et 2007, le taux des chômeurs diminue de 1,90%. Les améliorations se sont stoppées par la suite. Ainsi, de 2007 à 2008, le chômage augmente de 0,9% et, finalement, entre 2008 et 2009, le taux de chômage remonte de 1,2 %. En ce qui concerne le travail informel, il est toujours haut. La période de 2001 à 2009 donne comme résultat du travail informel un taux de l’ordre de 58,95% par année en moyenne. Ces taux de la participation de l’économie informelle, qui ne symbolisent en réalité que la précarisation des travailleurs, sont les plus hauts de l’Amérique latine. Seule la Bolivie dépasse la Colombie (Ramírez-Guevara, 2006 : 15).

Néanmoins, nous devons mettre un bémol par rapport aux chiffres du chômage, car le gouvernement a ordonné de changer la méthodologie pour mesurer le taux de chômage, puisque celui-ci ne reflétait pas, d’après le président, la réalité du travail. Le quotidien *El Espectador*⁵⁹ a publié, le 15 septembre 2007, une note et une entrevue avec le deuxième directeur en l’espace de trois ans du DANE au sujet de la polémique entre les chiffres du DANE et les doutes du *Departamento Nacional de Planeación*, le Bureau national de la planification. Ces hauts chiffres de chômage et de pauvreté ne plaisaient pas au président, puisqu’ils allaient à l’encontre de la performance économique. On peut donc dire, suivant Ramírez et Guevara, que les taux de chômage en Colombie baissent sans créer de nouveaux postes de travail parce que le gouvernement a changé la méthodologie pour occulter la réalité (Ramírez-Guevara, 2006 : 1).

On sait que la pensée économique des capitalistes est toujours centrée sur le profit et l’accumulation des capitaux, aux dépens des salariés et de la consommation. Alors, il est tout à fait dans leur logique de s’entendre avec le pouvoir politique pour

⁵⁹ Disponible en ligne : http://www.elespectador.com/elespectador/Secciones_Detalles.aspx

profiter des rouages de l'État. En ce sens, l'État communautaire fournit le cadre parfait pour les affaires, tel qu'étudié jusqu'à présent, tout en profitant aux couches dominantes. Le développement, la création d'emplois, la croissance économique avec distribution de la richesse pour tous ainsi que la création d'un pays de « propriétaires » sont des objectifs qui ne cherchent que la légitimation des vrais buts : maintenir la domination politique d'un petit nombre de familles et bénéficier le plus possible aux couches économiques dominantes. Nous pouvons alors dire, rejoignant Weisskopf, que :

[...] la pensée économique et la réalité économique sont le reflet l'une de l'autre et s'influencent réciproquement, il est légitime de se servir des idées économiques comme des symptômes d'un système de valeurs général. [...] La science économique ou, plutôt, la philosophie morale, qui sous-tend le raisonnement économique, est un reflet du système de valeurs dominant de la période (Weisskopf, 1976 : 17).

Donc, le monde économique et le monde politique interagissent de façon plutôt harmonieuse dans les sociétés qu'ils contrôlent. L'État communautaire en est un exemple parfait. Par la construction et la diffusion des valeurs prônées par l'État communautaire, dont la croissance économique, les hommes d'affaires et les politiciens des classes dominantes ont réussi à aller chercher de la légitimité au sein même des classes dominées.

Conclusion

Lors de ce premier chapitre, nous avons étudié la façon dont le président Álvaro Uribe Vélez, élu pour la première fois en 2002 et réélu, après avoir modifié la Constitution nationale, en 2006, et dont la période s'est achevée le 7 août 2010, a permis la construction d'un État communautaire pour le bien de la Colombie.

Nous avons constaté que le contenu économique des plans de développement de 2003 et de 2006 était centré sur le développement, la croissance économique, la création d'emploi, le combat contre la pauvreté et la misère et la distribution de richesses pour tous. Mais, en fait, il s'agissait de créer l'ambiance propice pour que les bourgeoisies urbaines et rurales, ainsi que les intérêts étrangers, obtiennent la sécurité requise pour accroître leurs profits et leurs capitaux.

En ce sens, un discours développementaliste, inclusif et sécuritaire fut construit à partir du contenu économique de l'État communautaire. Ce discours fut repris et reproduit par toutes les couches dominantes, utilisant tous les moyens à leur disposition. Presque quotidiennement, les Colombiens entendaient les beautés de l'État communautaire, mais, surtout, les bien-fondés de la pièce maîtresse de cet État, soit la Sécurité démocratique. L'idée est que la Sécurité démocratique, en assurant la sécurité des investisseurs et des entrepreneurs, permet donc de nouveaux investissements. Ceux-ci créent de l'emploi et de la richesse qui profitent à tous. C'est ainsi que le discours idéologique dominant fut produit et reproduit, ayant comme corollaire la légitimation du système dominant. Comme l'a très bien exprimé Marx :

La classe toute entière les crée et les modèle à partir de ses fondements matériels et des conditions sociales correspondantes. Tel individu vers qui ils convergent par tradition et éducation peut bien s'imaginer qu'ils sont les véritables mobiles et le point de départ de son action (Marx, 1994 : 211).

De cette manière, les bourgeoisies dominantes ont pu jusqu'à présent augmenter exponentiellement leurs profits et accumuler des fortunes immenses, en dépit de la pauvreté et de la misère de la majorité des Colombiens. Ces capitaux ont même commencé à trouver de nouveaux marchés, sous la forme d'investissements directs dans plusieurs pays de l'Amérique latine et même au sein du *centre*

capitaliste. C'est-à-dire que les bourgeoisies financière et industrielle colombiennes ont commencé l'internationalisation à partir de la périphérie colombienne. L'un des premiers secteurs à internationaliser sa production, sans pour autant se délocaliser des frontières colombiennes, a été celui du ciment, avec la compagnie Argos, qui dispose maintenant de fabriques en Amérique centrale, dans les Caraïbes, notamment en Haïti, et même aux États-Unis. La finance a commencé son internationalisation, en commençant par *Bancolombia* (Banque de Colombie), la plus grosse banque nationale.⁶⁰ C'est la confirmation de l'un des postulats marxistes qui dit que l'industrie a besoin du marché mondial pour son développement. (Marx, 1994 : 22) D'autres secteurs ont suivi, dont celui pétrolier avec *Ecopetrol* (Compagnie colombienne de pétrole), qui fait des investissements dans plusieurs pays d'Amérique latine et dans le Golfe du Mexique, et l'électricité avec *ISA* (Interconnexion électrique S.A.), avec des investissements en Amérique latine, tout particulièrement dans la portion centrale. Ces deux dernières compagnies ont été partiellement privatisées.

Nous verrons plus bas, et très brièvement, le comportement des investissements directs étrangers et les investissements directs à l'étranger. Les chiffres sont donnés par la Banque centrale colombienne.⁶¹

⁶⁰ Autant *Argos* que *Bancolombia* appartiennent au même conglomérat économique, soit le *Grupo Empresarial Antioqueño*.

⁶¹ Voir les données en ligne : www.banrep.gov.co

Tableau 1.5 :
INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS EN COLOMBIE ET
INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS FAITS AILLEURS PAR LES ÉLITES
COLOMBIENNES POUR LA PÉRIODE 2001-2009

Année	Montants de l'investissement direct étranger en Colombie*	Montants de l'investissement direct fait par des Colombiens à l'étranger*
2001	2 592	16,10
2002	2 134	856,8
2003	1 720	937,7
2004	3 106	142,4
2005	10 252	4 661,9
2006	6 656	1 098,3
2007	9 049	912,8
2008	10 583	2 254,0
2009	7 201	3 024,6

Source : www.banrep.gov.co

* En millions de dollars étasuniens.

Les investissements directs étrangers ont connu de beaux chiffres à compter de 2004, les années 2008, 2005, 2007, 2009 et 2006 étant respectivement les plus remarquables, les investisseurs étant sûrement attirés par les belles occasions d'investissements et donc de profits alléchants. Pour sa part, la bourgeoisie colombienne tire elle aussi profit des opportunités qui sont offertes ailleurs, surtout en Amérique latine, pour investir une partie de ses capitaux accumulés en Colombie. En regardant le tableau, on constate qu'à partir de 2005, il y a des chiffres non négligeables qui apparaissent dans cette catégorie, surtout en 2005, 2009 et 2008.

C'est ainsi que, du point de vue économique, s'est construit et reproduit le discours dominant en Colombie, pour le bien de la démocratie. Voilà une des sources

de légitimation du système dominant colombien. Nous allons clore ce chapitre avec une question ouverte qui pourrait amener à d'autres réflexions : *Est-il possible qu'une situation injuste, comme celle que nous venons d'étudier, perdure dans le temps ? Combien de temps encore ? Et surtout, quoi faire pour changer l'ordre des choses ?*

CHAPITRE II

L'ACTION POLITIQUE DE L'ÉTAT COMMUNAUTAIRE : LÉGITIMATION D'UNE IDÉOLOGIE GUERRIÈRE ET UNIDIMENSIONNELLE.

Introduction

Depuis plus de cinquante ans, la Colombie est submergée dans un conflit social, politique, économique et armé. En principe, plusieurs gouvernements ont essayé, du moins en apparence, de trouver une solution. Nous pensons que ces processus se sont soldés en échecs, car l'objectif de trouver la *paix*, entendu ici non pas comme la solution globale aux injustices, mais seulement comme le silence des fusils, n'a pas été atteint puisqu'ils, ces processus de *paix*, n'ont pas réglé les problèmes structureaux dont souffre la Colombie. Les solutions présentées ne se sont attaquées que très superficiellement à quelques problèmes conjoncturels politiques ou sociaux. Donc, la structure hiérarchique, répressive, inégale, exploiteuse et dominatrice est restée et reste intacte.

En nous basant sur les mêmes documents qui ont été analysés lors du premier chapitre, nous nous concentrerons ici sur les aspects politiques, sociaux et culturels. En d'autres termes, nous allons décortiquer le contenu, la construction et la diffusion de l'idéologie dominante. Notre hypothèse centrale est la suivante : derrière la construction et la consolidation de l'État communautaire se dégage une idéologie politique militariste et pseudo-démocratique dominante qui sert les intérêts des bourgeoisies nationales dominantes. Afin de trouver une certaine légitimité chez les

groupes sociaux dominés, le président a utilisé une stratégie populiste. Dans le but de vérifier notre hypothèse, nous conserverons le cadre théorique matérialiste dialectique mis de l'avant jusqu'ici.

Lors des élections de 2002, le candidat présidentiel Álvaro Uribe Vélez a su profiter de la grogne médiatique et politique contre les ratés du président sortant Andrés Pastrana Arango face au processus de conversations avec les FARC. Il proposait alors la création d'un État communautaire ayant comme thème central la déroute militaire de la guérilla qui est, dit-on, la solution à tous les problèmes colombiens. De plus, le discours se voulait également social, spécialement dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et la misère, en facilitant la création d'emplois et l'amélioration des programmes sociaux, entre autres mesures proposées. Un troisième élément rassembleur concerne les propos contre la corruption, le clientélisme, etc. Sa proposition consistait à développer la Politique de Sécurité démocratique pour vaincre les guérillas, chercher la croissance économique par le biais du renforcement de la confiance des investisseurs et établir une cohésion sociale.

Pour leur part, les groupes de guérilla n'ont pas, jusqu'à présent, réussi à s'emparer du pouvoir par les armes, comme ils l'ont toujours voulu. Leur base sociale n'étant pas assez forte pour généraliser la guerre de guérillas, l'échec est presque certain ou, du moins, le triomphe révolutionnaire ne sera pas évident.⁶² D'autant plus que leurs actions armées étaient pour la plupart concentrées dans le milieu rural, avec des attaques nombreuses à l'infrastructure économique, mais sans menacer les pouvoirs centraux. Tout cela, en plus des difficultés économiques vécues par les

⁶² Ou, du moins, si l'on croit aux pensées révolutionnaires de Ché Guevara, pour qui la guerre de guérillas est une lutte des masses qui va au-delà de l'aspect purement militaire. La lutte doit être politique et militaire, car. « la guérilla est l'avant-garde numériquement inférieure de la grande majorité du peuple qui n'a pas des armes, mais qui exprime dans son avant-garde la volonté du triomphe » Ché Guevara cité par Martha Harnecker, 2000 : 19)

classes les plus pauvres, de la dégradation du conflit et de la complexité de celui-ci, a conduit à une fatigue généralisée de la population envers la *guerre*.

Depuis son arrivée au pouvoir, le président a gagné et maintenu une popularité hors pair au sein de la population colombienne. En effet, lors des nombreux sondages réalisés, dont celui fait entre le 26 et le 28 février 2010, son quota de popularité était de 67%,⁶³ parfois plus, parfois moins, mais presque toujours aux alentours de 70%, et cela en dépit des piètres résultats économiques pour les groupes sociaux les plus défavorisés qui ont vu leurs conditions de vie se dégrader. Les guérillas n'ont pas été vaincues non plus. Elles ont certes essuyé d'importants revers militaires, mais qui ne l'ont pas mis hors de combat pour l'obliger à se rendre. Quant aux groupes paramilitaires, ceux-ci ont signé un *accord de paix* avec l'État. En fait, des milliers de ses combattants ont été tout simplement intégrés à la société par la légalité, mais ses structures militaires et mafieuses sont toujours actives.

Dans ce chapitre, nous allons voir la manière avec laquelle Álvaro Uribe a polarisé comme jamais la société colombienne. Il a démonisé l'œuvre des politiciens alternatifs ainsi que le travail des ONG des droits humains, le tout pour imposer l'idéologie dominante, une sorte de « pensée unique » à la manière colombienne. Dans un premier temps, nous analyserons comment l'État communautaire mène l'action politique. Pour ce faire, nous allons réaliser un rapide parcours historique pour comprendre les racines de la violence comme manière de faire de la politique ainsi que les contestations qui en résultent. Ensuite, nous étudierons l'État et le paramilitarisme, la société et le narcotrafic. Quelques mots sur les partis politiques fermeront cette mise en contexte. Ensuite, nous aborderons la construction politique de l'État communautaire en portant une attention particulière au contenu idéologique.

⁶³ Quotidien El Colombiano, consulté le 19 avril 2010. Disponible en ligne : http://www.elcolombiano.com/BancoConocimiento/U/uribe_cede_puntos_en_popularidad/uribe_cede_puntos_en_popularidad.asp

Nous verrons aussi la stratégie de la Sécurité démocratique, ce qui nous permettra d'analyser l'idéologie dominante et ses mécanismes de diffusion. En deuxième lieu, nous nous concentrerons sur l'analyse de la superstructure juridique, législative et éducative ainsi que sur le poids des valeurs familiales de l'idéologie dominante.

2.1. Contexte historique

Dans la période coloniale et depuis l'indépendance face à la domination espagnole, en 1810, la Colombie a fait face à une régionalisation assez marquée. De telle sorte que chaque classe dominante régionale avait son territoire d'influence. C'était la dynamique coloniale qui imposait cette sorte de confinement régional. Par conséquent, lorsque la victoire pour la libération de l'assujettissement espagnol approchait, de violentes contradictions surgissaient au sein de ces classes dominantes, mais la déroute des forces occupantes espagnoles, grâce à l'active participation des esclaves, des autochtones et des métis, a été acquise. C'est ainsi qu'un projet d'État national fut mis en place, mettant progressivement fin aux différences juridiques, politiques et fiscales pour faciliter les échanges entre les diverses régions. C'est à partir de ce projet centralisateur, entamé à la fin du XIX^e siècle, que, selon Kalmanovitz, on peut commencer à parler d'une nation colombienne : « C'est à partir de cette unité politique que se conforment les bases du marché intérieur, perturbé par trois guerres civiles; c'est seulement après avoir consolidé ces bases qu'on pourra parler d'une nation colombienne ». ⁶⁴ (Kalmanovitz, 1997 : 95)

Par ailleurs, la rupture de la domination colonialiste et de la régionalisation qui prédominait posait un problème pour la direction politique. Il a fallu que la classe

⁶⁴ Traduction libre de : "Es a partir de esa unidad política que se conforman las bases del mercado interno, interferido por tres guerras civiles; sólo después de consolidadas aquéllas se podrá hablar de una nación colombiana" (Kalmanovitz, 1997: 95)

dominante s'attaque elle-même à la tâche de l'administration politique et qu'elle consolide l'État national. De cette manière, une classe dominante et dirigeante naquit pour dépasser les ruptures régionales. Cependant, la direction politique ne vient pas automatiquement avec la possession des richesses. Il faut d'abord créer un discours crédible qui mène à la direction politique ayant la légitimité la plus forte possible. En fait, comme le soutient Palacios : « Le leadership politique s'exerce sur le plan de l'idéologie et de l'action, autrement dit, sur le plan de l'organisation politique créée subjectivement et intentionnellement. »⁶⁵ (Palacios, 1995 : 166) L'auteur soulève également l'idée que ces aristocraties devaient confronter deux problèmes issus de l'indépendance. D'abord, construire une idéologie dite nationale capable de joindre les intérêts de toutes les couches dominantes qui avaient participé à la guerre de libération et les faire converger vers un projet politique et social et, ensuite, « recréer les structures étatiques indispensables pour étendre la domination sur toute la société et diriger politiquement la 'nation'. »⁶⁶ (Palacios, idem)

Pour cet auteur, la période postcoloniale garde la même structure locale et régionale, sauf en ce qui concerne la colonisation entreprise de l'intérieur par les *antioqueños*.⁶⁷ Il postule qu'il y a eu également une ruralisation généralisée et une faible connexion avec le commerce international. Néanmoins, une industrie naissante commença à se développer dans les principaux centres urbains.

⁶⁵ Traduction libre de: "El liderazgo político se ejerce en el plano de la ideología et de la acción, es decir, en el plano de la organización política creada subjetiva et intencionalmente." (Palacios, 1980 : 1664)

⁶⁶ Traduction libre de: "recrear las estructuras estatales indispensables para extender la dominación sobre toda la sociedad y dirigir políticamente la nación." (Palacios, idem)

⁶⁷ C'est l'ethnonyme des gens habitant le département d'Antioquia, très connus au pays pour leur esprit colonisateur, marchand et débrouillard, avec une pensée plutôt conservatrice. Autour de ces caractéristiques s'est construit tout un mythe au niveau national qui laisse entendre à l'occasion une sorte de "supériorité" de cette "race".

Pour le monde politique, les libéraux ont développé un discours *radical*, mais également élitiste, créant des divergences idéologiques avec les autres factions de la classe dominante. Ils poussent ces organisations politiques, qui ont été formées entre 1827 et 1845, vers la consolidation du pouvoir politique. La polarisation politique commence à gagner du terrain. Un point crucial, traité par Palacios dans l'ouvrage déjà cité, est le *caciquisme* politique, mis en place par les oligarchies dominantes à travers les partis politiques. Ainsi se construit tout un réseau de caciques régionaux à partir de deux partis dominants, soit le parti libéral et le parti conservateur. Deux objectifs fondamentaux les unissent : articuler les caciques avec les bases populaires régionales et légitimer le système dit démocratique mis en place.

Les différences idéologiques et politiques qui, avec le temps, s'étaient cimentées, conduiraient à la résolution des conflits par le biais des luttes armées, connues sous le nom de guerres civiles. Cependant, le motif principal de ces luttes était de rester au pouvoir pour les uns, tandis que leurs adversaires voulaient les déloger. Justement, c'est après *la guerre des trois ans*, entre 1889 et 1902, que la Colombie a perdu le Panama, alors que les séparatistes furent appuyés par les États-Unis, en 1903.

Du côté de la domination politique de l'État, il est important de souligner que le conservatisme s'est maintenu au pouvoir pendant 45 ans grâce aux réélections continues, de 1885 jusqu'à 1930 (Kalmanovitz, 1997 : 346). Aux élections de 1930, les conservateurs s'étaient abstenus de présenter un candidat pour la présidentielle. La fatigue semblait dominer l'électorat. Ils ont alors « permis » le triomphe libéral. Les conservateurs avaient exclu les libéraux par des manœuvres que la constitution de 1886 leur permettait, mais en ayant aussi recours à la fraude, comme dans l'élection de 1897 (Zambrano - Rodríguez, 1999 : 709).

Ces luttes politiques ou armées, selon le degré des contradictions, ont été, dans une grande mesure, poussées par les gros propriétaires terriens comme forme de maintien de la domination de ces élites terriennes appuyées par les partis politiques. Ainsi, une grande partie du début et de la moitié du XX^e siècle tourne autour des formes violentes de pouvoir. Ainsi, pour Guillén, « également, la violence récurrente de 1930 à 1964 est le prix que la domination *hacendaria* [des gros propriétaires terriens] paie pour maintenir sa capacité de modernisation par des alliances stratégiques et fondamentales. »⁶⁸ (Guillén, 1996 : 399). La violence est donc une autre forme de pratique politique. Un autre auteur, Ortiz, affirme que les libéraux et les conservateurs avaient commencé à organiser des groupes armés permanents dès la fin de la décennie de 1940 comme « expression de la violence partisane »⁶⁹ (Ortiz, 1990-1991 : 246).

Durant les élections de 1946 surgissait une figure politique libérale qui fut capable de mobiliser les masses comme jamais auparavant : Jorge Eliécer Gaitán, se présentant comme la voix du peuple. Il avait pris la tête du parti libéral et, malgré son discours moins radical, une partie des élites dominantes le voyait comme un danger potentiel. Gaitán fut assassiné le 9 avril 1948. Le jour même, un mouvement spontané des masses, actif particulièrement à Bogotá, a pris d'assaut les rues pour manifester violemment leur colère et questionner le pouvoir des élites dominantes. Elles ont été tassées par l'armée.

Conscientes du danger, les élites conservatrices et libérales ont tissé des liens de solidarité. En même temps, presque dans tout le pays, des manifestations violentes sont devenues quotidiennes, avec l'appui manifeste ou déguisé de dirigeants du parti

⁶⁸ Traduction libre de: "Igualmente, la violencia recurrente de 1930 a 1964 es el precio que la dominación «hacendaria» paga por mantener su capacidad de poder modernizador a través de alianzas estratégicas y fundamentales". (Guillén, 1996: 399)

⁶⁹ Traduction libre de: "Expresión de la violencia partidista" (Ortiz, 1990-1991: 246)

libéral autant que conservateur. L'idée était de faire sortir les masses paysannes et populaires et de les pousser à se confronter au nom des partis. Il fallait écraser l'ennemi. Mais ce n'est pas tout. Le parti conservateur au pouvoir utilise les forces de l'État pour anéantir à mort les libéraux, tandis que ceux-ci ont créé des corps armés pour mater les paysans conservateurs. Il est intéressant de noter, suivant Guillén, que la violence était particulièrement acharnée là où le pouvoir foncier était fort. Dans les régions qui n'étaient pas dominées par les *terratenientes*, les luttes furent moins brutales. Le même auteur affirme que les luttes étaient encouragées par des stimulations traditionnelles : « l'appropriation des terres de l'adversaire, la promesse d'emplois dans la fonction publique, la satisfaction des vengeances personnelles, chaque fois plus nombreuses et terrifiantes ». ⁷⁰ (Guillén, 1996 : 452) Cette période est connue en Colombie pour sa violence, qui perdure de 1948 jusqu'à 1958, approximativement.

Les gros propriétaires fonciers ont poussé une masse paysanne peu éduquée et dépendante économiquement des *señores* de la terre à se battre brutalement. Les conséquences furent catastrophiques, autant en pertes matérielles qu'en vies humaines. Il est assez difficile de savoir le nombre total et réel de morts, car les chiffres varient selon les sources. Ce qui ne laisse pas de doute, c'est que les victimes se comptent par milliers. Pour donner une idée, nous retenons le chiffre de 135 000 morts, avancé par Guillén. L'auteur affirme que cette lutte sanglante n'était pas une lutte de classes. Les deux formations politiques avaient des partisans dans toutes les branches sociales. La violence exprimait alors « le "hidalguismo" individuel et corrompue. [...] Les Colombiens se tuent, précisément lorsqu'ils appartiennent à la

⁷⁰ Traduction libre de: "apropiación de tierras del adversario, promesa de empleos públicos, satisfacción de venganzas personales, cada vez más numerosas y aterradoras." (Guillén, 1996: 452)

même classe sociale; presque jamais lorsque les séparent des sentiments économiques ou des différences de rang ». ⁷¹ (Guillén, 1963 : 183)

C'était alors une lutte partisane du pouvoir menée par le bas, mais dirigée par le haut, qui pouvait se comprendre dans les divergences au sein des classes dominantes. Ces disputes impliquaient les gros propriétaires fonciers, désireux de maintenir et d'accroître leurs propriétés terriennes, source de prestige, de richesse et de pouvoir, et les bourgeoisies naissantes, commerciales et industrielles.

Néanmoins, dans quelques régions du pays, notamment dans la région connue comme *Los Llanos*, à l'Est et au Sud-est du pays, la lutte avait commencé à prendre une autre envergure. Des leaders paysans commençaient à mettre en question l'immense concentration des terres et les pouvoirs mis en place qui leur servaient de support. Des groupes opprimés ont ainsi commencé à attaquer quelques propriétés des élites dominantes. Celles-ci ont vite compris qu'il fallait mettre un terme à la violence partisane pour éviter le danger d'une mise en cause généralisée du système dominant. En d'autres termes, elles doivent reprendre les armes des groupes qu'elles avaient elles-mêmes armés. D'autre part, au début des années 1950, l'homme politique conservateur au pouvoir, Laureano Gómez, n'était pas appuyé par l'aile la moins conservatrice de son parti. Bien sûr, les libéraux s'opposaient aussi à ses politiques, jugées trop extrêmes.

En analysant cette situation, Kalmanovitz avance qu'il s'agissait ni plus ni moins « d'une crise d'hégémonie politique à l'intérieur du bloc de pouvoir ». ⁷² (Kalmanovitz, 1997 : 402) Le même auteur dit que, pour régler leurs différences,

⁷¹ Traduction libre de: "el "hidalguismo" individual y corruptor (...) Los colombianos se asesinan, precisamente cuando pertenecen a la misma clase social; casi nunca cuando los separan resentimientos económicos o diferencias de rango". (Guillén, 1963: 183)

⁷² Traduction libre de: "una crisis de hegemonía política dentro del bloque de poder" (Kalmanovitz, 1997: 402)

mais surtout pour stopper l'ambiance insurrectionnelle qui avait commencé à s'installer au sein des masses, la branche du parti conservateur qui représentait les intérêts de l'agriculture caféière et les libéraux ont comploté un coup d'État. C'est ainsi que le général Álvaro Rojas Pinilla arrive à la tête de l'État. Sa première tâche était de mater les foyers de résistance qui avaient commencé à prendre de l'ampleur. Rojas avait aussi l'appui des organismes du patronat. Au début, les décisions économiques et sociales, toujours selon Kalmanovitz, ne causaient pas de problème car elles étaient prises par la bourgeoisie agro-exportatrice qui pouvait compter sur ses alliés occupant des postes politiques et la haute fonction publique. Par la suite, Rojas a voulu mettre en place son propre programme, qualifié de populiste par les historiens. Mais le bloc au pouvoir s'était déjà reconstitué et un nouveau putsch fut orchestré en 1957 pour chasser le général. Une junte militaire s'installa au pouvoir, pendant une courte période, avec l'accord des élites dominantes.

Afin que le pouvoir revienne aux civils, un accord de partage du pouvoir a été conclu. Il s'agissait d'occuper la présidence par alternance, soit un mandat pour les libéraux, le suivant pour les conservateurs, et ainsi de suite. Toute la bureaucratie de l'État devait être partagée à 50% entre les deux formations politiques. Les élections devaient tout de même continuer pour cimenter la *démocratie*. Le nom de cet accord? El Frente Nacional (le Front national). Cet accord avait la caution des pouvoirs économique, militaire et ecclésiastique. Pour le faire respecter, il fut inscrit à la Constitution nationale. Le pacte a été effectif entre 1958 et 1974. Par la suite, la situation *normale* est revenue. C'est-à-dire que les élections se déroulaient sans irrégularité majeure. Même si, officiellement, il n'y avait plus d'alternance et que le système se disait ouvert, les partis libéral et conservateur ont continué à dominer le monde politique. Et lorsqu'un parti était au pouvoir, beaucoup de bureaucrates de l'autre parti étaient chassés. Les deux partis le faisaient. Tout ceci montre clairement que malgré les divergences au sommet des classes dominantes, lorsqu'il s'agit de sauver le système qui leur est favorable, et que l'intérêt de la classe dominante est

menacé, les factions qui composent cette dernière tendent à s'unifier pour réaliser leur intérêt de classe (la poursuite de leur domination). En Colombie, le tout se passe sous un rouage *démocratique*. Nous pouvons extrapoler l'idée de Marx, lorsqu'il faisait l'analyse de la France de juin 1848 et juin 1849, pour qui « la République constitutionnelle, c'est la dictature de ses exploités » (Marx, 2002 : 114-115). Silva Colmenares rejoint ici Marx en soutenant que « la concentration économique implique la concentration politique » ⁷³ (Silva Colmenares, 1977 : 306). Le développement du système démocratique converge de plus en plus vers un exécutif fort, avec un rôle du pouvoir présidentiel plus important, au détriment des pouvoirs législatif et judiciaire. Le tout est un développement logique du système capitaliste qui, par le processus historique de son mode de production, tend vers la concentration et la centralisation du capital et du pouvoir.

Toutefois, des gens ont commencé à se réveiller, en premier lieu en tant que mouvements spontanés ou de survie, puis en mouvements sociaux ou armés. Plusieurs auteurs ont étudié la manière dont cela s'est produit. Par exemple, Pizarro dit que, dans les années 1950, des groupes d'autodéfense paysanne ou de guérillas libérales et communistes se sont formés, mais comme moyen de résistance à la violence officielle, donc davantage comme moyen de survie qu'un projet politique organisé. (Pizarro, 1996 : 21). Un autre auteur, Medina, souligne que des groupes de paysans armés existaient déjà avant la formation des groupes de guérilla tels que nous les connaissons aujourd'hui. Dans ce sens, il situe l'année 1964 comme étant l'origine des Forces armées révolutionnaires de la Colombie (FARC-EP), premier groupe de guérilla à être créé à la suite de plusieurs attaques militaires des forces de l'État contre ces groupes révolutionnaires naissants. Pour sa part, l'Armée de libération nationale (ELN) naquit en janvier 1965 (Medina, 2006 : 40).

⁷³ Traduction libre de: "la concentración económica implica la concentración política". (Silva Colmenares, 1977: 306)

Il est important de se rappeler que ces groupes ont surgi dans un contexte international de *Guerre froide* entre les États-Unis et l'Union des républiques socialistes soviétiques. De plus, le triomphe de la révolution cubaine apportait beaucoup d'espoir aux projets révolutionnaires, non seulement en Colombie, mais presque partout en Amérique latine. Étant dans la sphère de domination des États-Unis, la répression suivait aussi les directives du Nord. Concrètement, en Colombie, la nouvelle vision sécuritaire allait suivre après que des groupes de paysans se soient réunis pour occuper des territoires dont ils faisaient la gestion locale avec les communautés. C'est dans ce contexte que, selon Gilhodès, se met en branle le plan LASO (Latin American Security Operation) pour mater ces mouvements et se réapproprier des territoires occupés. Pour se faire, le plan

[...] concrétise l'objectif et les moyens de cette reconquête avec l'assistance de conseillers militaires des États-Unis. Une longue préparation psychologique, un effort de renseignement sont mis en route. Systématiquement on assimile ces communistes aux bandits, on tente d'acheter les uns [...], on infiltre des agents, etc. (Gilhodès, 1974 : 381)

Malheureusement, l'auteur n'indique pas la date ou même l'année qui nous permettrait de vérifier si ce plan comprend aussi la création des groupes paramilitaires, dont nous étudierons la naissance et le développement dès maintenant.

2.1.1 L'État, la stratégie paramilitaire et l'imposition d'une branche sociale émergente

Comme nous l'avons dit plus haut, tant les libéraux que les conservateurs organisaient des groupes armés privés. Il s'agissait, pour les uns, de s'attaquer au pouvoir ou, pour les autres, de défendre celui-ci en aidant le bras armé officiel. Peu de temps après, vers 1954, les deux camps engagèrent des assassins à gages appelés

los *pájaros*, les oiseaux. Ceux-ci seraient les précurseurs de leur version contemporaine, en action individuelle, du tueur à gages ou de groupes paramilitaires. Dans ce sens, Ortiz est d'avis que « Les *pájaros* de tous les plumages auraient été, sans aucun doute, les précurseurs des *sicarios* d'aujourd'hui, et les bandes protégées par l'armée et la police, les prédécesseurs les plus proches de ceux qu'on appelle aujourd'hui groupes d'autodéfense et groupes paramilitaires » ⁷⁴ (Ortiz, 1990-1991 : 247)

Plus tard, dans la foulée de la révolution cubaine et en lien avec la stratégie étasunienne de ne plus tolérer de révolutions dans sa cour arrière, l'État colombien adopta une stratégie contre-insurrectionnelle suivant les directives dictées par un haut gradé de l'armée étasunienne. C'est ce qu'a découvert le prêtre Javier Giraldo. Dans un livre publié en 2003, le prêtre Giraldo soutient que la directive était contenue dans un supplément secret qui rapporte la visite au pays du général Yarbrough, directeur du Centre d'investigations de l'école de guerre spéciale de Fort Bragg (en Caroline du Nord) en 1962 (Giraldo, 2003 : 42-43). Le texte cité indique qu'il faut

[...] sélectionner du personnel civil et militaire en vue d'un entraînement clandestin dans des opérations de répression [...] en vue de développer une structure civique et militaire [...] (qui) sera utilisée pour appuyer les changements en cours, nécessaires pour mettre en branle les fonctions de contre-agents et de contre-propagande et, dans la mesure des besoins, inciter les sabotages et/ou les activités terroristes paramilitaires contre les partisans connus du communisme.⁷⁵ (Giraldo, 2003: 42-43)

⁷⁴ Traduction libre de: "Los *pájaros* de todos los plumajes habrían sido, sin lugar a duda los precursores de los *sicarios* de hoy, y las cuadrillas auspiciadas por Ejército y Policía, el precedente más cercano de los hoy llamados *grupos de autodéfensa* y *grupos paramilitares*" (Ortiz, 1990-1991: 247) (L'Italique est dans le texte original)

⁷⁵ Giraldo soutient que le texte est archivé à la casse 319 des Archives de Sécurité nationale, Bibliothèque Kennedy et il est cité par McClintock Michael, « Instruments of Statecraft », Pantheon Books, New York, 1992, p. 222

⁷⁶ Traduction libre de: "Seleccionar personal civil y militar con miras a un entrenamiento clandestino en operaciones de represión (...) con miras a desarrollar una estructura cívico militar (...) (que) se

Le même auteur affirme que la directive en question a été légalisée par l'État colombien par le biais du Décret 3398 de 1965. Par exemple, l'article 33 « autorise à remettre aux civils des armes dont l'usage est réservé aux forces armées » et l'article 25 « à utiliser la population civile pour des tâches militaires »⁷⁷ (Ibidem). Finalement, Giraldo montre que cette directive a été suivie à l'aide d'un nombre important de manuels de stratégie contre-insurrectionnelle qui ont été enrichis par des traductions d'autres pays, mais aussi de certains produits en Colombie. L'auteur dit que tous ces documents et mécanismes ont trois caractéristiques : « 1) Impliquer la population civile dans le conflit armé. 2) Prendre la population civile comme cible ou objectif de l'action contre-insurrectionnelle de l'État. 3) Éradiquer une forme de pensée, marquée de l'étiquette de "communisme" »⁷⁸ (Giraldo, 2003 : 43)

Cette stratégie débilite l'un des postulats de l'État libéral moderne, soit celui du monopole étatique de la force. Face à l'impuissance des forces étatiques légales de protéger les biens et la sécurité des classes les plus aisées, celles-ci se tournent de plus en plus vers la puissante et profitable industrie privée de sécurité, dont les paramilitaires constituent la branche la plus visible, mais non la seule. À ce propos, Jorge Orlando Melo soutient que

Une des premières réponses à l'érosion de la fonction policière fut l'essor des organisations privées de sécurité. Depuis plusieurs années une bonne partie des citoyens, en particulier dans les couches économiques les plus aisées, se sont sentis obligés de recourir aux mécanismes de sécurité privée

usará para presionar cambios sabidos, necesarios para poner en marcha funciones de contra-agentes y contra-propaganda y, en la medida en que se necesite, impulsar sabotajes y/o actividades terroristas paramilitares contra los partidarios conocidos del comunismo". (Giraldo, 2003: 42-43)

⁷⁷ Traduction libre de: "autoriza entregar armas de uso privativo de las fuerzas armadas a civiles" "utilizar a la población civil en tareas militares". (Ibidem)

⁷⁸ Traduction libre de: "1) Involucran a la población civil en el conflicto armado. 2) Ponen a la población civil como blanco u objetivo de la acción contra-insurgente del Estado. 3) Miran a erradicar una forma de pensar, marcada allí con la etiqueta de «comunismo»". (Giraldo, 2003: 43)

pour protéger leurs propriétés, et la fonction policière dépendante du gouvernement a été en bonne partie remplacée par des organismes de droit privé. [...] L'incapacité de l'État à garantir la sécurité individuelle a même occasionné à ce qu'en certaines occasions des porte-paroles étatiques aient invité la population en général à organiser sa propre défense et à s'armer pour la cause, comme ce fut le cas en 1978, lorsque le ministre de la Défense d'alors, le général Luis Carlos Camacho Leyva, invita la population à assumer sa propre défense.⁷⁹ (Melo, 1999 : 5-6)

Avec les idées que nous venons de souligner, nous voulions faire remarquer quatre éléments importants dans le conflit colombien : 1) Les partis traditionnels ont utilisé des méthodes violentes tout au long de leur existence. En principe, la violence était utilisée pour se combattre entre eux, mais par le bas, c'est-à-dire en poussant les masses à s'entretuer pour la défense des idéaux. Cependant, la force se met en branle pour combattre les masses ou de tierces forces lorsque l'ordre établi est mis en question. 2) La technique paramilitaire n'est pas nouvelle. Ses origines remontent aux alentours de la moitié du XX^e siècle et elles perdurent encore aujourd'hui. 3) Les groupes paramilitaires ne constituent pas une troisième force, tel que les dirigeants de l'État veulent le faire croire. Dès leur création, ils ont été formés sous l'égide de l'État, soit de manière officielle, comme le rappelle le prêtre Giraldo, ou soit par des formes plus officieuses, comme c'était le cas au cours des dernières années. 4) L'objectif central de cette stratégie est de protéger, reproduire et faire perdurer les intérêts économiques et politiques des classes dominantes, tout particulièrement ceux de gros propriétaires terriens. En fait, comme le dit Rosa Luxemburg,⁸⁰ le capitalisme

⁷⁹ Traduction libre de: "Una de las primeras respuestas a la erosión de la función policial fue el auge de las organizaciones privadas de seguridad. Desde hace bastantes años buena parte de los ciudadanos, en particular en los estratos económicos más elevados, se han sentido obligados a recurrir a mecanismos de seguridad privados para proteger sus propiedades, y la función policial dependiente del gobierno ha sido en buena parte desplazada por organismos de derecho privado. [...] La incapacidad del Estado para garantizar la seguridad individual ha llevado incluso a que en algunas ocasiones voceros suyos hayan invitado a la población en general a organizar su propia defensa ya (sic) armarse para ello, como ocurrió en 1978, cuando el ministro de la Defensa, general Luis Carlos Camacho Leyva, invitó a la ciudadanía a asumir su propia defensa". (Melo, 1999: 5-6)

⁸⁰ Luxemburg, Rosa. Œuvres IV l'accumulation du capital (II), p. 40-42

a besoin de la violence pour détruire l'économie qu'elle appelle naturelle et, par le fait même, les organisations sociales centrées sur le partage collectif des moyens de subsistance, donc de la production non marchande. La violence est elle aussi employée pour s'approprier des ressources naturelles, comme la terre. C'est exactement ce qu'on voit en Colombie dans le processus actuel du paramilitarisme qui chasse la paysannerie de ses terres. On pourrait ajouter un nouvel élément aux précédents, qui est celui d'ouvrir l'engrenage légal pour l'institutionnalisation d'une nouvelle branche sociale émergente.

En analysant la situation politique contemporaine, un autre élément s'avère fondamental pour mieux comprendre l'enjeu politique et idéologique des dernières années. Il s'agit de mettre dans la légalité une branche sociale créée à partir de l'expérience paramilitaire, en lien étroit avec l'économie illégale, dont la tranche du trafic de stupéfiants est centrale. Pour ce faire, il est important de se rappeler que les groupes d'autodéfense et les groupes paramilitaires ont été formés dans la partisanerie. Ils servent aussi comme moyen alternatif ou complémentaire de lutte contre-insurrectionnelle. Écraser la contestation armée et politique a comme toile de fond l'accentuation des richesses terriennes et des ressources naturelles des bourgeoisies nationales et internationales.

Avec la montée en puissance des groupes paramilitaires, une nouvelle et influente branche sociale se forme : celle des *barons* de l'économie informelle, ou des barons de la guerre, comme les appelle Duncan (Duncan, 2005). Celle-ci obtient la plupart de ses profits par le marché de la drogue, mais aussi en imposant ses « services de sécurité » aux compagnies et aux individus qui se voient imposer une taxe de « sécurité », que ce soit à la campagne ou dans les quartiers qu'ils contrôlent en ville. Leur richesse est aussi composée de terres volées ou « achetées » bon marché aux paysans qui étaient priés d'accepter leurs offres.

Cette nouvelle branche sociale a besoin de s'intégrer à la société de façon régulière, et non en semi-clandestinité. Il lui faut aussi incorporer ses importants capitaux dans la légalité. En ce sens, ces barons ont amorcé leur influence lors des élections municipales, régionales et nationales. Ils ont commencé par faire des campagnes d'appui aux candidats qui leur étaient favorables. Sinon, ils menaçaient les candidats et les populations qui ne se soumettaient pas à leurs exigences. Il faut néanmoins dire que, dans certaines municipalités, les groupes de guérilla faisaient à leur tour campagne en faveur ou contre des candidats, mais dans une moindre mesure, en raison de la conquête d'une bonne partie du territoire national par les groupes paramilitaires. De cette façon, les groupes paramilitaires ont infiltré toutes les branches de l'État, allant même jusqu'à remplacer le clientélisme politique traditionnel pour celui armé. Duncan décrit le processus d'infiltration de la manière suivante :

Ce qu'ont fait les réseaux mafieux pour infiltrer les gouvernements des villes est de financer les campagnes des candidats qui adhèrent au réseau comme pivots opérationnels ou d'échange, dans le but d'obtenir le vote par conscience ou clientélisme. Les réseaux traditionnels des politiciens clientélistes ont été supplantés par des acteurs supportés par les barons de la guerre, qui par le biais de l'intimidation, d'un financement sans précédents et, à l'occasion, de travail social dans les communautés exclues, ont réussi à dominer les élections dans les villes où, avec toutes les failles du système politique clientéliste, elles fonctionnaient auparavant avec un minimum d'institutionnalisation démocratique.⁸¹ (Duncan, 2005 : 42)

⁸¹ Traduction libre de: "Lo que han hecho las redes mafiosas para infiltrar los gobiernos de las ciudades es financiar las campañas de candidatos que se adhieren a la red como nodos operativos o de intercambio, bien sea para obtener votación en conciencia o clientelista. Las redes tradicionales de políticos clientelistas han sido suplantadas por actores soportados por los señores de la guerra, que a través de la intimidación, la financiación sin precedentes y, en ocasiones, el trabajo social en comunidades excluidas, entraron a dominar las elecciones en ciudades donde, con todos los defectos del sistema político clientelista, funcionaba un mínimo de institucionalidad democrática". (Duncan, 2005: 42)

Les groupes paramilitaires ont entamé le processus pour acquérir du pouvoir politique en soumettant directement des candidats ou en appuyant d'autres lors des élections. Maintenant, il est connu qu'ils contrôlent une bonne partie du congrès national (entre 30% et 35%, selon les déclarations de l'un de ses chefs, Salvatore Mancuso). Leur pouvoir politique est présent dans certains postes de gouverneurs et dans des dizaines de mairies. Dans leur quête de légitimité, ils ont signé un accord politique clandestin avec des élus. Le document, signé le 23 juillet 2001, s'appelle l'Accord du Railito.⁸² Le dit document, classé confidentiel et secret, contient le cadre général de ce que les signataires appellent le nouveau contrat social pour refonder la « patrie ». Ce que nous pourrions nommer les « principes » de ce « nouvel État » ne sont que la reprise d'une partie du préambule et de deux articles de la Constitution nationale, ainsi que de deux articles de la Déclaration universelle des droits humains. Le document souligne que la signature apposée par chacun des signataires est volontaire. Trente-cinq personnes l'ont signé : quatre paramilitaires de l'État-major de leur armée, deux gouverneurs de département, sept représentants à la Chambre, un représentant suppléant à la Chambre, un gérant d'un institut de développement régional, un ancien député, quatre sénateurs, cinq maires de villes, un ancien maire, un élu municipal, quatre fonctionnaires municipaux, le gérant⁸³ du parti conservateur, un journaliste et deux éleveurs de bétail. Les élus et les fonctionnaires sont issus du fief des paramilitaires, les départements de Sucre, Córdoba, Bolívar et Cesar.

Ce document a été rendu public grâce au témoignage des paramilitaires repentis et constitue une des preuves maîtresses de la poursuite criminelle contre plusieurs élus municipaux, régionaux et nationaux. Tout le scandale est connu sous le nom de la *parapolítica*, qui a permis jusqu'à présent de découvrir que l'étendue de

⁸² Railito fait référence au nom du village où l'accord a été signé.

⁸³ Il n'est pas précisé s'il travaille au national, au régional ou au municipal.

l'accord paramilitaire-politiciens-armée-*gremios*⁸⁴ était beaucoup plus vaste. Présentement, plus d'une cinquantaine de membres du congrès sont poursuivis en justice, dont une vingtaine déjà condamnés dans ce processus. Tous font partie de la coalition au pouvoir, dont le cousin du président et le frère du ministre des affaires politiques et de la justice. Tout ceci a été révélé par les journaux nationaux.

Pour revenir sur le lien entre l'économie formelle capitaliste et l'économie illégale, nous nous appuyons sur une étude récente faite par le groupe interdisciplinaire des études politiques et sociales Theseus, issu du Département de science politique de la faculté de Droit, sciences politiques et sociales de l'Université nationale à Bogotá. Ce groupe a organisé un séminaire intitulé « Capitalisme criminel et organisation mafieuse de la société » qui a eu lieu les 17 et 18 avril 2007. À partir de cet événement, les responsables ont publié un livre sur le sujet. Dans ce sens, nous voulons attirer l'attention sur la réflexion faite par des chercheurs du groupe Theseus : l'imbrication entre l'économie formelle et sa branche illégale est facilitée par la financiarisation de l'économie mondiale et son lot de mesures de libéralisation des échanges et de déréglementation des marchés visant une plus grande et profitable mobilité des capitaux. Les chercheurs soutiennent que :

La phase de l'accumulation flexible de financiarisation du capitalisme et ses dispositifs disciplinaires ont réadapté (capté) les fonctions de l'État. Comme postulat initial, nous pourrions dire que la tendance d'incorporation de l'économie capitaliste "met en crise" le circuit légal/illégal de l'accumulation. L'incertitude entre la légalité et l'illégalité permet d'identifier une "zone grise" exempte des expressions criminelles dans la phase actuelle du capitalisme, qui rend possible les conditions d'émergence pour les nouvelles formes d'accumulation, en apparence légales, mais qui, en réalité, sont le produit d'activités illégales. Les forces qui poussent l'essor économique et politique des réseaux mondiaux d'accumulation illégale ont profité des conditions qu'offre la phase de

⁸⁴ Le terme « *gremios* » fait référence aux organismes, essentiellement économiques, créés par les élites dominantes pour se rassembler juridiquement selon les identités et les intérêts économiques, politiques et sociaux des diverses branches de l'économie nationale.

financiarisation du capital, en particulier grâce aux politiques de libéralisation et de déréglementation économiques qui facilitent la mobilité des capitaux.⁸⁵ (Estrada et Moreno, 2007:31)

Pour Estrada, *El Paraestado*,⁸⁶ le para État, qui s'est formé dans les années 1980 et s'est consolidé dans les années 1990 et aux débuts du présent siècle, a permis de créer un lien entre les chefs d'entreprise de la cocaïne et les secteurs légaux du capitalisme, qui ne se résume plus qu'à un simple laisser-faire de la part de l'État. Il faut l'institutionnaliser, comme nous l'avons dit un peu plus haut. C'est donc le moment de légaliser les capitaux et d'inclure dans la société formelle ces « nouveaux » capitalistes. Pour ce faire, le gouvernement d'Uribe a entrepris, dès son mandat en 2002, la mise en place de tout un cadre législatif et juridique pour permettre aux *barons* de la mafia paramilitaire de s'intégrer dans la société colombienne. Bien entendu, l'idée vendue à la population était que ces nouvelles lois permettraient d'intégrer les combattants de tous les groupes armés illégaux à la société, pas nécessaire vers la paix. Ainsi, une série de mesures furent prises dans ce sens. La Loi 791 de 2002 réduit la prescription de la possession de terres de 20 ans à 10 ans. Rien pour rassurer les petits paysans qui ont dû fuir leurs terres. La loi 975 de Justice et paix de 2005 vise à permettre la démobilisation des combattants armés, essentiellement des paramilitaires. La réforme du code des mines, soit la loi 1382 de 2010, vise quant à elle à favoriser l'octroi des droits de possession aux nouveaux possesseurs des mines laissées par les mineurs qui ont dû auparavant les abandonner

⁸⁵ Traduction libre de: "La fase de acumulación flexible de financiarización del capitalismo y sus dispositivos disciplinarios han readecuado (captado) las funciones del Estado. Como postulado inicial, podríamos decir que la tendencia incorporativa de la economía capitalista "pone en crisis" el circuito legal/ilegal de la acumulación. La indefinición entre la legalidad y la ilegalidad permite identificar una 'zona gris' propia de las expresiones criminales en la actual fase del capitalismo, que posibilita las condiciones de emergencia para las nuevas formas de acumulación, en apariencia legales, pero que, en realidad, son productos de actividades ilegales. Las fuerzas que impulsan el auge económico político de las redes mundiales de acumulación ilegal aprovecharon las condiciones que ofrece la fase de financiarización del capital, en particular gracias a las políticas de liberalización y desregulación económicas que facilitan la movilidad de los capitales" (Estrada et Moreno, 2007:31)

⁸⁶ Mot utilisé pour faire le lien symbiotique entre l'État et son instrument de soutien, le paramilitarisme.

par la contrainte de la force, entre autres. Il est évident que l'objectif central de ces politiques est d'enlever le caractère mafieux/criminel des barons de la mafia et de ses armées, afin que ces milliers d'hommes s'intègrent légalement à la société colombienne.

C'est ici qu'il est intéressant de bien comprendre l'un des axes centraux de l'État communautaire : la consolidation d'un nouvel État qui inclut la combinaison de toutes les formes de luttes contre les organisations de guérilla. L'action répressive étatique se dirige aussi contre les organisations sociales et populaires qui n'acceptent pas ou qui contestent le *statu quo*. Mais, en même temps, se formalisent la culture et les richesses *mafieuses* en ouvrant les portes de l'État pour légaliser les mafiosos qui ont servi ce même État dans l'illégalité. Dans ce sens, Quintana et al. sont d'avis que « l'État communautaire uribiste est l'espace où convergent des élites nationales traditionnelles, des élites régionales (civiles et pré-institutionnelles) et la consolidation d'une culture politique mafieuse prédominante. »⁸⁷ (Mejía et al, 2007 : 1) Leur thèse centrale est que

L'État communautaire uribiste constitue une forme d'État de caractère hybride qui associe des éléments traditionnels-autoritaires et globaux-néolibéraux, tendant à garantir à tout prix l'insertion de l'économie nationale au sein du régime d'accumulation globale postfordiste, étatisant par ce moyen les tendances traditionnelles de la culture politique colombienne, ainsi qu'un pacte entre les élites nationales, territoriales et régionales qui, par la figure d'Uribe, convergent dans la consolidation d'un État et d'une culture mafieuse de caractère pré-institutionnel⁸⁸ (Mejía et al, 2007 : 2)

⁸⁷ Traduction libre de: "El Estado comunitario uribista es el espacio en que confluyen elites nacionales tradicionales, elites regionales (civiles y pre-institucionales) y la consolidación de una cultura política mafiosa predominante". (Mejía Quintana, 2007: 1)

⁸⁸ Traduction libre de: "El Estado comunitario uribista constituye una forma-Estado de carácter híbrido que combina elementos tradicional-autoritarios y global-neoliberales, tendientes a garantizar la inserción impositiva de la economía nacional al régimen de acumulación global posfordista, estatalizando por su intermedio las tendencias tradicionales de la cultura política colombiana, así como un pacto entre las elites nacionales, territoriales y regionales que en la figura de Uribe convergen en la

Pour se faire, le président Uribe a proposé, lors des élections de 2002, la construction de l'État communautaire sur trois piliers fondamentaux : la confiance des investisseurs, la cohésion sociale et la politique de sécurité démocratique. Cette dernière est la pièce maîtresse sur laquelle reposent non seulement les deux autres axes, mais le développement même de l'État communautaire. Nous étalerons donc l'exposé sur la politique de Sécurité démocratique.

2.1.2 La Sécurité démocratique comme pilier central de l'État communautaire

Avant d'entrer en matière, nous proposons un très court survol de la situation politique colombienne avant les élections de mai 2002. À l'époque, le président en place était le conservateur Andrés Pastrana Arango, dont le mandat s'étalait d'août 1998 à août 2002. Sa « politique de paix » était centrée sur les dialogues de paix avec les groupes de guérilla, développée en même temps que les combats contre ceux-ci. La proposition a été acceptée par les FARC, les Forces armées révolutionnaires de Colombie, mais rejetée par l'Armée de libération nationale (ELN). Cependant, les FARC avaient posé à leur accord la condition de la création d'une zone démilitarisée et contrôlée par leurs forces, afin de réaliser une vaste consultation et un dialogue avec tous les secteurs de la société. Après plusieurs va-et-vient, le Président accepta la condition. L'État consentait alors à la démilitarisation de cinq municipalités de trois départements dans le sud du pays. Seules les autorités civiles et juridiques de l'État resteraient sur place. On dit que le territoire contrôlé de façon légale par les FARC était grand comme la Suisse.

Ainsi, plusieurs délégations des divers secteurs sociaux, politiques et, dans une moindre mesure, économiques préparaient alors leur séjour à la Zone pour

consolidación de un Estado y una cultura mafiosa de carácter pre-institucional.” (Mejía Quintana, 2007: 2)

participer aux tables de dialogue et de consultation. Diverses personnalités étrangères s'y sont aussi présentées, mais en même temps, les secteurs sociaux, politiques, économiques et militaires de l'élite dominante, qui n'ont jamais été d'accord avec ce processus, continuaient à s'opposer et à réclamer l'arrêt immédiat de l'événement. En même temps, les États-Unis faisaient sentir de plus en plus leur mécontentement. Leurs principaux arguments étaient : que l'État ne pouvait pas céder une si vaste zone et la laisser sous le contrôle presque totale de la guérilla. Que l'État ne pouvait pas raccourcir la souveraineté nationale pour de simples dialogues, d'autant plus que les combats dans les autres zones du pays continuaient. Enfin, que les FARC utilisaient ce territoire pour entraîner de nouvelles troupes et pour augmenter la délinquance, notamment en amenant leurs otages dans cette zone. La pression était de plus en plus forte, autant à l'intérieur du pays que des États-Unis. En novembre de l'année 2000, le président a donc pris la décision unilatérale de mettre un terme à ce processus. Tel qu'accordé dès le début, la guérilla avait 24 heures pour quitter la zone.

Les combats qui, en réalité, n'avaient pas totalement cessé, ont continué avec les FARC. L'ELN était aussi très actif, notamment contre la structure économique et la branche pétrolière représentée par les nombreuses compagnies étrangères. Un sentiment de frustration généralisée s'est installé au pays. L'issue du conflit ne s'entrevoyait pas, car l'État a été incapable de vaincre la guérilla. De l'autre côté, la guérilla n'a pas réussi à prendre le pouvoir par la force. Le chercheur Eduardo Pizarro Leongómez qualifie cela d'un *empate técnico*, techniquement un match nul.

Dans une pareille ambiance, le terrain était propice pour une proposition dans l'autre sens, c'est-à-dire contraire à la négociation. Le scénario a été très bien saisi par le candidat Álvaro Uribe Vélez, qui, en laissant son militantisme libéral, présenterait une candidature dite non partisane pour joindre tous les courants possibles de la politique colombienne. Nous pouvons résumer ses positions ainsi : une politique militaire de lutte contre la guérilla, avec la promesse de la victoire

militaire, tout en laissant les portes ouvertes aux désertions individuelles ou massives pour les accueillir à *cœur ouvert*. Ensuite, une forte croissance économique par l'appel aux investisseurs, une lutte contre la corruption et la *politiquería*, la petite politique, ainsi que le clientélisme; dont la mise en place de la méritocratie pour pourvoir les emplois publics et le développement d'un vaste programme d'inversion sociale.

Néanmoins, la force du discours était mise sur l'engagement de la victoire militaire contre les groupes de guérilla. À l'avis du président Uribe, il s'agissait de la source de tous les maux de la Colombie. Son discours cadrerait très bien comme alternative à l'impasse du processus de Pastrana. En même temps, le candidat profiterait de la chute de confiance envers les partis politiques traditionnels, soit le parti libéral et le parti conservateur, pour proposer une *autre* alternative. En fait, le candidat et son cousin, avec qui il a toujours fait de la politique, Mario Uribe Escobar, avaient créé un nouveau parti en dehors de l'enseigne libérale: le parti *Primero Colombia*, la Colombie en premier. Pour les élections de 2002, le candidat se présentait au nom de ce nouveau parti. D'autres mouvements politiques se sont créés, comme moyen de contourner la mauvaise image qu'ont les Colombiens des partis traditionnels, sans pour autant les faire disparaître. Hormis quelques exceptions, notamment celle du parti libéral, presque tout le milieu politique appuyait la candidature proposée par *Primero Colombia*. Il est important de noter que cet avocat de formation fait un usage assez remarquable d'un discours politique très proche du populisme. Sa vision de la famille, de la religion et des mœurs de la société cadrerait très bien au sein de la population, d'autant plus que, presque sans exception, tous les médias l'appuyaient.

Il n'est donc pas étonnant qu'il ait gagné, dès le premier tour, la présidence pour la période de 2002 à 2006. En réalité, c'était la première fois qu'un candidat gagnait au premier tour des élections depuis la mise en place du nouveau mécanisme

contenu dans la constitution de 1991. Nous sommes allés sur le site Internet de la *Registraduría Nacional del Estado Civil*, qui est semblable au bureau des élections fédérales, afin de regarder les chiffres des élections. Les résultats officiels sont les suivants :

Tableau 2.1 :
RÉSULTATS DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DE 2002

	CANDIDAT	NOMBRE DE VOTES	% DES VOTES VALIDES	PARTI
1	Álvaro Uribe Vélez	5 862 655	54,048	Primero Colombia
2	Horacio Serpa Uribe	3 514 779	31,803	Partido Liberal Colombiano
3	Luis Eduardo Garzón	680 245	6,155	*Frente Social y Politico. Via alterna-U.D-Anapo-P.S.D-ASI-P.S.O.C.
4	Noemi Sanín	641 884	5,808	**Movimiento Si Colombia
5	Ingrid Betancourt Pulencio	53 922	0,488	***Partido Verde Oxígeno
6	Harold Bedoya Pizarro	50 763	0,459	****Movimiento Fuerza Colombia
7	Francisco Tovar Garcés	16 333	0,148	Movimiento Defensa Ciudadana
8	Augusto Guillermo Lora Ramírez	10 987	0,099	*****Movimiento 19 de Abril
9	Alvaro Cristancho Tozcano	9 627	0,087	Movimiento Participación Comun. MPC
10	Guillermo Antonio Cardona Moreno	8 023	0,073	Movimiento Pol. Comunal y Comuni. Col.
11	Rodolfo Rincón Sosa	6 311	0,057	Mov. Participación Comun. MPC

Source : www.registraduria.gov.co

* À partir de ce mélange des forces alternatives de centre, centre gauche et gauche se créeraient un an plus tard un nouveau parti politique alternatif de gauche, le Pôle démocratique alternatif.

** La candidate appartient au parti conservateur, mais, officiellement, ce parti appuyait Alvaro Uribe. Alors, Noemi Sanín se présentait au nom de ce mouvement politique.

*** La candidate avait été enlevée par les FARC quelques jours avant le premier tour. Ses partisans attendaient alors une votation vraiment massive comme moyen de pression aux FARC.

**** Le candidat est un ancien général de l'armée à la retraite.

***** Le mouvement 19 d'avril est une ancienne guérilla nationaliste, issue du milieu urbain intellectuel, qui avait signé un « accord de paix » avec le président conservateur Belisario Betancur Cuartas dans les années 1980.

Il est intéressant de souligner que la liste électorale comptait 24 208 311 d'inscrits, mais le total de votes, incluant les votes en blanc, les votes nuls et les votes non marqués, a été de 11 249 734, ce qui laisse un taux de participation de 46,47%, donc moins de la moitié des personnes en qualité d'électrices.⁸⁹ Ce qui n'est pas nouveau. Presque toujours, c'est l'abstention qui mobilise le plus de voix. Néanmoins, en vainquant ses adversaires dès le premier tour, le président élu avait la légitimité formelle requise pour gouverner et appliquer son plan de mandat, dont le pilier est la Politique de sécurité démocratique.

Qu'est-ce que la Politique de Sécurité démocratique? Il s'agit d'un document élaboré par le Ministère de la défense, sur demande du président, mais qui recueille aussi l'avis de toutes les branches des forces militaires, policières et de renseignements de l'État. Le nom au complet du document est *Politique de défense et de sécurité démocratique* (PDSD). Il s'agit d'une politique d'État à long terme, qui, pour la première fois de manière officielle, inclut la population toute entière dans les affaires de sécurité. La ministre de la défense de l'époque, Martha Lucía Ramírez de Rincón, écrivait dans le document que cette politique de sécurité démocratique

⁸⁹ Tous ces chiffres sont disponibles sur le site Internet de la Registraduría, à l'adresse : <http://www.registraduria.gov.co/2002PRP1/e/vpresidente0.htm?>

constitue en fait un changement radical face au passé. Jusque là, la sécurité était du domaine des Forces militaires et policières, ce qui, à son avis, laisse un vide. La ministre souhaite remplir ce vide par la sécurité démocratique en appelant la participation *solidaire* de toute la population dans la défense de l'État et de son infrastructure économique. Voyons comment est définie cette politique :

Politique de défense et sécurité démocratique, c'est le document cadre dans lequel le gouvernement national conçoit les lignes de base de la Sécurité démocratique pour protéger les droits des Colombiens et fortifier, à l'aide de la population, l'État de droit et l'autorité démocratique, la où elle peut être menacée. La *Politique de défense et sécurité démocratique*, c'est une politique d'État à long terme, qui se développera en coordination avec toutes les entités du gouvernement et les autres branches du pouvoir. La vraie sécurité dépend non seulement de la capacité de la force publique d'exercer le pouvoir coercitif de l'État, mais aussi de la capacité du pouvoir juridique de garantir une administration rapide et efficace de la justice, du gouvernement de s'acquitter des responsabilités constitutionnelles de l'État et du Congrès de légiférer en considérant la sécurité comme étant le bien commun par excellence de toute la société. (PDS, 2003 : 12)⁹⁰

La Sécurité démocratique se cimente en trois piliers : la protection des droits de tous les citoyens, la protection des valeurs, de la pluralité et des institutions démocratiques, la solidarité et la coopération de toute la population en défense des valeurs démocratiques. En lisant attentivement le document, on peut constater l'ample présence des classes dominées, appelées ici les classes défavorisées, comme

⁹⁰ Traduction libre de : "Política de Defensa y Seguridad Democrática es el documento marco mediante el cual el Gobierno Nacional traza las líneas básicas de la Seguridad Democrática para proteger los derechos de los colombianos y fortalecer, con la solidaridad de la ciudadanía, el Estado de Derecho y la autoridad democrática, donde quiera que esté amenazada. La Política de Defensa y Seguridad Democrática es una política de Estado de largo plazo, que se desarrollará en coordinación con todas las entidades del Gobierno y las demás ramas del poder. La verdadera seguridad depende no sólo de la capacidad de la Fuerza Pública de ejercer el poder coercitivo del Estado, sino también de la capacidad del poder judicial de garantizar la pronta y cumplida administración de justicia, del Gobierno de cumplir con las responsabilidades constitucionales del Estado y del Congreso de legislar teniendo presente la seguridad como el bien común por excelencia de toda la sociedad." (Política de Defensa y Seguridad Democrática, 2003: 12)

l'une des principales cibles qui bénéficieraient de la Sécurité démocratique. Nous pouvons considérer cet élément comme une recherche de légitimation de cette politique au sein des classes dominées. Ce qui est tout à fait dans la logique du régime capitaliste, car, comme l'a dit Marx, « c'est au nom du peuple que règne la bourgeoisie ». (Marx, 1994 : 185)

Dans ce document, comme dans tous les discours et déclarations, on fait le lien entre la lutte armée des groupes de guérilla, les actions de paramilitaires, le trafic de drogues et le terrorisme. Le document se garde bien de faire une distinction entre la lutte politique armée des guérillas et les groupes paramilitaires lorsqu'il s'agit de leur lancer un appel pour se soumettre à la politique de l'État. Dans ce cas, le gouvernement et les médias les appellent les organisations armées illégales. L'idée étant, semble-t-il, d'enlever le caractère politique de la lutte armée des guérillas. Par le fait même, le gouvernement ôte tout lien formel ou informel avec les forces paramilitaires. Par ailleurs, lorsque les tenants de l'État veulent faire référence à ces dernières, ils les nomment les groupes d'autodéfense. S'il s'agit des groupes de guérilla, ils les nomment narcoterroristes ou simplement des groupes terroristes.

Ce dernier adjectif n'est pas hasardeux. En effet, l'adjectif narcoterroriste avait déjà été utilisé à partir de 1989 durant la présidence de Bush père, après la mise en place de l'Andean Initiative. Ensuite, lorsque le *Plan Colombia* est lancé en 2003, les États-Unis du président Bush viennent de déclarer la *guerre contre le terrorisme* après les attentats du 11 septembre 2001. De plus, le *Plan Colombia*, qui avait été mis en place par le président Clinton et développé par le président Andrés Pastrana Arango pour lutter, disait-on, contre le commerce des drogues, battait son plein. Dès lors, les gouvernements allaient fusionner la lutte contre le commerce des drogues et les combats contre les forces armées de gauche.

Dans ce sens, le qualificatif de narcoterroriste colle très bien pour maintenir l'afflux d'aide promise par le *Plan Colombia*, mais on vise également à inscrire l'action de l'État dans un contexte de lutte mondiale contre le terrorisme. Trois objectifs sont poursuivis : d'abord, l'État cherche à couper toute sympathie et toute aide extérieure ou intérieure aux organisations de guérilla. Deuxièmement, on recherche l'*andinisation* du conflit, soit la participation active des autres États de la région Andine contre les organisations *narcoterroristes* et, troisièmement, on envisage la participation internationale dans la lutte armée contre les guérillas. Cependant, l'ONU n'a, jusqu'à présent, pas envoyé de Casques bleus comme le souhaitait le président. Par contre, les États-Unis, qui avaient jusqu'alors encadré le *Plan Colombia* essentiellement contre les drogues, allaient changer d'avis et autoriser l'utilisation des ressources économiques et militaires, incluant quelques centaines de marines et de mercenaires, qualifiés de *contratistes*,⁹¹ postés en Colombie contre les *narcoterroristes*.

Cependant, pour remercier l'appui politique donné par Álvaro Uribe aux États-Unis après l'invasion de l'Irak et surtout pour ouvrir davantage le marché colombien aux multinationales, l'OTAN (l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord) a invité la Colombie à faire partie des pays qui travailleraient à la reconstruction de l'Afghanistan. (Uribe Vélez, 2010A :44) D'autre part, les élites dominantes de l'économie mondiale se sont montrées ouvertes à inclure la Colombie au sein de l'OCDE (l'Organisation de Coopération et de développement économique) et de l'APEC (l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique) une fois que le gel des nouvelles adhésions de cet organisme du Pacifique serait levé. (Uribe Vélez, 2010B :271) Le président a fait référence à ces trois organisations internationales lors du rapport au Congrès en 2010.

⁹¹ Personnes engagées par contrat, c'est-à-dire sans engagement de la partie qui paie, pour un but précis.

À ce propos, la politique de Sécurité démocratique développe assez bien ces buts, faisant le lien entre sécurité et développement. Ainsi, le document dit que la sécurité ne sera pas la seule préoccupation du gouvernement national. Néanmoins, la sécurité sera bel et bien la première, car de la sécurité dépend la protection de la population la moins nantie. Elle permettra aussi la recherche du développement économique et les possibilités de création d'emploi. « La sécurité encourage les opportunités économiques, mais favorise surtout l'intégration de la société et les possibilités que les citoyens, spécialement les plus pauvres, assument la responsabilité des affaires de la communauté... »⁹² (PDSD, 2003 : 22).

Voilà, en trois lignes, comment le président lie sécurité, pauvreté et communauté. Sécurité pour tous, mais, en vérité, pour que les plus nantis puissent continuer à accroître leurs richesses dans un climat social et politique moins contraignant. Sécurité en appelant les plus pauvres à prendre part dans l'État, tout en assumant l'appartenance à une société qui, pourtant, les laisse de côté dans la distribution des richesses. Sécurité pour que les plus pauvres se responsabilisent face aux affaires de la communauté, donc sans mettre en cause l'existence de cette communauté hiérarchique.

Cela est primordial d'un point de vue idéologique, puisque la population reçoit le discours, en saisit le contenu, l'internalise comme le sien et le reproduit ensuite dans son entourage. Il faut donc entendre la sécurité en tant que préalable à la bonne marche des affaires tout en contrôlant la population dominée par la force, la loi et la gestion sociale. En effet, les mesures sociales servent au processus de légitimation dans l'implantation de cet État corrompu, mafieux et exploiteur. Dans ce sens, les territoires qui ont été récupérés du contrôle de la guérilla ont besoin de

⁹² Traduction libre de: "La seguridad fomenta las oportunidades económicas, pero sobre todo fortalece la integración de la sociedad y las posibilidades de que los ciudadanos, en especial los menos favorecidos, asuman la responsabilidad de los asuntos de la comunidad..." (Política de Defensa y Seguridad Democrática, 2003: 22)

programmes sociaux pour compléter la reprise étatique de ces zones. Le but des programmes sociaux n'est pas de chercher un équilibre dans la distribution des richesses. Non. L'objectif est plutôt de mettre la population du côté du gouvernement pour consolider les territoires récupérés par les forces armées. En définitive, à la présence militaire et policière et à la surveillance paramilitaire légalisée suivent les mesures sociales dans la consolidation de la légitimité populaire en bénéfice de l'État communautaire. L'État concentre toutes ses énergies en vue d'avoir « une unité d'effort qui permet de gagner la faveur de la population et de désarticuler la guérilla. »⁹³ (Delgado-Urrutia, 2007 : 1)

Le discours populiste du Président passe comme vrai et on attribue, comme le fait le président lui-même, à des causes hors de son contrôle les échecs totaux ou partiels des objectifs proposés. Le discours idéologique dominant réussit à aliéner une bonne partie de la population en cherchant à délégitimer les critiques et les oppositions aux politiques adoptées par les élites dominantes. Ainsi, le noyau de la question, soit l'exploitation et la domination bourgeoise, est masquée. Par conséquent, ceux qui contestent la domination de classe sont perçus comme étant les porte-étendards des idées dépassées qui ne font que servir les intérêts de la guérilla, de telle sorte qu'ils subiront la répression étatique mise en place contre les guérilleros et leurs *colaborateurs*.

Des chercheurs comme María Teresa Uribe de Hincapié ont décortiqué la politique de Sécurité démocratique et le Plan de développement du président Uribe pour conclure que l'objectif ultime de tous ses propos est une politique contre-insurrectionnelle. Le nœud sur lequel tout tourne est celui d'une guerre frontale contre les organisations de guérilla, allant jusqu'à poursuivre la victoire militaire comme une obsession. Pour ce faire, il fallait accroître les forces répressives de l'État

⁹³ Traduction libre de: "Una unidad de esfuerzo que permita ganarse a la población y desarticular a la insurgencia." (Delgado-Urrutia, 2007: 1)

par le nombre d'hommes, d'armes et d'intellectuels pour prendre la place, en quelque sorte, des paramilitaires dans les zones où ceux-ci avaient réussi à s'implanter par la force. Le bilan présenté au Congrès par le président semble confirmer cette approche. En effet, le président reconnaît que les dépenses en défense et sécurité se sont accrues de 51% pour la période de 2002-2009 (Uribe Vélez, 2010 : 30) et, de la même manière, les hommes de toutes les forces répressives de l'État sont passés, jusqu'en mai 2010, de 295 000 à 429 000 jusqu'en mai de 2010 (Ibidem, 32).

Dans le même sens, il fallait adapter le cadre légal et juridique pour tenir compte des nouvelles réalités de lutte presque totale contre les guérillas, tout en *négociant* avec les paramilitaires, en dépit de leurs crimes contre l'humanité et de leur recours avoué au trafic de drogues comme l'un des moyens de se financer. Et la politique la plus osée : celle de mettre la population toute entière au service de cette politique guerrière, le tout en centralisant le pouvoir dans un exécutif fort et essentiellement contrôlé par le président à l'image de père incorruptible et bon, au langage agréable de sauveur et qui tisse des liens directs avec la population, même si, par cette voie, on déconstruit le fonctionnement institutionnel de l'État libéral. Le résultat de tout cela? Les paramilitaires qui avaient agi jusque là comme les bourreaux des classes dominées en faveur des classes dominantes ont été intégrés légalement grâce à la loi 975 de 2005, connue sous le nom de Justice et paix, au sein de ces mêmes classes qui ont subi leurs exactions. Pour ce faire, le Président et tout l'*establecimiento* ont eu recours à la *tolérance* de la part de la population, pas nécessaire pour la paix. Autant les paramilitaires que les propriétaires terriens ont pu ainsi légaliser les terres qui ont été arrachées par la force aux paysans. Les chiffres des personnes déplacées parlent d'eux-mêmes. Le nombre de déplacés internes, selon le rapport de l'ACNUR, à la fin de 2009 était de 3 309.979, ce qui fait de la Colombie le pays avec le plus grand nombre de déplacés internes (beaucoup plus que la

République démocratique du Congo, la Somalie et le Soudan, l'Irak et le Pakistan.)⁹⁴ Les paramilitaires étant légalisés, la surveillance des populations devient plus étroite. Étant donné que la terreur collective, alimentée par les massacres orchestrés par les paramilitaires, cause beaucoup de bruit à l'étranger, les actions violentes sont désormais plus ciblées contre les dirigeants et les activistes syndicaux ou sociaux. En ce sens, lorsque des attentats se produisent contre eux, ces actions passent comme étant *isolées* et *regrettables* selon le discours officiel.

D'ailleurs, malgré les chiffres de la Sécurité démocratique, montrés comme une réussite et qui laissent croire en une amélioration généralisée de la sécurité, les attentats et les menaces contre ceux qui s'opposent aux politiques guerrières du président se sont multipliés. Si l'on ne prend en compte que les statistiques officielles, le nombre de personnes protégées est passé de 4 857 en 2002 à 12 000 en décembre 2010.⁹⁵ Il est important de souligner que le programme de protection est destiné aux défenseurs des droits humains et aux syndicalistes ainsi qu'aux leaders et aux activistes sociaux. Ce programme existe depuis plusieurs années. Pour avoir droit à la protection, il faut une évaluation d'un comité composé essentiellement des forces répressives de l'État. Dans plusieurs cas, c'est la pression internationale ou les ordonnances de la Cour interaméricaine de droits humains qui poussent le gouvernement à la concéder. Bien entendu, nombre de personnes menacées ne passent pas l'évaluation de sécurité de l'État pour avoir droit à la protection. Le tout sans oublier les assassinats sélectifs contre les activistes sociaux. Comme quoi ce n'est pas vrai que la Sécurité démocratique a amené plus de sécurité pour tout le monde.

⁹⁴ Tendencias Globales 2009, Refugiados, solicitantes de asilo, retornados, desplazados internos y personas apátridas. División de administración y apoyo a programas. 15 de junio de 2010. ACNUR. 38 páginas. Disponible en ligne : <http://www.acnur.org/biblioteca/pdf/739f.pdf>

⁹⁵ Selon le même rapport du président au Congrès, déjà mentionné aux pages 80 et 82.

Pour revenir à la théorie libérale des pouvoirs, le président Álvaro Uribe Vélez a brisé l'idéal démocratique libéral dominant, qui prône la séparation des pouvoirs dans l'organisation de l'État, comme modèle pour l'organisation politique de la société. En critiquant le travail du Congrès national, ayant pourtant les majorités nécessaires pour faire passer des lois, il voulait rassembler autour de lui le sentiment populaire de méfiance envers les parlementaires des deux chambres, légitimant de telle sorte la concentration des pouvoirs. La même tactique a été utilisée pour s'attaquer à la rame judiciaire, notamment contre la Cour Suprême de justice dont certains magistrats contestaient le pouvoir suprême et autoritaire du président. Également contre la Cour Constitutionnelle, lorsque celle-ci ne passait pas de lois ou des parties de lois chères au président et au Congrès, mais contraires à la Constitution.

Certaines lois ont tout de même été adoptées, malgré les doutes constitutionnels. Prenons, par exemple, celle qui a autorisée la réélection immédiate du président. Il s'agit de l'acte législatif numéro 2, du 27 décembre 2004, qui a été approuvé par le Congrès grâce aux manœuvres illégales d'achat de votes pour la faire passer. Cela a été démontré par la Cour Suprême de Justice dans un procès très médiatisé mettant en cause l'ex-représentante à la Chambre, Yidis Medina Padilla, qui a accepté les charges de *cohecho propio*⁹⁶ pour faciliter l'approbation de l'acte législatif au Congrès même si elle s'y opposait auparavant. Elle a reconnu avoir fait le

⁹⁶ Le Code pénal colombien, à l'article 141, définit le délit de *cohecho propio* : « L'employé public qui reçoit pour lui ou pour autrui de l'argent ou un autre bénéfice, ou accepte une promesse d'argent, directement ou indirectement, pour retarder ou omettre une tâche particulière au poste qu'il occupe, ou pour exécuter un acte contraire à ses devoirs officiels, encourra une peine de prison allant de quatre (4) à huit (8) ans d'emprisonnement, en plus d'être condamné à une amende de cinquante (50) à cent (100) salaires minimaux légaux mensuels en vigueur au moment de la peine, et de se voir aliéner ses droits et ses fonctions publiques pour tout le temps de la peine principale » (Arboleda, 1997 :73-74) Traduction libre de: "El servidor público que reciba para si o para otro dinero u otra utilidad, o acepte promesa remuneratoria, directa o indirectamente, para retardar u omitir un acto propio de su cargo, o para ejecutar uno contrario a sus deberes oficiales, incurrirá en prisión de cuatro (4) a ocho (8) años, multa de cincuenta (50) a cien (100) salarios mínimos legales mensuales vigentes, e interdicción de derechos y funciones públicas por el mismo término de la pena principal". (Arboleda, 1997: 73-74)

changement du vote afin de permettre l'approbation de la réforme constitutionnelle en échange de bénéfices offerts par des membres du Palacio de Nariño, le Palais présidentiel : la nomination de quelques-uns de ses partisans dans des postes bureaucratiques, ainsi qu'en donnant des contrats de l'État pour des membres de sa famille ou des amis proches.⁹⁷ Un autre congressiste, Teodolindo Avendaño, a aussi été condamné pour les mêmes charges après avoir reçu les faveurs promises pour le changement de vote. Donc, grâce à ces deux votes achetés illégalement, le président Álvaro Uribe Vélez a pu se faire réélire pour un deuxième mandat. Et pourtant, le président avait promis une lutte frontale contre la corruption, mais voici comment lui-même bénéficie d'un mal qui frappe toutes les sphères de l'État colombien.⁹⁸ Il faut dire aussi que ses fils, de compétents entrepreneurs, ont profité de certaines mesures prises par quelques-uns des ministres du gouvernement. Le cas des Zones francas,⁹⁹ dont les fils du président ont été parmi la poignée des chanceux bénéficiaires, en est un bon exemple.

Ces scandales parmi d'autres n'ont pas entaché sérieusement l'image du Président, lui qui a toujours joui d'une bonne popularité. Il a su se tenir à l'écart des dérives de son administration. Et pourtant, le président était tellement présent partout qu'on serait tenté de faire un lien avec la description que fait Marx de Bonaparte lorsqu'il dit que celui-ci avait une telle concentration du pouvoir que les ministres

⁹⁷ La Cour suprême de Justice a rendu le verdict de condamnation contre Yidis Medina selon sentence 22453 du 26 juin 2008.

⁹⁸ Même l'un des tenants de l'économie mondiale, le Forum économique mondiale, dans son rapport de compétitivité mondiale pour 2010-2011, se rapportant à l'année 2009, classe la Colombie au poste 106, avec une note de 2.6 en ce qui correspond à la déviation de fonds publics (page 368). La confiance envers les politiciens a une note plus basse encore, 2.2 dans le poste 97. L'indice mesurant les pots-de-vin va mieux. Le poste pour la Colombie en 2009 est le 90, avec une note de 3.6 (page 370).

⁹⁹ Voir l'explication à la note en bas de page numéro 22 du premier chapitre.

n'étaient que de *simples figurants*.¹⁰⁰ Dans la recherche de la légitimité pour bien mener ses politiques, le Président peut compter sur l'appui presque inconditionnel des grands médias colombiens et internationaux. Du même coup, pour attirer la foule, le président a très bien su utiliser le langage et les symboles patriotiques dans sa quête de légitimité et de ralliement. Dans ce sens, María Teresa Uribe note que :

La tournure patriotique dans la rhétorique et le langage du gouvernement actuel sont parfaitement cohérentes avec ses politiques de sécurité; c'est la stratégie du champ de la culture, des symboles, des signes et des représentations collectives pour légitimer la guerre; pour justifier devant un public très diversifié sa morale, son inéluabilité et sa nécessité; pour convaincre les gens de l'inutilité et du risque que signifierait l'ouverture à d'autres procédés comme la négociation [politique] ou les accords humanitaires. Mais en même temps, les discours et les symboles patriotiques émeuvent les gens, touchent la sphère des sentiments et des affects et créent le climat nécessaire pour les engager tous avec un propos qui, sans la tournure patriotique, serait beaucoup plus difficile de défendre.¹⁰¹ (Uribe de Hincapié, 2004 :21)

Bien entendu, promouvoir la guerre en accroissant la force armée de l'État veut aussi dire la recherche de ressources économiques pour y parvenir. Dans ce sens, le gouvernement doit aller bien au-delà de l'argent qui entre grâce au *Plan Colombia* contre la drogue et le *terrorisme* ou grâce au *Plan Patriote*, visant à attaquer les bastions des guérillas aux zones frontalières. Pour se faire, la société toute entière est appelée à faire un effort. Dans ce sens, le chercheur Pedro Santana est d'avis que

¹⁰⁰ Marx, le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, p. 261.

¹⁰¹ Traduction libre de: "El giro patriótico en las retóricas y los lenguajes del actual Gobierno, resulta perfectamente coherente con sus políticas de seguridad; es la estrategia en el campo de la cultura, de los símbolos, los signos y de las representaciones colectivas, para legitimar la guerra; para justificar ante públicos muy diferentes su moralidad, su inevitabilidad y su necesidad; para convencer a las gentes sobre la inutilidad y el riesgo que significaría abrirle paso a otros procedimientos como la negociación o los acuerdos humanitarios. Pero al mismo tiempo, los discursos y símbolos patrióticos conmueven a los públicos, tocan la esfera de los sentimientos y los afectos y crean los climas necesarios para comprometerlos a todos con un propósito que sin el giro patriótico sería mucho más difícil de defender." (Uribe de Hincapié, 2004: 21)

l'effort fiscal, incluant l'impôt à la propriété du gouvernement colombien, est clairement dirigé vers la politique de Sécurité démocratique du président Uribe. La destination de cette politique a deux objectifs :

[...] le premier, respecter les mandats du FMI et de la banque multilatérale afin de garantir le paiement complet de la dette extérieure et intérieure et en deuxième lieu, les dépenses de la guerre. Ce sont les deux priorités du gouvernement; le reste, les dépenses sociales, l'investissement régional, l'intérêt porté à l'émergence humanitaire – comme le souci, par exemple, à la population déplacée - sont subordonnés à cette stratégie.¹⁰² (Santana, 2003 : 24)

Dans ce sens, le président et son gouvernement parlent souvent du volet social de l'État communautaire, vers quoi se dirige la politique de Sécurité démocratique. Celle-ci, pour le plan de développement de 2006-2010, s'appelle Politique de consolidation de la sécurité démocratique. Les principes et orientations à suivre pour le Ministère de la défense et la Force publique sont ainsi encadrés :

[...]la conquête de la sécurité comme guide de toutes les actions, la production de confiance et l'appui de la population comme base de légitimité, la protection de la population, la présence permanente et indéfinie de la Force publique dans tous les coins de la géographie nationale, la sécurité en tant que génératrice de rentabilité sociale, la flexibilité et l'adaptabilité à la dynamique de la guerre et l'action coordonnée avec toutes les entités de l'État.¹⁰³ (Conpes, 2007 : 4)

¹⁰² Traduction libre de: "el primero, cumplir con los mandatos del Fondo Monetario Internacional y de la banca multilateral para garantizar el pago cumplido de la deuda externa e interna, y en segundo lugar los gastos destinados a la guerra. Estas son las dos prioridades del gobierno, el resto, el gasto social, la inversión regional, la atención a la emergencia humanitaria – como la atención, por ejemplo, a la población desplazada- están subordinadas a esta estrategia." (Santana, 2003 : 24)

¹⁰³ Traduction libre de: "la conquista de la seguridad como guía de todas las acciones, la generación de confianza y apoyo de la población como base de legitimidad, la protección a la población, la presencia permanente e indefinida de la Fuerza Pública en todos los rincones de la geografía nacional, la seguridad como generadora de rentabilidad social, la flexibilidad y adaptabilidad a la dinámica de la guerra y la acción coordinada con todas las entidades del Estado." (Conpes, 2007: 4)

Le message est clair : générer au sein de la population un sentiment de sécurité ayant comme but ultime de légitimer toutes les actions répressives de l'État sur la base de la consolidation de la sécurité démocratique. Ce qui veut dire contrôler d'une façon serrée la population afin de renforcer les mesures de répression favorisant davantage les investisseurs nationaux et internationaux et les bourgeoisies dominantes. Le tout est couvert d'un discours démocratique et de l'assistance sociale de l'État. Justement, le même document que nous venons de citer dit également que toutes les sphères de l'État chargées de développer le volet social de l'État communautaire doivent le faire en coordination avec le Ministère de la défense. On comprend alors l'objectif de faire ressortir les bénéfices des programmes sociaux étatiques destinés à la population pauvre : source de légitimation de la politique de consolidation de la sécurité démocratique.

Nonobstant, le changement le plus visible et le plus poussé est celui d'impliquer toute la population civile *patriotique* dans la défense de la Sécurité démocratique. Ce ne sont plus les institutions de l'État qui sont au service des citoyens, mais plutôt les citoyens qui sont appelés à se mettre au service de celui-ci, notamment envers les institutions répressives de l'État. Et c'est dans cette perspective que le président utilise souvent le mot « solidarité », dans le sens de la solidarité réelle participative que doivent montrer tous les citoyens au service de la Sécurité démocratique et ce, afin de consolider l'État communautaire. Cette solidarité met en évidence le lien qui se tisse entre le citoyen, l'armée et la police. Les moyens pour y parvenir sont la délation de toute activité *étrange* et de tout individu *suspect*. La délation peut donner lieu à une compensation économique pour celui qui donne l'information. L'autre mécanisme privilégié est la conformation d'un vaste réseau d'informateurs, appelés dans les documents officiels des coopérants, sans compensation financière, dit-on, pour informer la police et l'armée de tous les individus ou de toutes les activités suspectes. Ce réseau compte plus de 4 000 000 d'individus selon le président lui-même :

Nous avons plus de quatre millions de coopérants. Cela a beaucoup aidé. Dans un pays qui compte un million 160 mille kilomètres carrés, une géographie abrupte et difficile, les 51% du territoire en forêt, avoir toute l'armée et la police du monde, il ne serait pas possible d'améliorer le service de sécurité sans la coopération citoyenne.¹⁰⁴ (SP Noticias, 2009 :1)

On sait qu'une telle façon de procéder peut conduire souvent à des règlements de comptes entre voisins. Le danger d'apercevoir celui qui critique le gouvernement ou ses politiques comme un ennemi de la *démocratie* est qu'il peut dériver en situations qui ne font que consolider l'impunité, déjà amplement instaurée. On a recours au devoir *patriotique* des individus pour la défense pratique de la Sécurité démocratique comme une condition *sine qua non* pour la création d'emploi et pour améliorer la confiance des investisseurs pour un meilleur développement économique bénéfique pour tous. Mais, en réalité, il s'agit de faire taire les voix dissidentes de façon à renforcer et à internaliser cette idéologie de la peur, de la sécurité à tout prix et de la surveillance de tous contre tous, afin de permettre la consolidation du pouvoir politique et le processus de développement du capitalisme au pays. Il ne faut pas aller trop loin pour trouver les dangers auxquels un tel discours peut conduire. Par exemple, le président lui-même a déjà qualifié les défenseurs des droits humains comme *amis du terrorisme*. D'après lui, les dénonciations sans *fondement* des violations des droits humains de la part des forces étatiques ainsi que de ses forces paraétatiques ne font qu'essayer d'entacher l'image de l'État et, par le fait même, font le jeu du *terrorisme*. Il est intéressant de remarquer que ce discours est semblable à celui utilisé par les paramilitaires dans ses pamphlets de menaces ou après des attentats contre les défenseurs des droits humains, syndicalistes, militants sociaux, étudiants, paysans ou toute autre personne qui a une vision des choses différente de

¹⁰⁴ Traduction libre de: "Tenemos más de cuatro millones de cooperantes. Ha ayudado bastante. En un país con un millón 160 mil kilómetros cuadrados, una geografía abrupta y difícil, el 51 por ciento de territorio en selva, pudiéramos tener el Ejército y la Policía del mundo, y sin cooperación ciudadana no sería posible avanzar en el servicio de seguridad" (SP Noticias, Presidencia de la República de Colombia, abril 23 de 2009). Disponible en ligne: http://web.presidencia.gov.co/sp/2009-abril/23.04232009_i.html

celle du pouvoir en place. Les paramilitaires utilisent l'épithète de *terroristes déguisés ou habillés en civil*.¹⁰⁵ Pour appuyer ce que nous avançons, voici ce que le professeur de la théorie générale de l'État de l'Université des Andes, Francisco Omar Herrera, a écrit :

Le discours qui entoure le concept de "sécurité démocratique", une fois consolidée la nouvelle direction politique du pays, rend possible la conversion de la dissidence et de la divergence en expression du "terrorisme" de la part de "terroristes habillés en civil"¹⁰⁶ et, ce qui est pire dans une perspective d'éthique citoyenne, sous prétexte des besoins de consolidation des stratégies contre-insurrectionnelles, on a instauré le principe selon lequel il n'existe aucune limite qui puisse s'opposer à l'action étatique contre ceux qui ont été définis comme des criminels et des terroristes, ce qui rend légal, donc, la conversion en biens négociables sur le marché des récompenses les témoignages, les dénonciations et, enfin, le devoir citoyen de collaborer avec la justice. Par cette voie, le langage dans la bouche du pouvoir s'est traduit en une modification conceptuelle : les droits humains, leur défense et leur protection cessent d'être une conquête civilisatrice et une garantie de la dignité humaine pour, quant à eux, acquérir la dangereuse connotation d'être un instrument au service des ennemis de la patrie, et ses défenseurs, de simples "trafiquants"^{107 108} (Herrera, 2009 : 6).

¹⁰⁵ L'expression « habillés en civil » fait référence aux personnes qui, d'après les groupes paramilitaires, sont en réalité des guérilleros, mais qui, au lieu d'être en uniforme de combat, s'habillent comme n'importe quel civil et peut ainsi faire des actions politiques.

¹⁰⁶ Lors d'un Conseil communal du gouvernement qui s'est tenu dans le petit village de Tierradentro, dans la municipalité de Montelíbano, en février 2007, le président Uribe a utilisé ces expressions pour disqualifier les parlementaires de l'opposition (Note dans le texte original). Traduction libre de: "En un consejo comunal de gobierno celebrado en el caserío de Tierradentro, municipio de Montelíbano, en el mes de febrero de 2007, el presidente Uribe usó esas expresiones para descalificar a parlamentarios de la oposición".

¹⁰⁷ Le 8 septembre 2003, au moment de l'entrée en fonctions du nouveau commandant de la FAC (La Force aérienne colombienne), le général Edgar Lesmes, le président Uribe prononça un véhément discours dans lequel il traitait les ONG de droits humains de "politicards au service du terrorisme qui agitent lâchement le drapeau des droits humains ... trafiquants des droits humains ... ce sont eux qui ont produit l'effondrement social de la nation" (Note dans l'article original) Traduction libre de: "El 8 de septiembre de 2003, con motivo de la posesión del nuevo comandante de la FAC, General Edgar Lesmes, el presidente Uribe pronunció un vehemente discurso en el que denominó a las ONGs de D.D.H.H., como "...polítiqueros al servicio del terrorismo, que cobardemente agitan la bandera de los

Justement, dans la quête d'anéantir ou de carrément bannir toute contestation de ses politiques, le gouvernement a mis en place un programme de surveillance à tous les niveaux envers les magistrats des Hautes cours juridiques (spécialement la Cour Suprême de Justice), des journalistes, des politiciens du Polo démocratique alternatif, pour fabriquer par la suite des histoires de poursuites pénales ayant comme fin le discrédit et le silence. Pour ce faire, on a utilisé l'appareil d'intelligence de l'État, le DAS (Département administratif de sécurité), qui dépend directement de la présidence. Ce scandale, un de plus, est connu sous le nom du « scandale des chuzadas »¹⁰⁹ puisqu'il a été mené sans mandat, donc de façon illégale. Il est important de noter que ce même organisme a vendu des informations sur les *opposants* du régime aux groupes paramilitaires, qui ont par la suite menacé des personnes ou mené des attentats. Présentement, il y a des enquêtes pénales en cours concernant plusieurs personnalités et responsables du DAS, mais sans que le président soit lui-même touché. Il est pourtant le premier responsable de cet organisme de surveillance.

Pour clore cette partie de l'exposé, disons simplement que dans la recherche de légitimité de la politique de Sécurité démocratique, il fallait montrer des résultats à

derechos humanos... traficantes de los derechos humanos... han producido el desplome social de la nación".

¹⁰⁸ Traduction libre de: "El discurso en torno al concepto de "seguridad democrática", una vez consolidada la nueva fuerza en la dirección del gobierno y del Estado, posibilitó la conversión de la disidencia y de la discrepancia en expresión del "terrorismo" por parte de "terroristas vestidos de civil" y, lo que es peor desde una perspectiva de ética ciudadana, so pretexto de las necesidades de consolidación de las estrategias antisubversivas se instauró el principio según el cual no existe límite alguno que pueda oponerse a la acción estatal contra quienes han sido definidos como criminales y terroristas, siendo lícito, entonces, convertir en bienes transables en el mercado de las recompensas los testimonios, las denuncias y, en fin, el deber ciudadano de colaborar con la justicia. Por esa vía el lenguaje en la boca del poder se tradujo en una modificación conceptual: los derechos humanos, su defensa y su protección, dejan de ser conquista civilizadora y garantía de la dignidad humana, para, en su lugar, adquirir la peligrosa connotación de ser instrumento al servicio de los enemigos de la patria, y, sus defensores, "meros traficantes". (Herrera, 2009:6)

¹⁰⁹ Le terme "chuzadas" fait référence à l'écoute téléphonique.

tout prix. Même si des groupes de guérilla ont été anéantis, ils sont loin d'être vaincus, comme le président l'avait promis, et ce, en dépit de huit années au pouvoir et malgré la limite constitutionnelle qui était de quatre. En ce sens, il était nécessaire de gonfler les chiffres de *guérilleros* tués. C'est pourquoi le Président exigeait publiquement des résultats plus poussés. Une politique de récompenses a été établie pour permettre la capture ou la mort des *guérilleros* ou de leurs *colaborateurs*. D'autre part, une politique de compensations (en promotion de grade, en temps compensatoire, etc.) a été instaurée au sein des forces armées.

Grâce aux preuves et aux témoignages recueillis, d'abord par les médias puis par les juges, on sait aujourd'hui que plusieurs centaines de morts, qui ont été présentés comme morts au combat contre les forces militaires, sont en réalité des victimes d'une campagne orchestrée par des responsables de l'armée. Cela se faisait en lien avec des paramilitaires, qui étaient chargés de tromper de jeunes hommes pauvres et sans emploi en vue de les attirer vers d'autres régions du pays avec la promesse d'un travail. En réalité, il s'agissait de fournir des recrues à l'armée pour les tuer froidement puis, en fabriquant des scénarios de combat, les présenter comme des *guérilleros* morts au combat. Ces exécutions extrajudiciaires sont nommées par les médias « Faux positifs ».¹¹⁰ En dépit des démentis du gouvernement Uribe et du ministre de la Défense de l'époque, Juan Manuel Santos, président élu et en poste depuis le 7 août 2010, mais grâce à la persévérance des humbles mères de famille qui cherchaient la vérité sur l'assassinat ou la disparition de leurs fils, la Fiscalía Générale de la Nation a entamé des investigations. Celles-ci ont commencé à démontrer la réalité, le fond et l'ampleur de cette campagne systématique d'assassinats. Plusieurs membres et responsables des forces armées ont déjà été

¹¹⁰ Traduction libre de l'expression "Falsos positivos" utilisée par tous les médias colombiens pour faire référence à ce scandale. Par "positifs", il faut comprendre les réussites de l'armée sur les coups donnés aux mouvements de guérilla. Alors, un "Falso positivo" fait référence à une action de l'armée sur des supposés *guérilleros*, mais qui, en fait, n'était qu'un coup monté meurtrier fait sur des innocents, le but étant de satisfaire les demandes présidentielles des résultats militaires sur les mouvements de guérilla.

condamnés et sont en prison, d'autres attendent l'issue des investigations. Le tout est très bien documenté dans presque tous les médias colombiens. Même s'il a exigé des résultats, la poursuite n'inculpera pas le commandant en chef de toutes les armées soit le président qui est, à notre avis, le premier responsable.

Nous venons de voir que la Politique de défense et de sécurité démocratique est l'institutionnalisation comme politique d'État d'une seule vision du monde : celle de la classe au pouvoir. En mettant l'accent sur la guérilla comme étant la source de tous les maux colombiens et en centralisant la solution comme un problème unidimensionnel de sécurité, les élites au pouvoir cachent les vrais problèmes sociaux, économiques et politiques. À notre avis, la solution viendrait d'elle-même si on faisait une vraie réforme agraire, si on mettait en place un processus de redistribution des richesses profitable pour tout le monde, si on réduisait le budget de la guerre pour mettre ses ressources dans les programmes sociaux, en santé, en éducation, en logement et en culture. Si on changeait pour de bon la manière d'administrer l'État en minimisant la corruption, la petite politique, le clientélisme. Enfin, si on ouvrait la participation politique réelle, non seulement formelle, pour que le plus grand nombre puisse participer au-delà du vote, de manière à ce que le pouvoir soit partagé, au lieu d'être concentré au sein d'une petite minorité politique et économique, avec l'appui des forces armées. Cela nous semble une ébauche de solution, réformiste certes, mais plus intéressante que la politique guerrière mise en place et qui, tel que démontré, n'a fait qu'empirer les choses, malgré quelques statistiques positives.

Mais, en dépit de ce que nous venons d'avancer, quelques questions se posent. Par exemple, comment est-il possible qu'un tel régime ait réussi à légitimer ses politiques? Il est présentement clair que le gouvernement Uribe est l'un des plus répressifs. Mais, en même temps, c'est le président qui a eu les cotes de popularité les plus élevées. Comment peut-on expliquer cela? Et, en dépit de nombreux scandales,

quelle est la stratégie du président Uribe pour se tenir à l'écart? Malgré la complexité des questions posées et des ébauches d'explications que nous avons données plus haut, nous tenterons d'y répondre dans les lignes qui suivent en examinant les éléments qui composent la superstructure de l'État communautaire.

2. 2 Superstructure de l'état communautaire

Pour qu'un système politique puisse s'implanter à long terme, il faut que les responsables politiques aillent au-delà des politiques répressives comme moyen de reproduction du même système. Ces politiques répressives doivent rester en place pour contrer ceux qui ne se plient pas à l'idéologie dominante, même, s'il le faut, par des moyens illégaux. La Colombie est un exemple frappant de ce genre de pratiques. Pour le reste de la population, toute une panoplie de mesures, de programmes, de symboles, de discours et de moyens sont employés pour vanter les mérites du régime qui s'implante. C'est exactement cela qui s'est produit en Colombie depuis l'indépendance, en 1810, jusqu'à nous jours. Nous pouvons considérer la période 2002-2010 comme l'étape charnière de la domination idéologique du système dominant des dernières années. Le premier mandat présidentiel d'Uribe Vélez, de 2002 à 2006, en fut l'apothéose. Uribe Vélez a d'abord gagné l'appui de presque toutes les élites dominantes, et, plus important encore, les masses croyaient en son discours. Elles y croient encore.

Comment un système dominant peut réussir à être aussi rassembleur? D'abord, il faut construire un discours, le défendre et le répéter sans cesse comme étant la meilleure réponse aux attentes des gens. Il faut, en même temps, le vendre comme étant une construction collective, en s'appuyant sur quelques symboles. Les masses semblent apprécier certains symboles qui leur permettent de montrer leur fierté envers quelque chose. Elles paraissent aussi aimer les idoles, les héros ou les

sauveurs. Il est certes très important de bien choisir les moyens utilisés pour faire passer le message que le sauveur veut enraciner. Une fois ancré dans la société, le message sera reproduit au sein des habitants. Une fois l'internalisation faite par les individus, ils en assureront la diffusion et la défense. C'est ce processus que nous étudierons à présent, en commençant par la construction du discours du président Uribe Vélez.

2.2.1. Cohésion sociale ou discours globalisant

Bien que le Président utilise souvent dans ses discours et ses sorties publiques l'expression « cohésion sociale », nous n'avons pas pu trouver les explications complètes de cet élément dans les plans de développement de 2002 et de 2006. Par contre, des parties importantes ont été repérées tout au long des documents. Pour ne pas allonger la dissertation, nous ne ferons mention que de deux points. Par exemple, le numéro 2 du *Manifeste démocratique* signale le désir d'une vie en paix en Colombie, de la profitabilité par tous des paysages et des routes, menant au sentiment illusoire que la *Patrie* appartient à tous, mais également que cette appartenance mène à l'accomplissement sérieux des obligations de tous envers elle.

L'idée incarne assez bien l'un des rêves de la population parce qu'il est vrai que tout le monde voudrait profiter d'un pays qui est très riche, non seulement en paysages et en diversité culturelle, mais également en flore et en faune. Encore faut-il avoir les moyens pour y parvenir. Par contre, lorsque la police, l'armée, les coopérants en sécurité et les délateurs sont omniprésents sur les routes, on peut se questionner à propos de l'idée d'une sécurité accrue. Bien sûr, l'affaire des routes n'est qu'un exemple, puisque le centre de la politique de Sécurité démocratique est la protection de l'infrastructure économique de l'État et des particuliers, ainsi que le combat pour enrayer l'enlèvement des personnes, de même que la sécurité des biens

des citoyens. Par contre, les délits dans les grandes villes, qui touchent directement les citoyens, sont toujours importants en nombre. Les vols à la tire, les vols à main armée, les lésions personnelles, les assassinats et les viols sont toujours présents.

Cependant, contrairement à ce qu'on pourrait penser, bon nombre de gens croient en cette illusion de sécurité. Dans ce sens, nous sommes d'accord avec Francisco Omar Herrera pour qui le langage et la propagande jouent un rôle déterminant dans la quête d'obéissance des gens lorsqu'il dit que le langage peut être utilisé pour modifier la réalité ou encore pour créer de nouvelles réalités virtuelles. Quant à la propagande, elle peut, entre autres, être utile pour imposer aux individus des visions éloignées de la réalité en fonction des intérêts du pouvoir. Comment cela se fait? La thèse centrale d'Herrera est:

(...) que depuis le lieu du pouvoir, d'abord pour l'acquérir et ensuite pour le maintenir, sont élaborées des fictions, des fantaisies et des illusions pour qu'ainsi se créent, se transforment et se produisent des réalités, pour générer dans l'inconscient collectif un état d'esprit propice à l'acceptation non critique des décisions du pouvoir, incluant celle de se perpétuer, permettant ainsi l'émergence d'un consensus qui facilite la gouvernance. Et que, grâce à l'usage systématique de la propagande, du contrôle ou de l'influence sur les médias, les illusions et les fantaisies réussissent à s'ancrer dans les mentalités citoyennes jusqu'à se traduire par des attitudes et des comportements favorables aux intérêts de ceux qui détiennent le pouvoir. Pour y parvenir, il suffit de formuler des affirmations sentencieuses avec des accents de vérité indubitable qui prétendent décrire des phénomènes ou des circonstances soumises aux intérêts du pouvoir ou, pire encore, de simples accusations à l'aide desquelles on tente et on réussit à disqualifier l'autre.¹¹¹ (Herrera A, 2009 : 3)

¹¹¹ Traduction libre de: "que desde el poder, primero para su adquisición y, luego, par su mantenimiento se elaboran ficciones, fantasías e ilusiones, se crean, transforman y producen realidades, todo destinado a generar en el inconciente colectivo un estado de ánimo proclive a la asunción acrítica de las decisiones del poder, incluso la de perpetuarse, y a permitir consensos facilitadores de la gobernabilidad. Y que, mediante los usos sistemáticos de la propaganda, del control o decisiva influencia sobre los medios de comunicación, las ilusiones y fantasías logran anidarse en las mentalidades ciudadanas hasta lograr traducirse en actitudes y comportamientos funcionales a los intereses de quienes detentan el poder. (...) Se trata, generalmente, de la formulación de afirmaciones sentenciosas con acentos de verdad inconcusa con las que se pretende la descripción de fenómenos o

Dans ce sens, les piliers de la Sécurité démocratique sont essentiels à la construction du discours dominant : en premier lieu, l'idée d'une protection de droits pour tous, sans égard à la condition sociale, au sexe, à l'origine. Ici, le discours est inclusif. La protection n'est pas pour eux, mais bien pour nous. En deuxième lieu, nous trouvons la protection des valeurs, la pluralité et les institutions démocratiques. Dans un troisième temps, la dissidence politique est une possibilité pour ceux qui veulent se démarquer des lignes officielles tout en ayant la possibilité d'être protégés par l'État. Et en dernier lieu, la participation de la société toute entière dans la protection des valeurs démocratiques, celles de l'État communautaire et de la politique de Sécurité démocratique, par le biais de la solidarité et de la coopération de toute la population. (PDS, 2003 : 13)

La Colombie étant un pays en conflit depuis cinq décennies, il n'est pas étonnant que le mot central du discours dominant soit celui de la sécurité, mais la sécurité centrée sur la lutte contre-insurrectionnelle. Pour ce faire, on place l'origine de tous les maux de la Colombie dans la présence et dans les actions (*narcotrafiquants* et *terroristes*) des organisations de guérilla. La Sécurité démocratique est, en ce sens, une déclaration de guerre intégrale. Non seulement de combat, mais également sur le plan psychologique, en luttant contre l'aide et la sympathie dont les guérilleros profitent au sein d'une partie de la population. Pour mener le combat contre la guérilla, la ligne directrice est la déroute militaire qui est, disait-on, le premier pas vers une Colombie différente, dite démocratique, pluraliste, équitable et en paix. Qui ne voudrait pas s'y inclure? C'est donc un discours rassembleur.

Le caractère rassembleur est acquis de deux façons. En premier lieu, une excellente conduite des médias de masse fait passer le message. Ce qui n'est pas

circunstancias, acomodadas al interés del poder; o, peor aún, de simples invectivas con las que se pretende y se logra la descalificación del contrario." (Herrera A., 2009:3)

difficile, étant donné la concentration des médias les plus importants dans une poignée de groupes économiques qui, soit dit en passant, appuient presque sans réserve les politiques officielles. Ce qui n'est pas étonnant puisqu'ils tirent d'énormes bénéfices de ces politiques. Par ces moyens, le pouvoir a réussi à s'approprier ces acquis, tout en mobilisant la population à participer à la sécurisation de l'État, le tout en utilisant un vocabulaire très dur contre la petite politique, la corruption, le clientélisme et la violation de droits humains qu'il associe à des maux éloignés de l'action de ce gouvernement. Deuxièmement, des intellectuels de l'establishment, des chroniqueurs, des directeurs des médias et des hommes d'affaires reproduisent ce discours en louant les biens fondés de la politique de Sécurité démocratique. Et tout cela se fait de façon quasi quotidienne.

Il est important de rappeler que l'État communautaire et sa politique maîtresse, la Sécurité démocratique, est un projet, comme le nom l'indique, d'État, c'est-à-dire à long terme, qui rassemble autour de lui presque toutes les élites dominantes et qui est parvenu à acquérir l'appui d'une bonne partie de la population dominée. Le président a réussi à modifier la constitution pour se faire réélire en 2006 tout en signifiant son désir de modifier encore une fois la Constitution pour une deuxième réélection de suite en 2010. Le bloc au pouvoir¹¹² s'est affaibli car une partie des élites au pouvoir n'étaient pas d'accord. De toute manière, le projet est bel

¹¹² Comme nous l'avons signalé au cours de l'exposé, nous ne parlons pas, lorsque nous faisons référence aux classes sociales, à deux classes homogènes qui s'affrontent. Marx l'a déjà clarifié lorsqu'il parle de la composition des classes. Par exemple, la classe dominante est composée des bourgeoisies commerciales, financière, industrielle, etc. C'est la même situation au sein des classes dominées : le petit paysan, les ouvriers de la petite industrie, ceux de la grande industrie, les chômeurs, etc. Dans les deux cas, les intérêts peuvent être divergents. Dans les deux cas, il peut y avoir ressemblance autour d'un projet, d'une vision du monde, etc. C'est dans cette perspective que nous prenons le concept althussérien du bloc au pouvoir : « On peut établir dans ces formations (capitalistes) le rapport entre, d'une part, un jeu institutionnel particulier inscrit dans la structure de l'État capitaliste, jeu qui fonctionne dans le sens d'une unité spécifiquement politique du pouvoir d'État, et, d'autre part, une configuration particulière des relations entre les classes dominantes : ces relations, dans leur rapport à l'État, fonctionnent au sein d'une unité politique spécifique recouverte par le concept du bloc au pouvoir. » (Poulantzas, 1971 : 53)

et bien vivant, puisque le dauphin du Président a été élu avec la promesse de maintenir la politique de Sécurité démocratique. Des idéologues *uribistes*, dont José Obdulio Gaviria, ont même créé en 2006 un centre de pensée pour vanter et perpétuer la doctrine *uribista*. Il n'est donc pas surprenant d'apprendre qu'Álvaro Uribe Vélez est connu aujourd'hui comme *le meilleur président* de la Colombie selon plusieurs porte-paroles des élites dominantes. La Fondation est présente dans plusieurs villes et est financée par des hommes d'affaires majoritairement originaires du Département d'Antioquia, lieu de naissance du président. Son public cible, mais pas le seul, est la jeunesse étudiante, afin que celle-ci s'approprie le discours, le reproduise et le défende.¹¹³

En conclusion, le discours dominant de l'État communautaire place les institutions au-dessus des individus, dans le sens où ce sont les individus qui sont au service des institutions et non l'inverse. Les droits individuels, contraires à l'idéologie libérale bourgeoise, sont poussés par les affaires communautaires, suivant l'idéologie communautaire. Tout le monde doit montrer son appartenance réelle à la communauté et défendre ses valeurs. Ainsi encadrés, les dissidents peuvent avoir leur place dans l'État communautaire. Ils doivent seulement respecter les règles *démocratiques* mises en place. La démocratie formelle et représentative reste le système politique légitime de l'État communautaire. Tout le monde est appelé à la participation effective dans les affaires de l'État communautaire, surtout en ce qui concerne les valeurs communes et ce, dans la communauté rapprochée, soit les villages, les villes. L'État communautaire doit alors se comprendre comme un État unificateur, gardien de la loi, de l'ordre et des mœurs qu'il véhicule. Est-ce que cela peut être compatible avec le concept de démocratie? Nous laissons la question

¹¹³ Le Centre s'appelle Centro de Pensamiento Primero Colombia (Centre de pensée la Colombie en premier), les fondateurs ont gardé le nom du parti pour lequel Uribe s'est présenté aux élections. Leur adresse Internet est : <http://www.pensamientocolombia.org>

ouverte, car lui répondre dépasse les limites de ce que nous nous étions proposé dans cet exposé.

Donc, nous avons constaté que le langage et la propagande jouent un rôle crucial dans la construction et la diffusion de l'idéologie dominante. Nous avons également vu que la participation active des médias de masse est primordiale pour faire passer le message. Mais nous n'avons pas encore étudié comment ce même discours est internalisé et reproduit par les gens.

2.2.2. Éducation, famille et communauté

La famille constitue le noyau pour l'implantation des mœurs et du processus éducatif dont l'État communautaire a besoin. Le système éducatif, surtout l'école primaire et secondaire, est utile pour former les citoyens selon les paramètres communautaristes de l'État. La famille, quant à elle, l'est pour la production et la reproduction des valeurs de la communauté. L'enfance et la jeunesse sont le centre de ce même noyau. Pour les orienter, la culture (surtout celle non créatrice), le sport (surtout celui de compétition) et la science seront les ponts; surtout la culture et le sport, pour guider la jeunesse vers les valeurs que l'État communautaire veut lui implanter. L'idée est de passer d'une société de masse, selon le point 50 du Manifeste démocratique, vers une authentique communauté de peuples avec des liens de solidarité, un sentiment d'appartenance et un sentiment de responsabilité envers ce qui est collectif et public. Cela parce que « la culture convertit l'individu en citoyen avec des responsabilités face au conglomerat »¹¹⁴ (Manifeste démocratique, les 100 points d'Uribe, point 50).

¹¹⁴ Traduction libre de: "La cultura convierte al individuo en ciudadano con responsabilidades frente al conglomerado". (Manifiesto democrático, los 100 puntos de Uribe, punto 50)

Cette idée est parfaitement complétée avec le postulat inscrit au point 7.6 et intitulé Culture, sport, récréation et développement du plan de développement 2006-2010 :

Les processus éducatifs et culturels jouent un rôle fondamental dans la création de citoyens compétents à remplir leurs fonctions dans un contexte social complexe, capables d'assumer des engagements, de s'adapter avec efficacité aux nouvelles réalités de l'économie et du travail et d'assumer avec une attitude critique et transformatrice le défi de la globalisation et l'internationalisation de la société.¹¹⁵ (PND, 2006-2010 : 45).

En fin de compte, l'éducation citoyenne vise la consolidation du néolibéralisme comme modèle économique et idéologique dominant, mais encadré par l'État communautaire, suivant ainsi le modèle dominant de l'économie mondiale, modèle qui va de pair avec la démocratie représentative comme système de légitimation par excellence. Cependant, Álvaro Uribe Vélez fait un amalgame des valeurs démocratiques du système mondial dominant et de celles, communautaires, de son projet d'État, en sachant l'importance du sens qu'englobe le mot démocratie.

Dans ce contexte, l'État communautaire se distingue, du moins partiellement, du néolibéralisme lorsque ce dernier vise la minimalisation de l'État. Dans une société très hiérarchique et très inégalitaire comme c'est le cas en Colombie, l'État est appelé à conserver un minimum de programmes sociaux pour contrer la souffrance de millions d'êtres humains qui arrivent à peine à combler leurs besoins matériels d'existence et de ceux qui n'y arrivent pas du tout. Ainsi, l'éducation centrée sur la lutte contre l'analphabétisme et la formation de main-d'œuvre dont ont besoin les bourgeoisies nationales et internationales dans la reproduction de ces capitaux sont très importantes. Pour une petite minorité, des programmes pour des études

¹¹⁵ Traduction libre de: "Los procesos educativos y culturales tienen un papel fundamental en el logro de ciudadanos competentes para desempeñarse en un contexto social complejo, capaces de asumir compromisos, adaptarse con eficacia a las nuevas realidades de la economía y el trabajo, y asumir con actitud crítica y transformadora el reto de la globalización e internacionalización de la sociedad." (PND 2006-2010 :45)

postsecondaires existent. L'idée est plutôt de massifier la formation de base, soit l'école primaire et quelques années d'école secondaire. Ainsi, les valeurs sociétales communautaires sont transmises afin d'assurer la reproduction du système. En même temps, le champ économique en bénéficie aussi, car les instructions de conduite des machines et les processus de production seront mieux compris, tout en gardant les moyens de production dans de bonnes conditions. Ce sont ce que Marx appelle « les frais d'éducation de la force de travail » (Marx, 1977A : 132).

Pour l'État communautaire, l'éducation constitue le tremplin idéal dans la formation des valeurs communautaires comme la démocratie, le respect des symboles de la patrie, l'appui aux forces répressives de l'État et la vie familiale. Dans ce sens, le système éducatif forme les citoyens et la famille reproduit ces valeurs en son sein, de telle sorte que la communauté puisse jouir d'une légitimité sans équivoque. Les autres, soit ceux qui comprennent la dynamique de la lutte de classes, seront traités avec *tolérance*, à condition qu'ils respectent le cadre tracé pour le faire. Et comme l'idée de l'État communautaire s'échelonne sur le long terme, quoi de mieux que de commencer avec les plus petits enfants pour intérioriser ces valeurs et ces idées. C'est ainsi que le plan de 2003-2006 a introduit une *ex cathedra* pour la *convivencia*, la vie en commun. Le plan stipule « qu'on adoptera le Système national de coexistence pour atteindre le renforcement institutionnel et la consolidation d'une culture nationale de la coexistence » ¹¹⁶ (PND, 2003 : 14). Pour ce faire, le Plan fait appel aux citoyens ainsi qu'aux secteurs public et privé et à la communauté internationale. L'objectif est de créer « une nouvelle citoyenneté démocratique culturelle » ¹¹⁷ (Ibidem). Dans le même ordre d'idées, le plan de développement pour 2006-2010 spécifie que le Ministère de l'éducation doit produire un projet pour améliorer l'éducation. Dans ce

¹¹⁶ Traduction libre de: "Se adoptará el Sistema Nacional de Convivencia para el fortalecimiento institucional y la consolidación de una cultura nacional de convivencia". (PND, 2003 : 14)

¹¹⁷ Traduction libre de: "una nueva ciudadanía democrática cultural". (Ibidem)

projet, les commissions scolaires des entités territoriales doivent s'associer et viser « la formation de citoyens complets, avec un sens des responsabilités et une conscience de leur autonomie, avec un respect pour les valeurs ancestrales, familiales, culturelles et personnelles, avec une capacité critique et créatrice » ¹¹⁸ (PND, 2006-2010 : 307).

À part la formation des étudiants pour le marché du travail, l'idée centrale et fondamentale de ces plans de développement est de former un nouveau citoyen selon les valeurs de l'État communautaire. Celles-ci, nous pouvons les résumer ainsi : la sécurité, la solidarité, la coopération, la convivencia (la vie en commun), les droits humains, la culture citoyenne, la cathedra de convivencia (de vie en commun), la civilité, la citoyenneté et le respect pour l'environnement, entre autres. ¹¹⁹ Le but de ces valeurs est de solidifier l'idée d'une communauté serrée, ce que le président appelle cohésion sociale. Pour arriver à ce but, le Ministère de l'éducation a ajouté une compétence, dite de base, à aller chercher chez les étudiants : celle de la compétence citoyenne. Celle-ci est aussi évaluée comme les autres compétences et développée de manière transversale, soit dans tous les cours. L'idée est d'établir une symbiose entre les politiques de sécurité et de convivencia (de vie en commun) à très long terme avec celle de la compétence citoyenne :

Au pays, vu la nécessité d'accompagner les politiques de sécurité et de cohabitation démocratique d'actions d'éducation qui les renforcent à long terme, nous avons défini les critères pour leur développement et nous avons testé leur évaluation, mais surtout nous avons implanté plusieurs

¹¹⁸ Traduction libre de: "la formación de ciudadanos integrales, con sentido de responsabilidad y conciencia de su autonomía, con respecto a los valores ancestrales, familiares, culturales y personales, con capacidad crítica y propositiva." (PND, 2007: 307)

¹¹⁹ Álvaro Uribe Vélez, Informe au Congrès, parte 2, julio de 2010, p. 154

programmes d'accompagnement, dans un domaine où nous sommes des pionniers dans le monde.¹²⁰ (Ministerio de Educación Nacional, 2010 : 19)

Déjà en 2004, dans le journal du Ministère, on pouvait établir ce lien entre la compétence citoyenne et l'idéologie de l'État communautaire visant la formation, dès l'enfance, de ce nouveau citoyen :

Les compétences citoyennes sont un ensemble d'habilités cognitives, émotionnelles et communicatives, que nous devons développer dès la petite enfance pour savoir vivre avec les autres et, surtout, pour agir de manière constructive dans la société. Ainsi, avec ces habilités, les jeunes seront plus à même de transformer la vie dans les écoles, celle de leurs parents et de leurs familles; de transformer et de construire une nouvelle société pacifique, démocratique et respectueuse des différences, autant dans leur entourage immédiat qu'à l'international.¹²¹ (Ministerio de Educación Nacional, 2004 :1)

Il n'est donc pas étonnant que les sites Internet de tous les composants du pouvoir exécutif, en commençant par celui de la présidence de la République et des organes répressifs de l'État, présentent une section enfant. Dans un langage infantile et en utilisant le plus souvent des bandes dessinées, on leur explique les bien-fondés de chaque ministère ou de chaque branche des forces armées et de police au bénéfice de la communauté, tout en faisant appel à la « solidarité » des enfants. Les jeunes sont donc la cible de la politique éducative de l'État communautaire. En effet, comme

¹²⁰ Traduction libre de: "En el país, por la necesidad de acompañar las políticas de seguridad y convivencia democrática con acciones de educación que las refuercen en el largo plazo, formulamos los estándares para su desarrollo y ensayamos las evaluaciones, pero sobre todo implementamos múltiples programas de acompañamiento, en una área en la que somos pioneros en el mundo" (Ministerio de Educación Nacional, 2010: 19)

¹²¹ Traduction libre de: "Las competencias ciudadanas son un conjunto de habilidades cognitivas, emocionales y comunicativas, que debemos desarrollar desde pequeños para saber vivir con los otros y sobre todo, para actuar de manera constructiva en la sociedad. (...) Con estas habilidades, los jóvenes estarán más capacitados para transformar la vida de los colegios, de sus padres y familia; para transformar y construir una nueva sociedad pacífica, democrática y respetuosa de las diferencias, tanto en su entorno cercano, como en el entorno Internacional." (Ministerio de Educación Nacional, 2004 :1)

nous l'avons déjà signalé, avec les *compétences citoyennes* du système éducatif, l'État communautaire vise la formation, dès la petite enfance, de citoyens capables de rénover, dans un avenir rapproché, les liens d'appartenance entre la population et l'État. Ce processus commence par les familles des étudiants, leurs voisins et leurs amis du quartier et de la ville afin de reproduire la vision sécuritaire et démocratique de l'État communautaire.

Il est important de mentionner aussi le rôle central que joue l'Église (tout particulièrement l'Église catholique qui domine en Colombie) comme élément de légitimation de l'ordre établi. À l'exception de quelques prêtres issus de l'idéologie de la libération, la plupart des représentants de l'Église catholique se sont toujours alliés aux classes dominantes. Par ses endoctrinements de soumission, en transmettant le message qu'il faut accepter la réalité telle quelle comme la volonté de Dieu et en appelant aux sacrifices terriens visant la gloire de l'au-delà comme récompense, elle contribue à maintenir les masses dans l'ignorance des vrais enjeux de la lutte de classes et des rapports de domination et d'exploitation du système dominant. Elle le fait non seulement dans ses homélies, mais aussi en participant directement au système éducatif avec ses propres institutions. La famille est aussi visée, au nom de la tradition des bonnes habitudes et de la coutume. L'Église, comme organe transmetteur des valeurs religieuses, est essentielle à la consolidation idéologique dans la société colombienne.

Ce n'est pas pour rien que le Président fait assez souvent appel à Dieu pour demander de l'aide dans sa tâche ou pour le remercier lorsque de gros coups sont donnés, comme la libération par l'armée de quelques otages retenus par les FARC, dont Ingrid Betancourt. Nous avons pu entendre, à ce moment, des phrases comme « il faut remercier Dieu », « il faut se confier à Dieu » ou encore « il faut accepter la volonté de Dieu ». L'appel à Dieu est presque quotidien. Également, ses visites à l'Église sont fortement médiatisées, alors qu'il les fait avec un air dubitatif qui

demande presque la compassion. Un président qui prie fait toujours bonne impression. Mais plus important encore, il connaît la valeur de la religion dans le corpus idéologique dominant. Pourquoi ne pas s'en servir?

CONCLUSION

Le projet de ce mémoire était de mener une étude approfondie sur le rôle déterminant que joue l'idéologie dominante, tant sur les plans économique, social et politique en Colombie. Bien que la place de l'idéologie ne soit pas nouvelle dans les relations sociales, elle l'est davantage lorsqu'elle est érigée comme un nouveau projet politique, économique et social. C'est d'ailleurs une telle situation politique qui représentait l'étude de cas de ce mémoire, soit les élections présidentielles de 2002 en Colombie. Nous avons vu que, dans le cadre de ces élections présidentielles, le président Álvaro Uribe Vélez soutenait en campagne électorale une proposition voulant opérer la transformation de la société colombienne d'un État dit démocratique vers un État communautaire, également qualifié de démocratique. Le pilier central de cet État repose sur la nécessité d'une « Sécurité démocratique » conçue pour sa part comme une politique d'État essentiellement contre-insurrectionnelle. Le discours véhiculé visait à faire croire à la population qu'en mettant en déroute l'organisation militaire des guérilleros, les problèmes nationaux se régleraient plus aisément et, par le fait même, la prospérité pourrait croître plus rapidement pour les Colombiens.

Dans le cadre de cette recherche, l'objectif était de mettre en lumière la machination économique, politique et sociale des différentes classes sociales dominantes dans le but d'éviter toute possibilité de révolte populaire, mais également pour légitimer le *statu quo* qui leur est favorable autant au niveau économique que politique. La thèse centrale que défendait ce mémoire était : La construction de l'État communautaire colombien, avec ses trois axes principaux, soit la sécurité démocratique, l'encouragement aux investisseurs et la cohésion sociale, a permis d'exacerber les rapports d'exploitation des bourgeoisies économiques contre les salariés dans toutes les branches de l'économie nationale colombienne. Ainsi, les

élites nationales conservent les pouvoirs économiques et politiques, consolidant leur capacité de contrôle social sur l'ensemble de la société. Cette dissimulation économique et politique des classes dominantes est adroitement dissimulée grâce au brouillage idéologique engendré par les propositions « développementalistes » et de « Sécurité démocratique » contenues dans les plans du président et cela permet de masquer la vraie nature du conflit colombien : la lutte de classes.

Le premier chapitre a été l'occasion de démontrer que l'approche développementaliste des plans n'a fait, au cours des huit années de pouvoir d'Uribe, qu'accentuer l'écart économique séparant les élites dominantes (les possédants) des dépossédés. Malgré la croissance des écarts observés par le biais de nos recherches, l'approche développementaliste visait à vendre l'idée qu'avec l'arrivée massive des investissements nationaux et internationaux, d'une part, le chômage se réduirait considérablement et, d'autre part, les bénéfices économiques de cet afflux de capitaux bénéficierait à la population toute entière. Or, le président, par cette manœuvre idéologique, ne voulait qu'acheter la légitimité requise pour mener les réformes nécessaires de l'État au profit des capitalistes, dont les industriels, les financiers, les commerçants et les gros propriétaires terriens. Nous avons prouvé, en analysant les données officielles colombiennes, que ce développement n'a fait que contribuer à la concentration et à la centralisation des moyens de production dans une portion encore plus minime des élites économiques dominantes. Du côté du peuple, les pauvres ont vu leurs conditions d'existence se dégrader malgré les promesses sous-tendues par les projets de développement du président colombien. Alors, la démarche développementaliste au service des plus pauvres s'avérait un simple mécanisme idéologique au profit des élites économiques et politiques dominantes.

Il a été possible de démontrer, dans cette section, que les élites économiques dominantes profitent de la complaisance ainsi que de la bonne collaboration de l'État colombien, permettant d'accroître leurs richesses et de maintenir les conditions

d'exploitation des salariés. Cela a été permis par l'ouverture des frontières de l'État aux bourgeoisies dominantes de l'économie mondiale comme un débouché pour leurs produits et leurs capitaux. L'État communautaire fournit le cadre légal et juridique de cette domination économique et utilise le développement économique comme dispositif idéologique qui sert à brouiller la nécessité d'une lutte de classes en Colombie. De son côté, la Politique de défense et sécurité démocratique fournit à l'État communautaire, comme nous l'avons étudié, les outils militaires, policiers et de surveillance nécessaires pour maintenir la population encadrée, empêchant l'avènement de rébellions sociales et assurant la croissance économique de l'État communautaire au profit des bourgeoisies dominantes.

Le deuxième chapitre a été le lieu d'une analyse approfondie de la superstructure de l'État communautaire. Ainsi, nous nous sommes penchés sur la formulation des valeurs communautaires ainsi que sur les mécanismes utilisés pour les propager. Ces valeurs sont, entre autres, la démocratie représentative et ses mécanismes de participation, la famille comme noyau de la société, la religion comme vision créatrice du monde et source de passivité, de conformisme et de pacifisme comme moyen de règlement des différences ainsi que l'utilisation légitime de la force de l'État contre ceux qui s'y opposent.

Nous avons pu comprendre que le sens ultime de la Politique de défense et sécurité démocratique ainsi que de l'État communautaire n'est en fait qu'une manifestation du contrôle et de la répression dissimulée de toute possible contestation, non seulement armée, sinon sociale et politique envers ceux qui ne suivent pas les directives officielles. L'État communautaire est donc synonyme d'une certaine forme d'unanimisme social, soit l'imposition par le biais de l'idéologie et de la force d'une seule vision du monde : celle des élites dominantes. L'État communautaire réfère également à l'imposition d'une nouvelle branche émergente issue de la légalisation des paramilitaires et des capitaux accumulés par le narcotrafic

ainsi que l'appropriation violente des terres de milliers de petits paysans chassés par la terreur.

Enfin, nous avons pu constater que la famille, le système d'éducation, les médias, les discours et les symboles sont, entre autres, les mécanismes privilégiés afin de reproduire et de consolider l'idéologie dominante. Ainsi, nous avons pu identifier que le noyau idéologique de la Sécurité démocratique et de l'État communautaire a pour objectif de faire porter le blâme aux guérilleros et d'être la source des problèmes colombiens. Par le fait même, la seule solution à tous ces maux passe par leur déroute militaire, à laquelle tous les Colombiens doivent participer. Cette participation a constitué une nouveauté, car, auparavant, les gouvernements et les élites militaire et policière demandaient la « collaboration » plus ou moins active de la population, du moins officiellement. Ainsi, pour le président Uribe, impliquer la population toute entière dans la lutte contre-insurrectionnelle constitue l'application pratique du principe constitutionnel de solidarité. En effet, nous avons constaté qu'à l'intérieur de la Sécurité démocratique en tant que politique d'État, il y a une partie consacrée à la formation de réseaux de civils informateurs et surveillants en appui à l'armée et à la police. En se surveillant les uns les autres, il y a une double fin : informer de possibles mouvements de guérilla, mais, surtout, empêcher toute contestation politique et sociale en la faisant passer une action des guérilleros et de leurs supports. L'idée est donc un seul message, une seule vision du monde, une seule lecture de la réalité, ce que nous avons appelé l'unanimisme social.

Cette analyse de la situation économique, politique et sociale en Colombie s'est appuyée sur un cadre théorique marxiste. Nous pensons toujours que le marxisme offre les outils théoriques nécessaires pour mieux comprendre les rapports sociaux dans une société de classes. Il fournit les outils nécessaires d'analyse philosophique, sociale, politique, culturelle et économique suivant l'évolution historique du mode de production et de l'organisation sociale. Ainsi, nous avons pu

comprendre qu'un des effets idéologiques de l'État communautaire est justement celui de masquer la lutte de classes en Colombie. Heureusement, il y a encore des milliers de Colombiens qui réussissent à constater ce brouillage idéologique et, par le fait même, à résister d'une façon ou d'une autre à la domination et à la répression.

Il s'agit des limites de cette analyse, car il nous semble évident que le sujet traité est assez polémique. Nous espérons tout de même avoir contribué à une compréhension de la dynamique conflictuelle de la société colombienne. Il ne nous reste qu'à espérer que l'analyse se poursuive, mais surtout que celle-ci soit accompagnée d'actions factuelles de solidarité politique envers ces hommes et ces femmes en Colombie, comme ailleurs dans le monde, et ce, dans l'objectif de construire un monde différent.

BIBLIOGRAPHIE

- Arboleda Vallejo, Mario. 1997. *Código Penal: Compilado, Concordado y Anotado*. Colección Códigos Brevis. Bogotá: Grupo Editorial Leyer. 515 p.
- Ávila Mahecha, Javier; León Hernández et Ivonne Rocío. Septiembre de 2008. *Distorsión en la tributación de las empresas en Colombia: Un análisis a partir de las tarifas efectivas marginales*. DIAN122. Oficina de Estudios Económicos. Documento Web 029,. Disponible en ligne:
http://www.dian.gov.co/descargas/Servicios/OEE/Documentos/Cuadernos/Cuaderno_de_trabajo_029.pdf
- Bensussan, Gérard et Labica Georges. 1999. Dictionnaire critique du marxisme. Paris : Presses universitaires de France. 1 240 p.
- Bettelheim, Charles. 1946. *L'Économie allemande sous le nazisme : Un aspect de la décadence du capitalisme*. Paris : Librairie Marcel Rivière et Cie. 302 p.
- Boukharine, N. 1977. *La théorie du matérialisme historique : Manuel populaire de sociologie marxiste*. 2e édition. Paris : Éditions Anthropos. 358 p.
- Cloutier, Yvan. 1983. *Gramsci et la question de l'idéologie*. Philosophiques, vol. 10, no. 2, p. 243-253. Disponible en ligne :
<http://id.erudit.org/iderudit/203228ar>
- Coleman, L. 2007. "The Gendered Violence of Development: Imaginative Geographies of Exclusion in the Imposition of Neo-liberal Capitalism." *British Journal of Politics & International Relations* 9(2): 204-219
- Constitución Política de Colombia. 1996. Bogota: Editorial Temis. 287 p.

¹²² *Dirección de Impuestos y Aduanas Nacionales* (Direction des impôts et des douanes nationales)

Delgado, Jorge Eduardo et Nicolás Urrutia. [2007/1] *Conpes 3460: continuidades, innovaciones e interrogantes*. Grupo de Estudios de Seguridad y Defensa (GESED). Documentos de coyuntura. Departamento de Ciencia Política. Facultad de Ciencias Sociales. Universidad de los Andes. Disponible en ligne: http://seguridadydefensa.uniandes.edu.co/grupo/documentos/documentos_general/Politica_Defensa_documentos/delgado&urrutia_2007_comentario_conpes3460.pdf

Duncan, Gustavo. 2005. *Del Campo a la ciudad en Colombia: La infiltración urbana de los señores de la guerra*. Documento Cede 2005-2. Edición electrónica enero. Universidad de los Andes. 74 páginas. Disponible en ligne: http://economia.uniandes.edu.co/investigaciones_y_publicaciones/CEDE/Publicaciones/documentos_cede/2005/del_campo_a_la_ciudad_en_colombia_la_infiltracion_urbana_de_los_senores_de_la_guerra

Echandía Castilla, Camilo. *El conflicto armado colombiano en los años noventa: cambios en las estrategias y efectos económicos*. Revista Colombia Internacional. Número 49/50. Departamento de Ciencias sociales. Univeridad de los Andes. Disponible en ligne: www.lablaa.org/blaavirtual/colinter/echandia.htm

Escobar, A. 2004. "Development, violence and the new imperial order." *Development* 47(1): 15-21.

Estrada Alvarez, Jairo et Sergio Moreno Rubio. "Configuraciones (criminales) del capitalismo actual. Tenencias de análisis y elementos de interpretación". In Estrada Álvarez, Jairo (dir. publ.). *Capitalismo criminal. Ensayos críticos*. Bogotá. Universidad Nacional de Colombia. Facultad de Derecho, Ciencias Políticas y Sociales. Departamento de Ciencia Política. Grupo de Investigación Theseus. Disponible en ligne: <http://www.espaciocritico.com/sites/all/files/libros/theseus/ep03cptcrmn/cptlsmcrmn01.pdf>

Gilhodes, Pierre. 1974. *La question agraire en Colombie*. Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques. 537 p.

Giraldo M. Javier, S.J. 2003. *Guerra o Democracia*. Cali: Fundación para la investigación y la cultura. 155 p.

Gramsci, Antonio. 1977. *Gramsci dans le texte* Recueil réalisé sous la direction de François Ricci en collaboration avec Jean Bramant. Paris: 797 p.

Guillén Martínez, Fernando. 1963. *Raíz y futuro de la revolución*. Bogotá: Ediciones Tercer Mundo. 234 p.

_____. 1996. *El Poder Político en Colombia*. Bogotá: Editorial Planeta Colombiana S.A. 594 p.

Harnecker, Marta. 1974. *Les concepts élémentaires du matérialisme historique*. Bruxelles : Contradictions. 258 p.

_____. 2000. *La izquierda en el umbral del siglo XXI*. Madrid: Siglo Veintiuno de España Editores. 410 p.

Herrera, A. Francisco Omar. Enero-Abril 2009. *Lenguage, propaganda y poder*. Revista Debates Universidad de Antioquia, Edición número 52. Disponible en ligne:

<http://almamater.udea.edu.co/debates/sc-deb52-10.htm>

Junguito, Roberto. El Consejo Gremial Nacional, portafolio, disponible en ligne
<http://www.portafolio.com.co/opinion/columnistas/ARTICULO-PR>

Kalmanovitz, Salomón. 1997. *Economía y Nación: Une Breve Historia de Colombia*. Bogotá: TM Editores. 597 p.

Klaus, Schwab, (éd.). 2010-2011. World Economic Forum. The Global Competitiveness. Report. 516 p. Disponible en ligne:

http://www3.weforum.org/docs/WEF_GlobalCompetitivenessReport_2010-11.pdf

Lagueux, Maurice. 2005-02. *Peut-on séparer science et idéologie en économie?* Cahiers d'épistémologie. Université de Montréal, Département de philosophie. Cahier n° 2005-02. 325^e numéro. 35 p.

Lénine, V. 1966. *De l'État*. Pékin: Editions en langues étrangères. 24 p.

Luxemburg, Rosa. 1969. *Œuvres IV L'accumulation du capital (II)*. Paris : François Maspero. 229 p.

Marx, Karl et Friedrich Engels. 1982. *L'Idéologie allemande*. Traduction d'Henri Auger, Gilbert Badia, Jean Baudrillard, Renée Cartelle. Messidor/Éditions sociales. 275 p.

Marx, Karl. 1994. *Les luttes de classes en France*. Paris : Gallimard. 685 p.

_____. 1994. « Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte ». In *les luttes de classes en France*. Paris : Gallimard. 685 p.

_____. 1977. *Le capital*, livre premier. Traduction de Joseph Roy. Paris: Éditions sociales. 762 p.

_____. 1977. *Le capital*, livre deuxième. Traduction de Joseph Roy. Paris: Éditions sociales. 524 p.

Medina Gallego, Carlos. *FARC-EP Notas para una historia política 1958-2006*. 370 p. Documents web. Disponible en ligne : <http://www.lahaine.org/b2-img08/medinac.PDF>

Mejía Quintana, Oscar et al. "Cultura política mafiosa y Estado comunitario: Lógicas y proyecciones empíricas". In Estrada Álvarez, Jairo (dir. publ.). *Capitalismo criminal: Ensayos críticos*. Universidad Nacional de Colombia. Facultad de Derecho, Ciencias Políticas y Sociales. Departamento de Ciencia Política. Grupo de Investigación Theseus. Bogotá.

Melo, Jorge Orlando. *¡Colombia es un tema! Los paramilitares y su impacto sobre la política colombiana*. Violencia y poder público. Disponible en ligne: <http://www.jorgeorlandomelo.com/paramilitaresimpacto.htm>.

Ministerio de Educación Nacional de Colombia. Febrero-marzo 2004. Revista Al Tablero, número 27. Disponible en ligne: http://www.mineduacion.gov.co/1621/propertyvalues-31332_tablero_pdf.pdf

Ortiz S., Carlos Miguel. 1990-1991. *Violencia política de los ochenta: Elementos para una reflexión histórica*. Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura, volumen 18-19. Universidad Nacional de Colombia. Facultad de Ciencias Humanas. Departamento de Historia.

Palacios, Marco. 1995. *Entre la legitimidad y la violencia: Colombia 1875-1994*. Bogotá: Grupo Editorial Norma. 386 p.

Pereira, Edilma, Lozano Rolando. *Multinacionales en Colombia reinvirtieron 1.772 millones de dólares en el país en el 2006*. 3 de abril de 2007. Redacción Económica. El Tiempo. Disponible en ligne:
<http://www.eltiempo.com/economia/2007-04-04/ARTICULO-PRI>

Pizarro Leongómez, Eduardo. 1996. *Insurgencia sin revolución: La guerrilla en Colombia en una perspectiva comparada*. Bogotá: TM Editores / IEPRI (Universidad Nacional). 267 p.

Poulantzas, Nicos. 1971. *Pouvoir politique et classes sociales II*. Paris : FM/petite collection maspero. 196 p.

Ramírez Rojas, Manuel, Álvaro Guevara et Diego Andrés Fletcher. Marzo de 2006. *Mercado de trabajo, subempleo, informalidad y precarización del empleo: los efectos de la globalización*. Revista Economía y Desarrollo. Volumen 5, número 1. Universidad de los Andes. P. 1-37. Disponible en ligne:
<http://www.fuac.edu.co/revista/V5N1MAR2006/4%20-%20LABORAL.pdf>

República de Colombia. Consejo Nacional de Política Económica y Social. Departamento Nacional de Planeación. Documento Conpes 3460 de 2007. Disponible en ligne:
<http://www.dnp.gov.co/PortalWeb/Portals/0/archivos/documentos/Subdireccion/Conpes/3460.pdf>

República de Colombia, Departamento Nacional de Planeación. 2003. Plan Nacional de desarrollo 2002-2006, Hacia un Estado Comunitario. 284 p. Disponible en ligne:
<http://www.dnp.gov.co/PortalWeb/Portals/0/archivos/documentos/GCRP/PND/PND.pdf>

República de Colombia, Departamento Nacional de Planeación, Plan Nacional de desarrollo 2006-2010. Estado Comunitario: desarrollo para todos. Tomos I et II. Disponibles en ligne:
<http://www.dnp.gov.co/PortalWeb/LinkClick.aspx?fileticket=WSgQTUkodjQ%3d&t=abid=65>
<http://www.dnp.gov.co/PortalWeb/LinkClick.aspx?fileticket=MvqNv9lZbrw%3d&t=abid=65>

República de Colombia, Presidencia. *Hacia un Estado Comunitario. Manifiesto Democrático. Los 100 puntos de Uribe*. Disponible en ligne:

<http://www.presidencia.gov.co>

República de Colombia, Ministerio de la Defensa Nacional. Política de Seguridad Democrática. Disponible en ligne:

http://www.mindefensa.gov.co/dayTemplates/images/seguridad_democratica.pdf

República de Colombia. Ministerio Nacional de Educación de Colombia. Julio de 2010. *Revolución educativa 2002-2010: Acciones y Lecciones*. Primera edición. Bogotá. 271 p. Disponible en ligne:

http://www.mineducacion.gov.co/1621/articles-242160_archivo_pdf.pdf

República de Colombia. Ministerio de Educación Nacional de Colombia. Febrero-marzo 2004. Revista Al Tablero, número 27. Disponible en ligne:

http://www.mineducacion.gov.co/1621/propertyvalues-31332_tablero_pdf.pdf

Santana Rodríguez, Pedro. Septiembre 2003. *La propuesta de un Estado comunitario: una falacia en la teoría del Estado*. Revista Foro, número 48. Bogotá: Ediciones Foro Nacional por Colombia.

Sargent, Lyman Tower. 1987. *Les idéologies politiques contemporaines*. Traduit de l'américain par Odile Demange. Paris: Economica. 244 p.

Schwab, Klaus. 2010. World Economic Forum. The Global Competitiveness Report 2010-2011. Geneva. 516 p. Disponible en ligne:

http://www3.weforum.org/docs/WEF_GlobalCompetitivenessReport_2010-11.pdf

Silva Colmenares, Julio. 1983. *Los Verdaderos Dueños del País*. Bogotá: Fondo Editorial Suramérica, Colección Economía. 404 p.

Tirado Mejía, Álvaro. 2001. *Introducción a la Historia Económica de Colombia*. Bogotá: El Áncora Editores. 312 p.

Uribe de Hincapié, María Teresa. 2004. "El republicanismo patriótico". In Plataforma Colombiana. *Reelección: El Embrujo continúa. Segundo año de gobierno de Álvaro Uribe Vélez*. Bogotá: Ediciones Antropos Ltda. 306 p.

Uribe Vélez, Álvaro. 2010. Presidencia de la República. Secretaría de Prensa. Informe al Congreso. Partes 1 y 2. Disponibles en ligne:

<http://www.dnp.gov.co/PortalWeb/LinkClick.aspx?fileticket=x5b1X8kMfk8%3d&tabid=228>

<http://www.dnp.gov.co/PortalWeb/LinkClick.aspx?fileticket=bz381wEYGk4%3d&tabid=228>

Weisskopf, Walter A. 1976. *Aliénation, idéologie et répression*. Paris : Presses universitaires de France. 203 p.

Zambrano, Fabio et Fabio Rodríguez Morales. 1999. "Gobierno y Gobernantes de Colombia". In Acevedo Restrepo, Delfin et Al. *Colombia a su Alcance*. Colombia: Espasa Calpe S.A. 852 p.